

- Département de la Dordogne -

Commune de **CAMPAGNAC LES QUERCY**

Révision de la Carte communale

Rapport de présentation

Révision de la carte communale prescrite par délibération du Conseil Communautaire le 28 juin 2011

Carte Communale mise à l'enquête publique par arrêté du Président de la Communauté de Communes le 16 juin 2014

Carte communale approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 5 mars 2014



Bureau d'études de la
Chambre d'agriculture Dordogne

Boulevard des Saveurs - Cré@Vallée Nord -
Coulounieix Chamiers – 24060 PERIGUEUX CEDEX 9
Tél. : 05 53 45 47 84
urbanae@dordogne.chambagri.fr

PREAMBULE

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DU TERRITOIRE	8
1.SITUATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE	9
1.1. Situation administrative	9
1.2. Contexte géographique	12
2. APERÇU HISTORIQUE	18
3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	19
3.1 Les zones sensibles	19
3.1.1. La ZNIEFF	19
3.1.2. Le site Natura 2000	19
3.1.3. Les zones humides	23
3.1.4. La trame verte et bleue	24
3.2. Le milieu physique	26
3.2.1. La géologie	26
3.2.2. La pédologie	29
3.2.3. L'hydrologie	34
3.3. Le milieu naturel	36
3.3.1. Les boisements	36
3.3.2. Les formations calcicoles basses	39
3.3.3. La vallée	40
3.3.4. Les enjeux	40
3.4 Les risques naturels	41
3.5. L'environnement humain	49
3.5.1. Les voies de communication	49
3.5.2. L'organisation urbaine	51
3.5.3 Le patrimoine architectural	53
3.5.4 Les paysages	56
4. ANALYSE DE LA DEMOGRAPHIE	58
4.1. Evolution de la population	58
4.2. Composition et évolution des ménages	60
5. LES COMPOSANTES DE L'ECONOMIE LOCALE	61
5.1. La population active	61
5.2. Les bassins d'emploi	62
5.3. Les activités	63
5.3.1. Les commerces- hôtels - restaurants	63
5.3.2. L'artisanat – Les entreprises	63
5.3.3. L'école – les services	64
5.3.4. Le tourisme – le sport – les loisirs	64
5.3.5. L'activité agricole	64

6. LE CADRE URBAIN	68
6.1. Habitat et niveau d'équipement	68
6.2. LES RÉSEAUX ET LES SERVICES	70
6.3.1. L'électricité	70
6.3.2. Adduction d'eau	70
6.3.3. L'assainissement	70
6.3.4. Le réseau de gaz	71
6.3.5. Ordures ménagères	71
6.3.6. Couverture numérique	71
6.3.7. Défense incendie	74
BILAN DE LA CARTE COMMUNALE	75
SECONDE PARTIE : LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT ET LEUR IMPACT SUR LE TERRITOIRE	79
1. LE CONTENU DE LA CARTE COMMUNALE	80
1.1. Le projet communal	80
1.2. L'objectif communal	81
1.3. Les secteurs de développement urbain (U)	82
1.4. Le développement touristique (Ut)	118
1.5. Les nouvelles capacités d'accueil	122
2. IMPACTS DU PROJET DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT	123
2.1. Les impacts : aspect général	123
2.1.1. Pollution des eaux de surfaces et souterraines	123
2.1.2. Consommation d'espace	124
2.2. Les zones d'urbanisation	125
2.2.1. Le bourg	125
2.2.2. Brette	128
2.2.3. Champs de Case – Le Pesquié	131
2.2.4. Entre Garrit et La Sègue	134
2.2.5. Pommier – La Roque	137
2.2.6. La Veyssière	140
2.2.7. Le Cloup – Pech de la Falière	142
2.2.8. Le Fournel	145
2.2.9. Le Vignal – La Roche	148
2.2.10. La Croix du Rey – La Julie	150
2.2.11. Le Rey	152
2.2.12. Pouchou	154
2.2.13. Spentiraguet	156
2.2.14. Spentirat – Le Viget – La Sègue	158
2.2.15. La Gourdonnie	161
2.2.16. La Zone Ut	163
2.2.17. Synthèse	164
2.3. Conclusion sur l'atteinte ou non portée à l'intégrité du site Natura 2000	166
2.4. Les mesures	166
2.4.1. Les eaux usées	167
2.4.2. Les eaux pluviales	167
2.4.3. La consommation d'espace	168
ANNEXES	169

Les cartes communales sont régies par les articles suivants du code de l'urbanisme :

Champ d'application et principes généraux.
--

Article L. 124-2 : les cartes communales respectent les principes énoncés aux articles :

L. 110 : « le territoire français est le patrimoine commun de la nation et chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. »

Et **L. 121-1** : « les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ; L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable ;
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la

biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la préservation des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures».

Elles délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions ou installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Compétence pour élaborer une carte communale.

Article L. 124-1 : « les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L 111-1. » (Article qui constitue le fondement législatif de la réglementation nationale d'urbanisme.)

Le contenu de la carte communale.

Article R. 124-1 : « la carte communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques.

Le ou les documents graphiques sont opposables aux tiers. »

(Il n'y a pas de règlement, c'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique.)

Article R. 124-2 : « le rapport de présentation :

- Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations ;
- Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. »

Article R. 124-3 : « le ou les documents graphiques

Délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables. »

Validité des cartes communales.

Article L. 124-3 : « les délibérations intervenues sur le fondement de l'article L. 111-1-3 dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 précitée demeurent applicables jusqu'à l'expiration de leur délai de validité. »

Evaluation environnementale.

Le décret n°2012-995 du 23 août 2012 a modifié le régime de l'évaluation environnementale

des documents d'urbanisme. Ainsi, les procédures sont :

- Soit soumises systématiquement à l'évaluation environnementale ;
- Soit soumises à un examen cas par cas pour déterminer la nécessité ou non de réaliser une l'évaluation environnementale ;
- Soit ne seront pas concernées par l'évaluation environnementale.

Le territoire de la commune de Campagnac les Quercy comprenant une partie de site Natura 2000, l'évaluation environnementale est nécessaire.

Le rapport de présentation de la carte communale doit restituer la teneur de l'évaluation environnementale. Sa composition est précisée par l'article R124-2-1 du code de l'urbanisme.

PREAMBULE

La communauté de communes du Pays du Châtaignier a prescrit la révision de la carte communale pour la commune de Campagnac les Quercy par délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2011.

La carte communale a été approuvée le 31 janvier 2006.

Les motivations de révisions sont :

- Ré-étudier le projet de développement de l'urbanisation des différents secteurs.
- Accompagner les projets de développement d'activités touristiques.
- Faire le bilan des secteurs qui se sont développés et des secteurs qui font l'objet de rétention foncière.

NB: Seule la commune de Lavarat n'a pas souhaité réviser son document.

Les obligations et engagements de la Communauté de Communes du Pays du Châtaignier sont entièrement repris par la nouvelle entité territoriale, effective depuis le 1^{er} janvier 2014 et portant la dénomination « Communauté de Communes Domme – Villefranche du Périgord ».

Le diagnostic de territoire ayant été réalisé avant l'évolution du schéma intercommunal, de nombreuses analyses et comparaisons d'évolutions qui vont suivre s'appuient sur l'échelle de l'ancienne Communauté de Communes qui est celle du « Pays du Châtaignier ».

PREMIERE PARTIE PRESENTATION ET ANALYSE DU TERRITOIRE

1. SITUATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

1.1. Situation administrative

La Communauté de Communes du Pays du Châtaignier rassemble 9 communes sur une superficie de 15 016 ha soit environ 150 km².

La population totale est de **2299 habitants** selon les résultats du recensement de la population de 2008. La densité moyenne est de 15.3 habitants / km² ce qui confirme la **dimension essentiellement rurale** de ce territoire. Il existe toutefois des disparités en terme de peuplement d'une commune à l'autre.

Entre 1999 et 2008, la population est restée identique sur l'ensemble du territoire mais là aussi avec des disparités d'une commune à l'autre.

L'économie locale est essentiellement tournée vers les **productions agricoles avec en particulier l'élevage, mais aussi une activité forestière importante.**

Communauté de Communes la plus méridionale de la Dordogne, limitrophe avec les départements du Lot et du Lot et Garonne. Elle bénéficie d'un réseau routier permettant les liaisons nord-sud par la RD 710 tandis que les circulations est-ouest sont facilitées par la RD 660.

La Communauté de Communes du Pays du Châtaignier a été créée par arrêté du 4 décembre 1999. Elle s'est substituée à un SIVOM qui existait depuis 1985 et qui comprenait les communes de Besse, Campagnac les Quercy, Lavaur, Loubéjac, Mazeyrolles, Orliac, Saint Cernin de l'Herm, Sainte Foy de Belvès et Villefranche du Périgord. La commune de Sainte Foy de Belvès s'étant retirée le 31 décembre 2001 pour rejoindre la Communauté de Communes "Entre Nauze et Bessède".

La communauté de Communes exerce en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

COMPETENCES OBLIGATOIRES :

- aménagement de l'espace :
 - mise en place d'un schéma directeur
 - mise en place d'une Opération Groupée d'Aménagement Foncier
 - constitution de réserves foncières
 - élaboration du pays du Périgord Noir et notamment de sa charte
 - élaboration, révision et modification des cartes communales d'urbanisme
- développement économique :
 - Opération Restructuration de l'Artisanat et du Commerce
 - développement des activités touristiques : accueil, promotion et animation en collaboration avec l'Office de Tourisme
 - aménagement et gestion des sentiers de randonnée inscrits au PDIPR
 - mise en oeuvre des actions conventionnées au titre du Pays

COMPETENCES OPTIONNELLES :

1er groupe : protection et mise en valeur de l'environnement

- collecte et traitement des déchets ménagers
- assainissement non collectif : réalisation d'un schéma d'assainissement et mise en place du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) avec pour mission de contrôler la conception, la réalisation et le bon fonctionnement des installations, l'entretien étant à la charge des usagers.

2ème groupe : politique du logement et du cadre de vie

- création de lotissements d'habitation, à partir de 6 logements
- participation à des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et à des programmes Locaux d'amélioration de l'habitat (P.L.A.H.)
- Réalisation des programmes d'intérêt général (PIG)

3ème Groupe : création, aménagement et entretien de la voirie

- création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire. L'intérêt communautaire est constitué pour cette compétence par les voiries communales et rurales revêtues situées hors des zones agglomérées.
- Certains chemins revêtus très peu fréquentés ainsi que toutes les voies non revêtues resteront à la charge des communes.

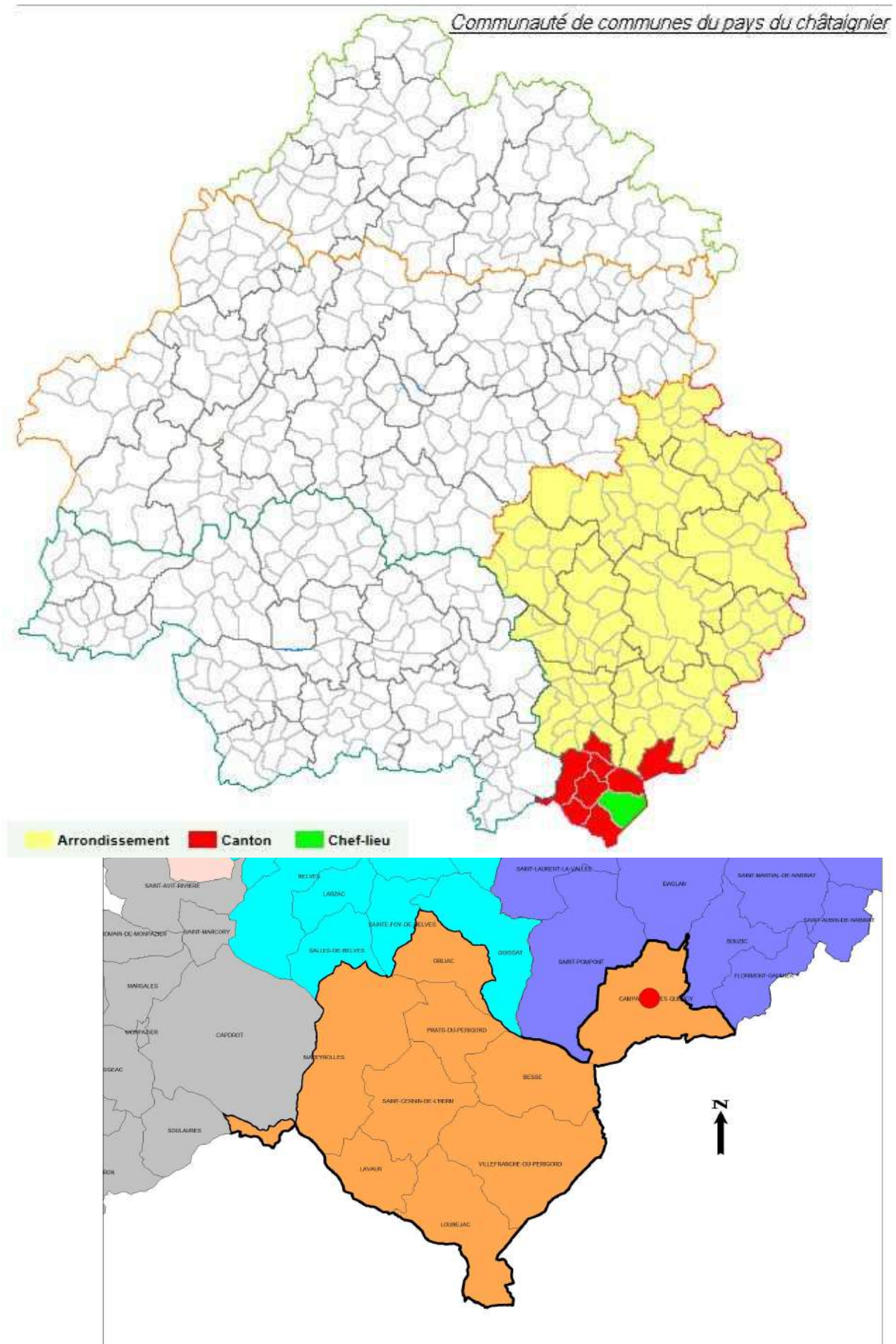
4ème Groupe : construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et d'équipements de l'enseignement

- construction, entretien et gestion d'une salle d'animation intercommunale.

COMPETENCES FACULTATIVES :

- Social : actions en faveur de l'emploi et de la réinsertion.

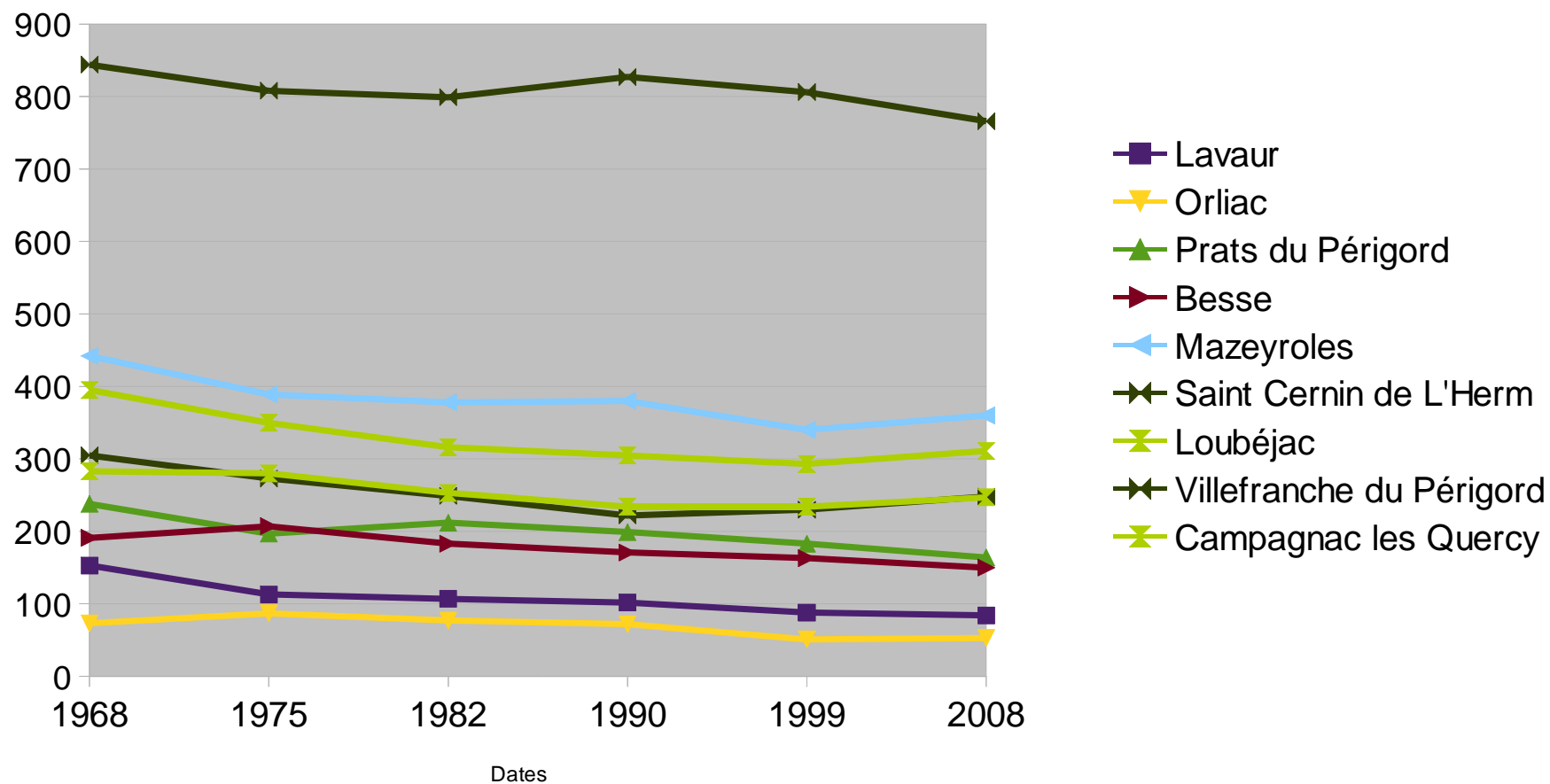
1.2. Contexte géographique



Données intercommunales:

Communes	Population (1999)	Population totale (2008)	Superficie (ha)	Densité (ha/km²)
ORLIAC	51	53	1075	4,93
PRATS DU PERIGORD	183	164	1128	14,5
BESSE	163	150	1663	9,01
MAZEYROLLES	340	360	3040	11,8
SAINT CERNIN DE L'HERM	230	248	1675	14,8
LOUBEJAC	234	247	1898	13,01
VILLEFRANCHE DU PERIGORD	806	766	2523	30,36
CAMPAGNAC LES QUERCY	293	311	2014	15,4
LAVAUUR	88	84	923	9,3
TOTAL	2388	2383	15939	14,9

Evolution population de l'ensemble des communes de l'intercommunalité entre 1968 et 2008



Caractéristiques communales

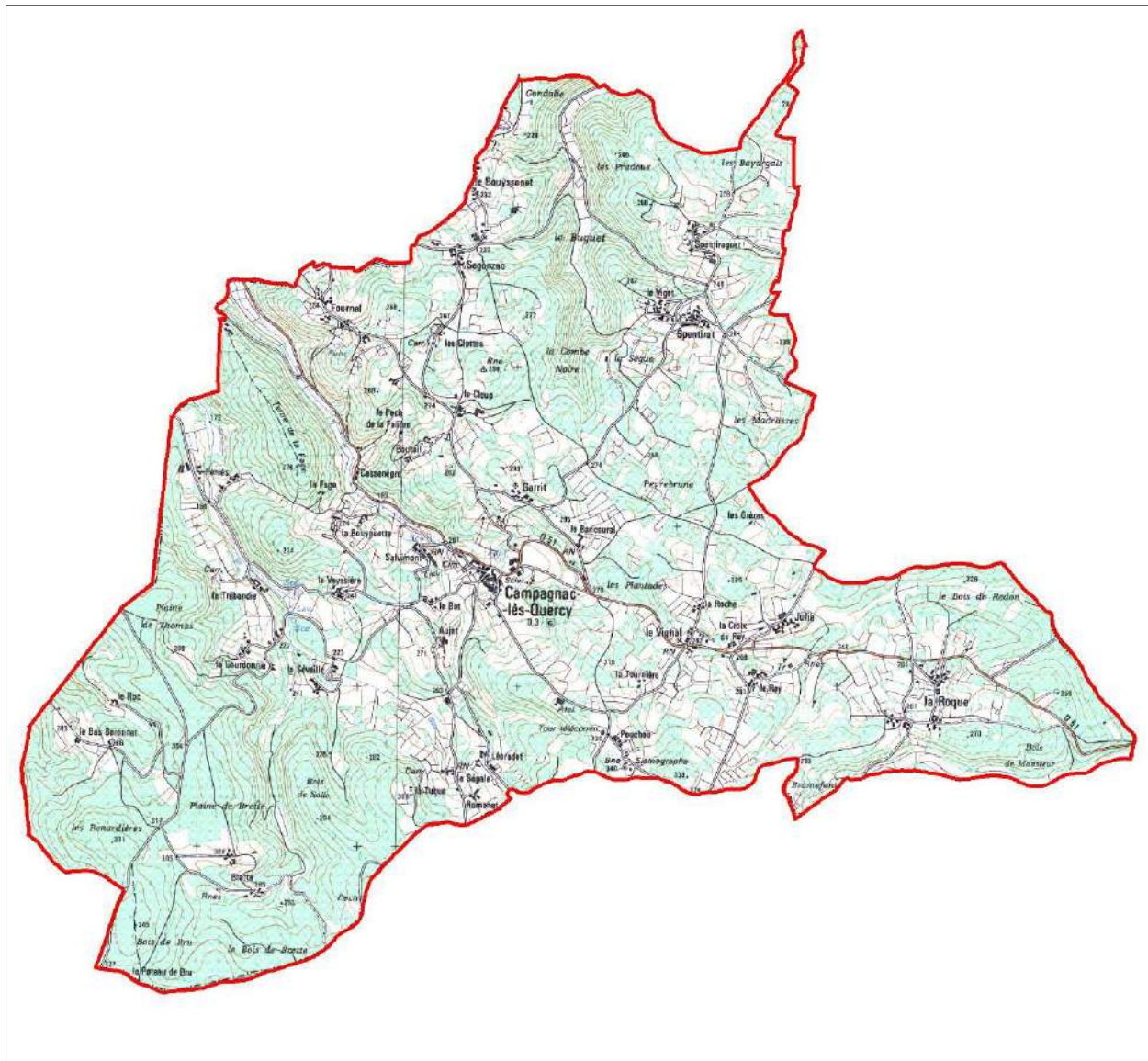
La commune de Campagnac les Quercy se situe à l'Est du territoire de la Communauté de Communes.

Les communes limitrophes sont :



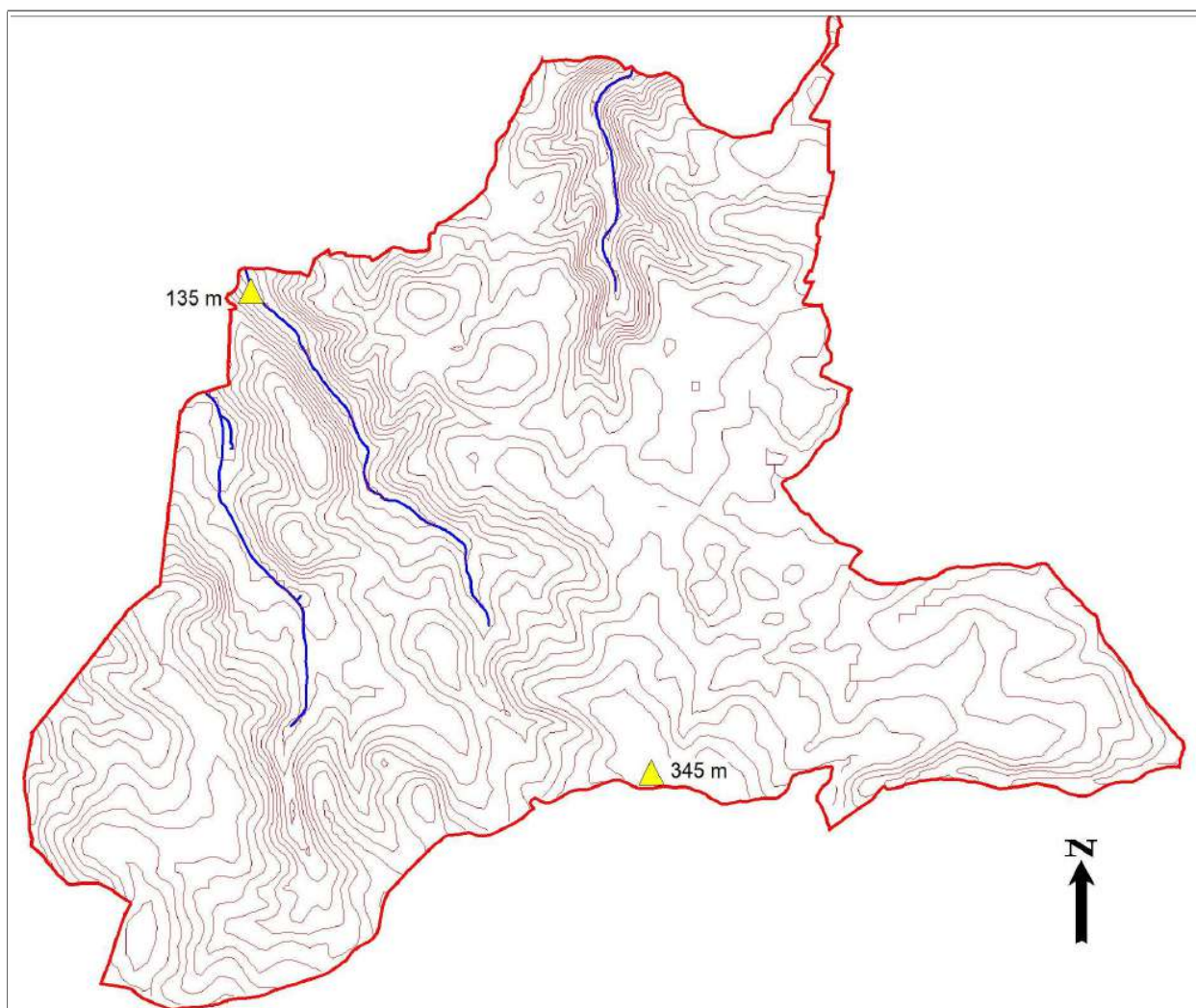
Située entre le Quercy et le Périgord, au Nord-Est de Villefranche du Périgord, Campagnac les Quercy se différencie des autres communes du pays du châtaignier de part sa situation excentrée, la nature de ses sols et de ses reliefs.

Présentation de la commune – Carte IGN



Analyse de l'état initial

Le relief de la commune varie de 135 m à 345 m. L'altitude moyenne étant de 240 m.



2. APERCU HISTORIQUE

L'Histoire de Campagnac :

L'ancienne Campanhancum, qui prend ses origines dans un lointain passé est située à 8 kilomètres de Salviac et à 15 kilomètres de Villefranche du périgord, dans un cadre de collines boisées qui offrent un ensemble de paysages variés où les changements de décor se font sans brutalité.

Le bourg, aux pittoresques maisons anciennes, coiffe un coteau dominant de très près la route. Ses principaux seigneurs furent les Belcastel, issus des maîtres d'un château de ce nom en Quercy.

Curiosités :

- Le château : il conserve une tour à machicoulis et des caves voutées d'un édifice antérieur ;
- L'harmonieux hameau de Spentiras avec ses pigeonniers et ses maisons bien groupées. Une partie de ses terres relevait, à la fin du XVIII^e siècle, du comte de Clermont-Toucheboeuf, seigneur de Besse et de Monsec. On peut accéder au village par un agréable chemin qui suit le fond d'un vallon verdoyant puis monte sur le plateau par des petits bois de chênes ;
- Le panorama de Pouchou, altitude 345 m, point culminant de la « Bouriane périgorde » où s'élève la tour hertzienne Cahors-Souillac.

Campagnac a donné le jour à Joseph Prunis (1742-1816), censeur royal, sous-préfet de Bergerac, membre du corps législatif et historiologue. On lui doit, notamment, les " Etats du Périgord " et les célèbres " Notes sur l'histoire du Périgord " .

3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1. Les zones sensibles

3.1.1. La ZNIEFF

Le territoire communal est entièrement inclus dans la ZNIEFF de type 2 n°2621

« Causse de Daglan ».

Cette ZNIEFF s'étend sur 7985 hectares et 12 communes.

Elle concerne une vaste zone de calcaires jurassiques très compacts qui permettent le maintien d'une végétation à affinités méditerranéennes.

Il en résulte une forte diversité des associations végétales et la présence d'espèces très localisées au niveau régional.

3.1.2. Le site Natura 2000

La commune est également concernée par un site Natura 2000, plus précisément par deux de ses secteurs situés au Nord et à l'Ouest du territoire communal.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » a été proposé comme site d'intérêt communautaire (SIC) le 31 juillet 2003 et enregistré comme tel le 26 janvier 2013.

Il est éclaté en une douzaine d'unités et couvre 874 hectares.

Ce système de coteaux calcaires subméditerranéens constitue un vaste ensemble éclaté qui montre de nombreux faciès calcicoles thermophiles de pelouses aux boisements.

Il se caractérise notamment par l'abondance et la qualité de ses boisements thermophiles à Chêne vert, la présence de pelouses xérophiles, habitat rare en Aquitaine et le développement ponctuel de la végétation des étages collinéens et montagnards.

Il accueille cinq habitats d'intérêt communautaire :

- Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires ; code Natura : 5130.

- Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Habitat prioritaire[1]); code Natura 6210.

- Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodieta (Habitat prioritaire); code Natura 6220.

- Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique; code Natura 8210.

– Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* ; code Natura 9340.



Coteau calcaire (crédit photo Urban'ae)

A travers la protection des habitats, le réseau Natura 2000 vise aussi la protection des espèces.

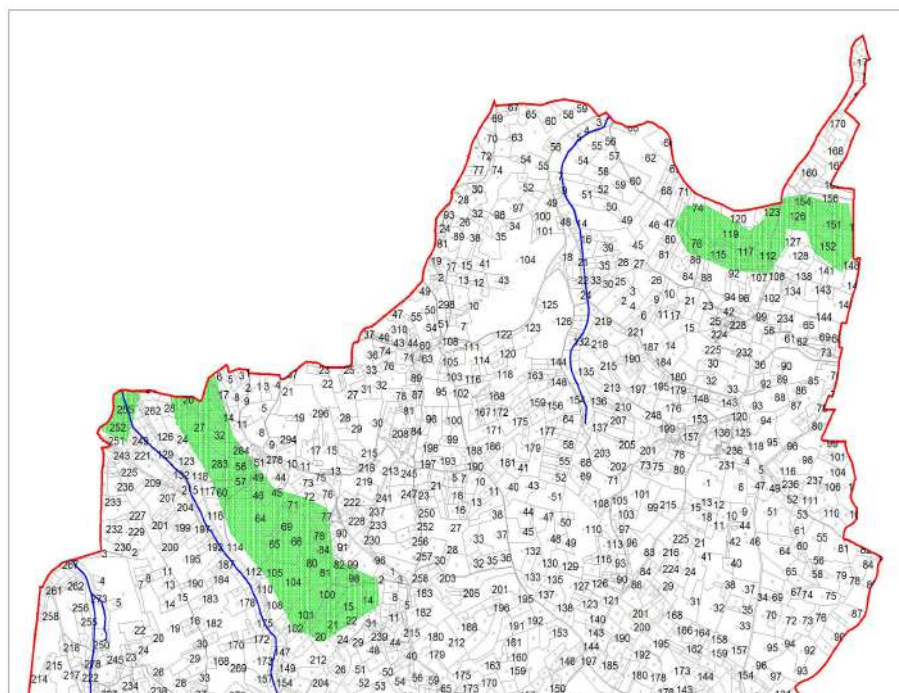
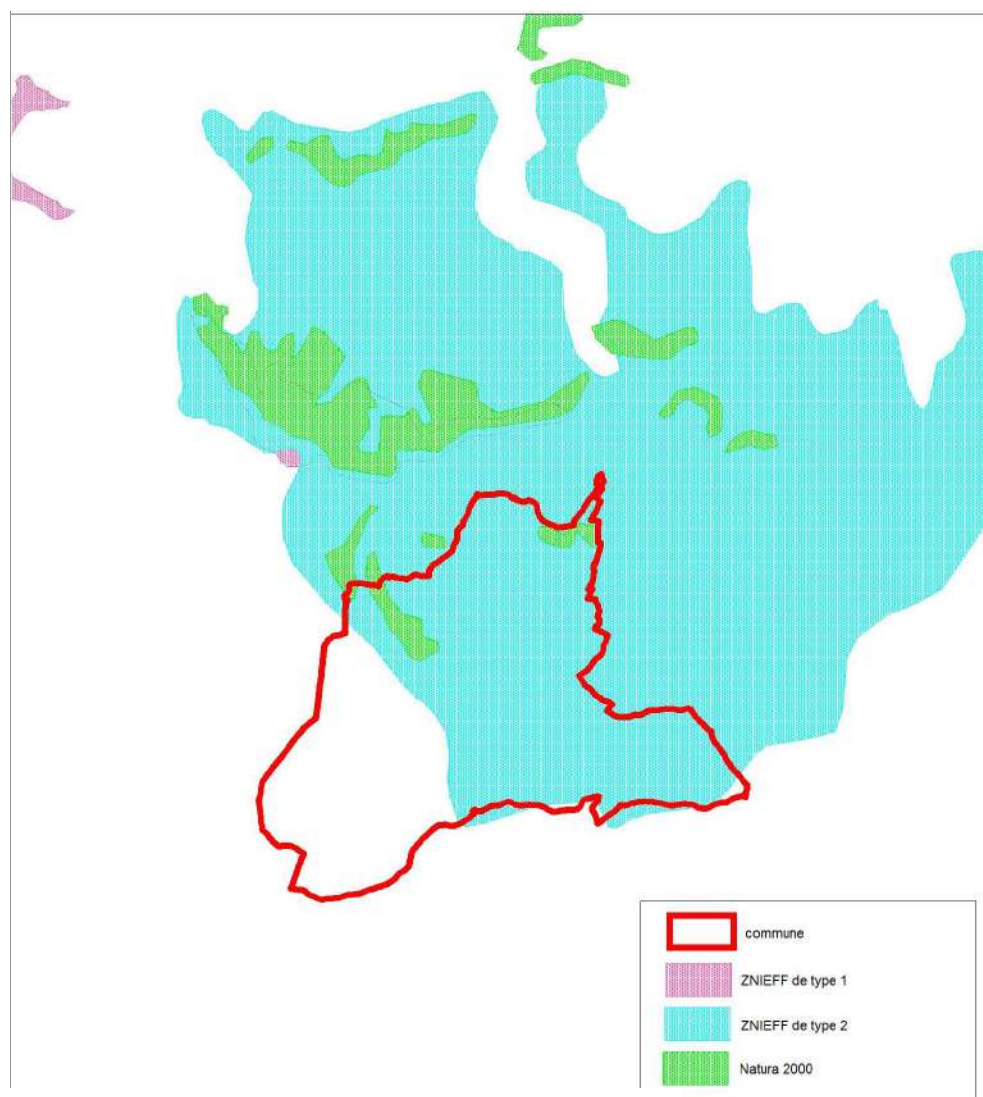
Une seule espèce d'intérêt communautaire est mentionnée dans le formulaire standard de données : il s'agit d'un papillon, le Damier de la Succise.

Espèce de la Directive habitats	Nom scientifique	Annexe
INSECTES		
Damier de la Succise	<i>Euphydryas aurinia</i>	II

Ce papillon patrimonial, inscrit à l'annexe II de la directive « Habitat » fait également l'objet d'une protection nationale en France.

[1] Habitat prioritaire : habitat en danger de disparition sur le territoire européen et pour la conservation duquel l'Union européenne porte une attention particulière.

Le patrimoine naturel (source DIREN aquitaine):



Dans le Sud-Ouest de la France, le Damier de la Succise colonise principalement deux types d'habitat : des milieux herbacés humides et des pelouses sèches.

Dans les prairies humides, la plante hôte des chenilles est la Succise des prés. Sur les pelouses calcicoles – c'est le cas pour le Causse de Daglan- les plantes hôtes sont la Scabieuse colombarie et la Knautie des champs (Dupond, 2004).



Knautie des champs



Succise des prés

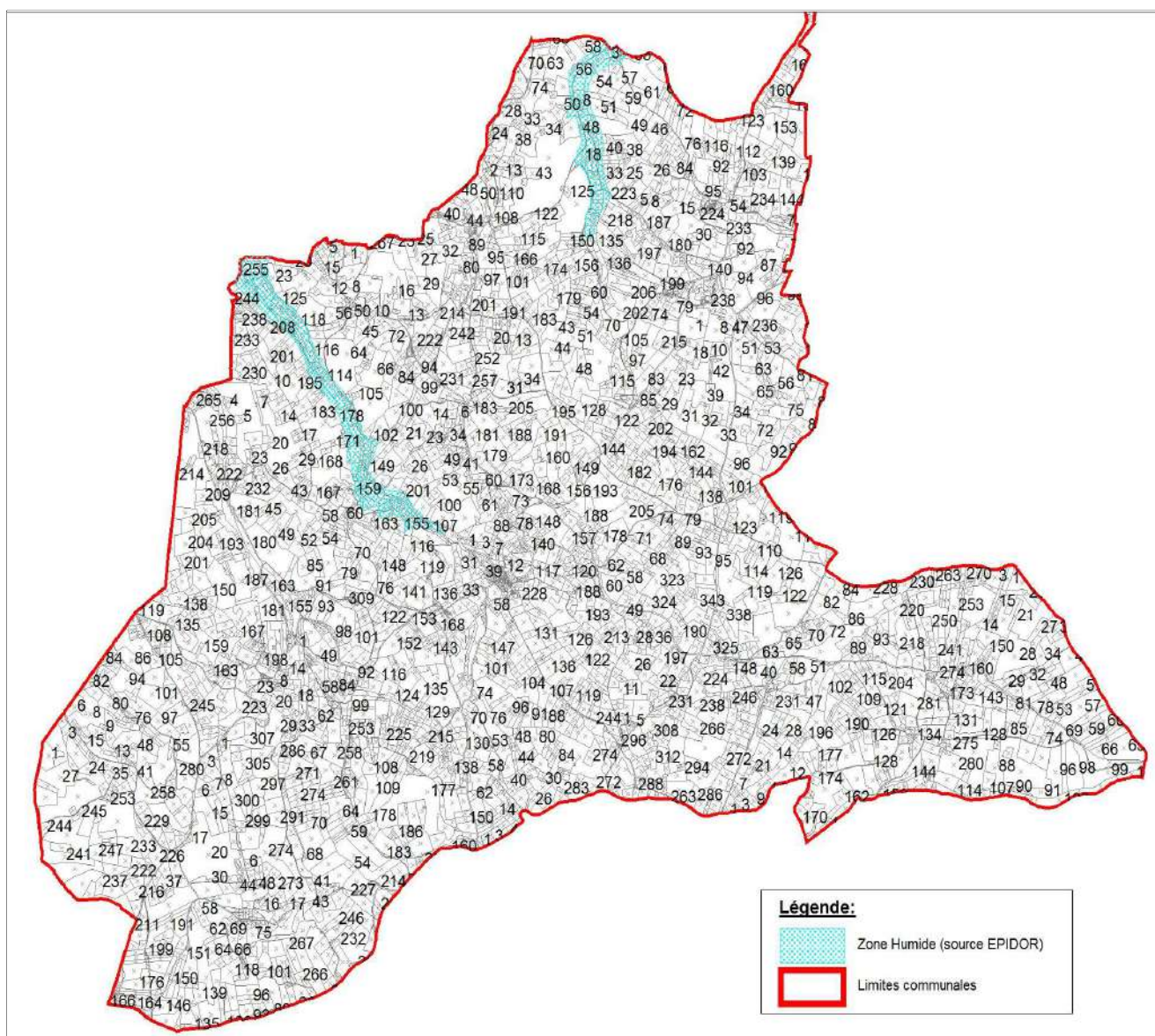


Scabieuse colombarie

3.1.3. Les zones humides

« La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. » Loi sur le développement des territoires ruraux 2005.

Sur la commune, les zones humides se localisent dans la vallée du Buguet et dans la vallée du tributaire de la Lousse, au Nord-Ouest du bourg. Il s'agit essentiellement de prairies humides et, plus rarement cultures, voire des boisements humides. La carte ci-après présente la localisation des zones humides sur la commune (source Epidor).



La plupart des prairies humides sont des prairies artificielles (Prairies améliorées ; code Corine Biotopes : 37.21) et leur composition floristique s'avère beaucoup plus pauvre que les prairies humides « naturelles » (Prairies humides atlantiques et subatlantiques; code Corine Biotopes : 37.21).

3.1.4. La trame verte et bleue

L'étude régionale Trame verte et bleue Aquitaine^[1] relève que le Buguet et le tributaire de la Lousse, pour la trame bleue, est un réservoir biologique.

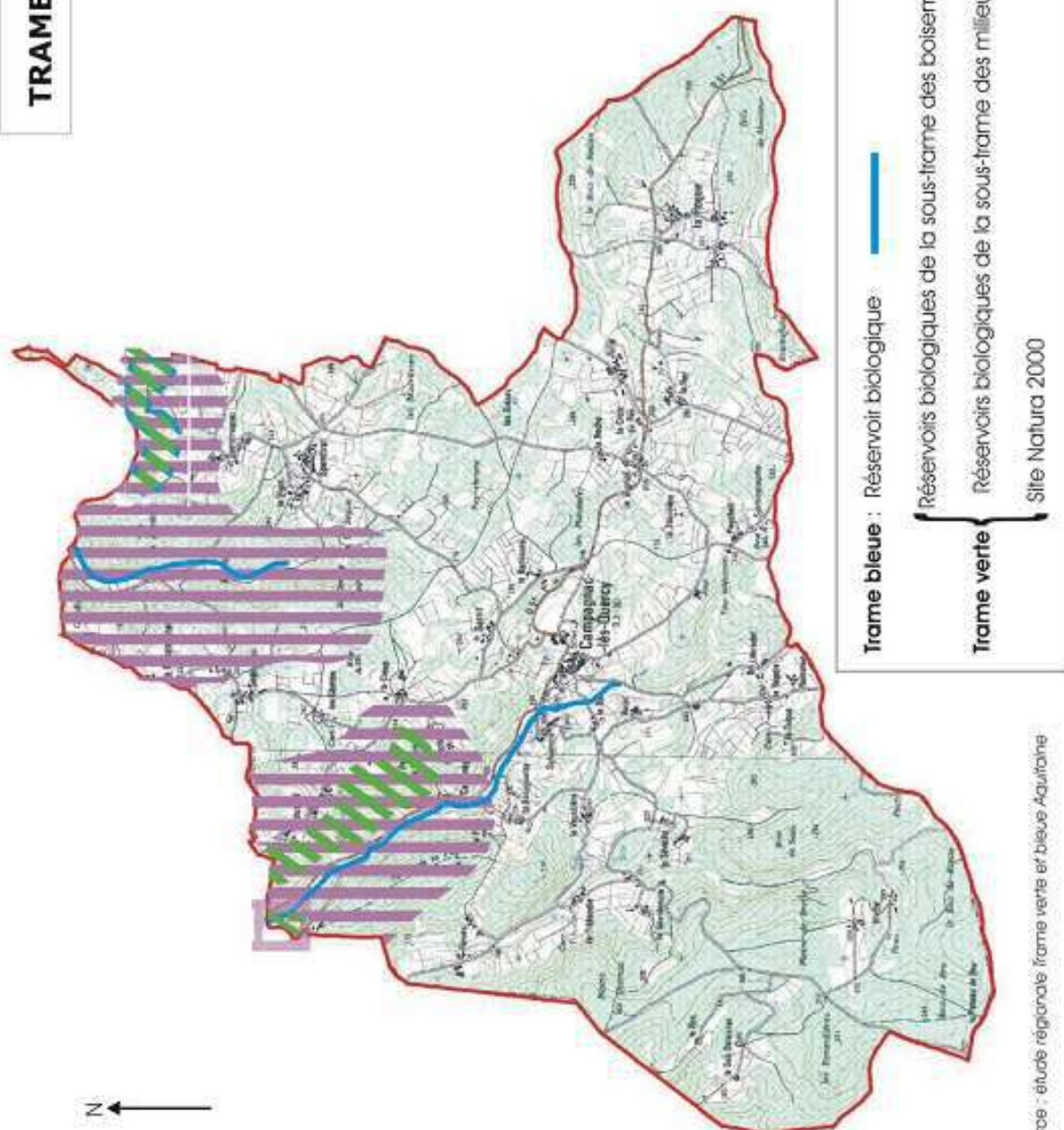
Les boisements de la commune sont eux considérés comme réservoirs biologiques de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes.

Enfin, les zones de landes et de pelouses calcicoles constituent des réservoirs biologiques de la sous-trame des milieux ouverts et semi-ouverts. Ces milieux calcicoles bas se développent sur les coteaux du Nord de la commune .

Les deux secteurs du site Natura 2000 constituent également des réservoirs biologiques qu'il faut prendre en compte.

^[1] L'étude régionale Trame verte et bleue Aquitaine (TVBA), lancée en 2009, préfigure le Schéma Régional de Cohérence Ecologique initié en septembre 2011. Le « Schéma régional de cohérence écologique est un nouveau schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseaux écologiques, habitats naturels) et visant le bon état écologique de l'eau imposé par la directive cadre sur l'eau.

TRAME VERTE ET BLEUE



Sources : études régionale Trame verte et bleue Aquitaine

3.2. Le milieu physique

3.2.1. La géologie

La commune a donné son nom à un anticlinal^[1] (l'anticlinal de Campagnac-lès-Quercy). Cet anticlinal matérialise un couloir de déformation tectonique, « accident ouest-quercynois », qui traverse le secteur du Sud-Est au Nord-Ouest.

Les calcaires jurassiques, d'âge kimméridgien et portlandien, constituent la base des terrains affleurants :

- j8. Kimméridgien supérieur (formation de Francoulès). Le Kimméridgien supérieur est représenté par des alternances de marnes grises et de calcaires en bancs bien réglés.
- j9a. Portlandien inférieur (formation de Peyrilles). La formation de Peyrilles est constituée de calcaires micritiques, en petits bancs, à joints ondulés.
- j9b. Portlandien supérieur (formation de Cazals). Ce corps sédimentaire est représenté par des calcaires souvent dolomitiques.

On notera que les calcaires (et notamment l'Oxfordien, qui se situe sous le Kimméridgien) sont affectés par une karstification^[2] importante.

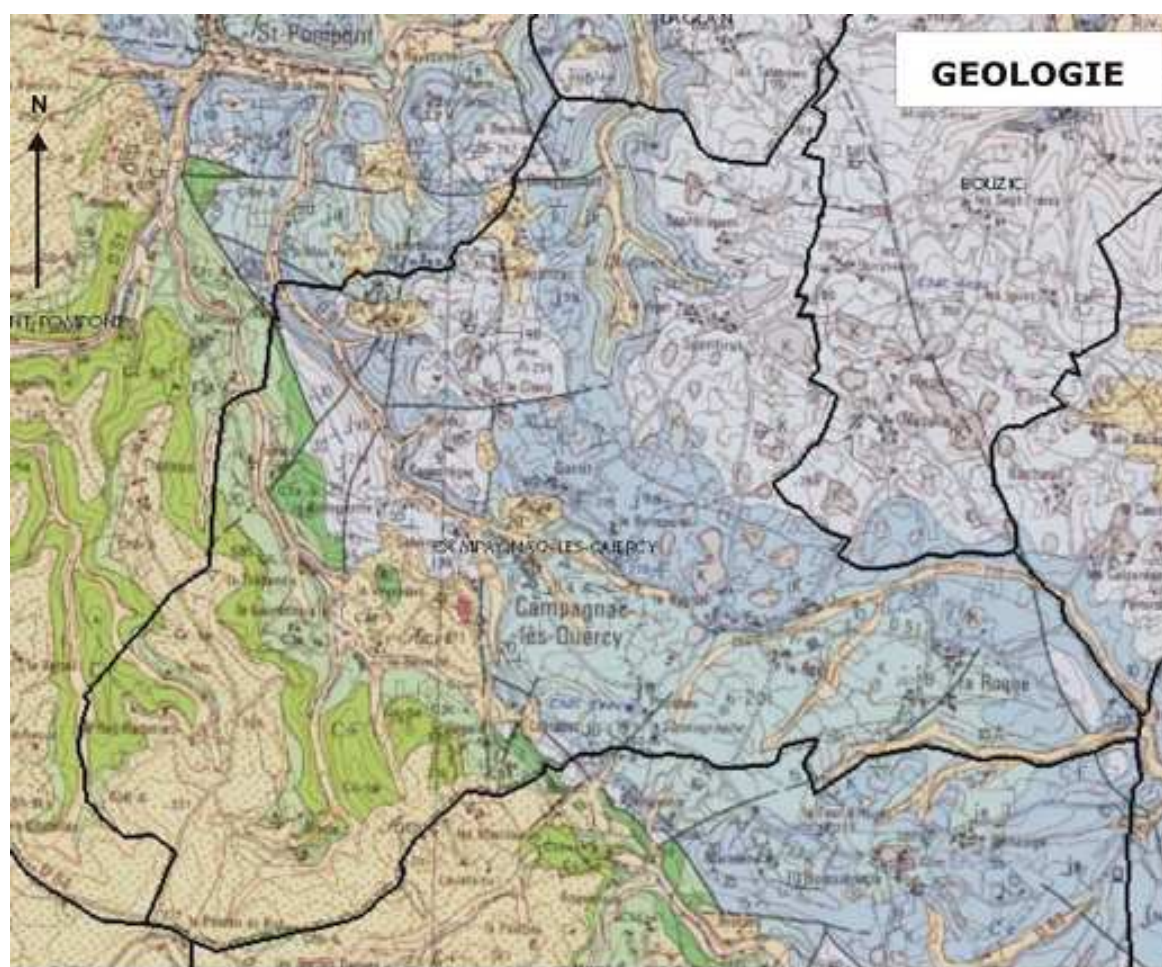
Ainsi, la commune est concernée par 46 cavités souterraines naturelles (source : inventaire des phénomènes souterrains de C. Sanchez).

Dans le tiers Est du territoire communal, ils sont recouverts d'un épais manteau d'altérites, regroupés en un ensemble complexe de roches (généralement meubles) désigné, dans un passé récent, sous le nom de « sidérolitique » :

- C-F. Colluvions et alluvions des vallées secondaires. Cailloutis à matrice argileuse, limons
- A c1-6. Altérites. Sables, argiles sableuses, argiles à silex.

[1] Anticlinal : pli présentant une convexité vers le haut et dont le centre est occupé par les couches géologiques les plus anciennes (opposé : synclinal).

[2] processus de dissolution de ces roches par les eaux météoriques qui conduisent à la mise en place d'un réseau de drainage souterrain au sein du massif carbonaté acheminant les eaux souterraines vers un nombre réduit d'exutoires. Cette dissolution se traduit en surface par la mise en place d'une morphologie exokarstique caractéristique. L'élément morphologique le plus commun étant les dolines.



Source Infoterre

Principales formations

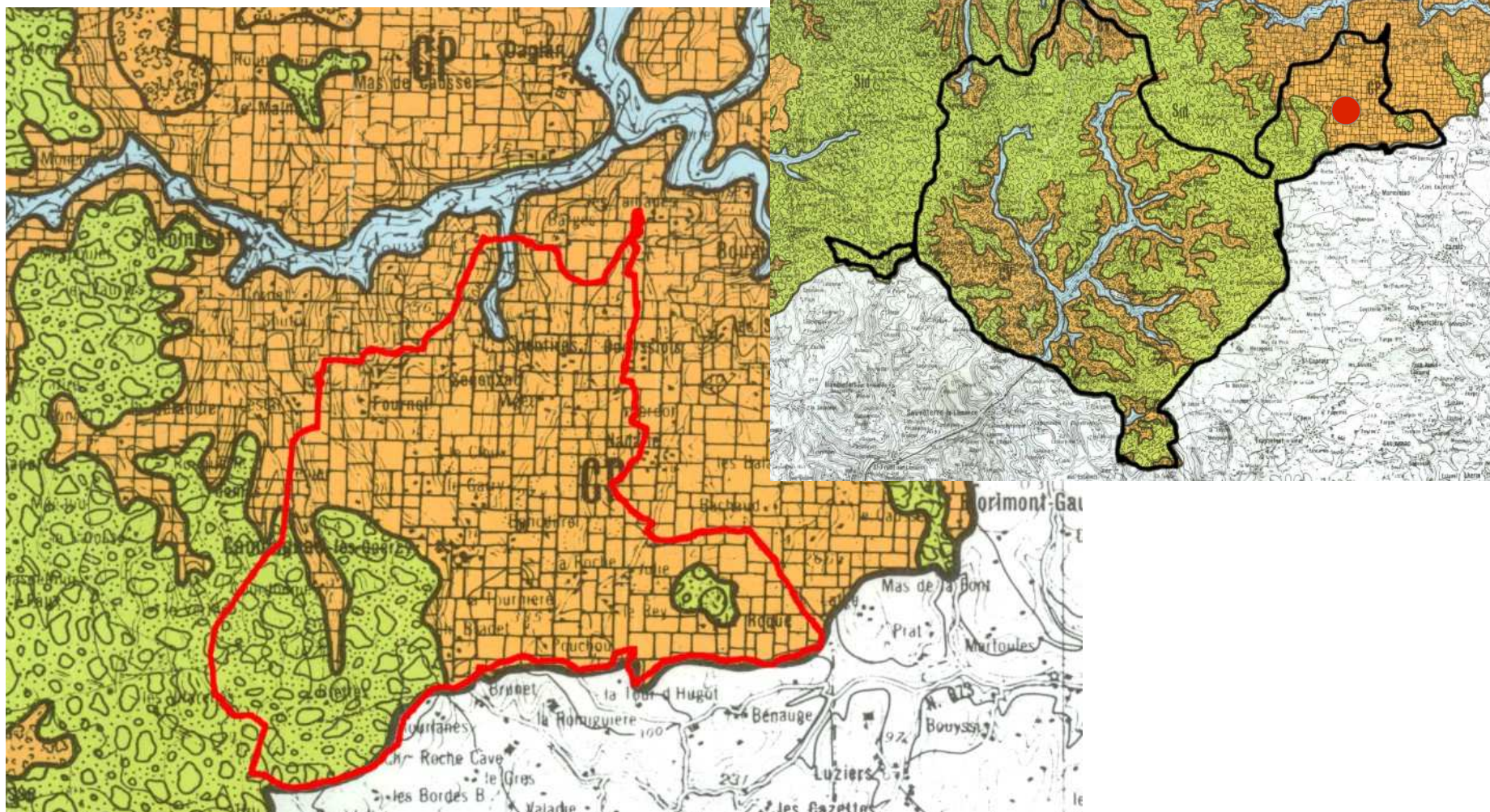
- J8. Kimméridgien supérieur (formation de Francoulès)
- J9a. Portlandien inférieur (formation de Peyrilles)
- J9b. Portlandien supérieur (formation de Cazals)
- C-F. Colluvions et alluvions des vallées secondaires
- A c l -6. Altérites. Sables, argiles sableuses, argiles à silex.

3.2.2. La pédologie

Selon la carte d'aptitude des terres du département établie par l'INRA de Bordeaux (J.H. Durand), le territoire de Campagnac les Quercy est concerné par trois systèmes.

Il s'agit principalement du système des Causses du Périgord, des Bas fonds inondables et du sidérolithique . (Cf. carte ci-après).

Aptitude des terres (source Durand - INRA)



Le système des Causses du Périgord :

Ce système comprend les zones calcaires, principalement jurassiques, dont le relief présente de larges surfaces de plateaux auxquelles s'opposent les pentes vives et souvent escarpées des vallées. Il n'y existe que peu d'argile de décalcification en raison de la pureté des calcaires et d'ailleurs celle qui apparaît tend à être entraînée, par les fissures des diaclases, vers un réseau souterrain important. Les eaux des sources venant de ce réseau sont souvent chargées de sables, argiles et ocres provenant des dépôts tertiaires qui ont ainsi été enlevés au cours du Quaternaire au moment des fortes averses des périodes glaciaires; c'est ce qui explique la nudité de ce Causse peu boisé de genévriers et de quelques chênes.

Aptitudes agronomiques : La faible épaisseur de terre disponible pour les racines interdit toute culture sur les plateaux et les pentes des vallées ou entourant les dolines. Cependant, en calcaire fissurée, les noyers pourraient pousser, la difficulté étant de trouver une zone fissurée. Il serait plus approprié d'y pratiquer l'élevage de moutons. Toutefois, la trufficulture y est possible et peut fournir de bons bénéfices, la production étant hâtée par l'utilisation de plants mycorhizés. Dans les dolines et les combes, la culture des céréales, du maïs, du colza, des noyers... est possible.

Génie civil : Terrains stables et non agressifs.

- **Le système des bas-fonds inondables:**

Ce système occupe tous les bas-fonds de la terrasse moderne des plaines de la Dordogne, de l'Isle, de la Dronne, de la Vézère et du Dropt.

Ces terrains sont inondables en hiver et l'eau peut y séjourner longtemps.

Les sols qui s'y rencontrent sont des sols à gley de surface et d'ensemble, à texture hétérogène, le plus souvent fine. Engorgés longtemps par l'eau, ils se rapprochent des vertisols lorsqu'ils sont drainés. Ils sont peu ou pas calcaires et présentent une nappe peu profonde, à peu près permanente.

Aptitudes agronomiques : Malgré leur fort potentiel nutritif, leurs propriétés physiques et hydriques rendent ces terres difficiles à cultiver.

Trop humides au printemps pour être labourées facilement, elles s'assèchent rapidement en été. Leur vocation normale est la prairie pour le pâturage ou la fauche ou la plantation de peupliers. Dans certains cas, le maïs avec irrigation de complément pourrait être cultivé en planches bombées, ainsi que le colza et les plantes sarclées. Les rendements obtenus seraient alors très intéressants.

Génie civil : Terrains instables en raison de leur forte teneur en argile qui leur confère des propriétés de gonflement et retrait importantes. Pour les adductions d'eau, l'utilisation de tubes relativement souples est conseillée. Non agressifs.

Le système du sidérolithique:

Il comprend les terrains formés sur la formation géologique appelée Sidérolithique, constituée de sables et argiles de décalcification des calcaires jurassiques et crétacés dont ils contiennent des témoins décomposés. Les argiles constituent un matériau résiduel, auquel se sont mélangés des apports extérieurs fluviatiles, colluviaux ou éoliens, ces derniers dépôts constituant le plus souvent l'horizon de surface des sols.

Les terrains de ce système sont boisés, l'essence dominante étant le châtaignier. Les sols sont des sols lessivés à pseudogley ou des sols lessivés acides, bien que l'accumulation d'argile en profondeur soit due en réalité à une discontinuité lithologique. Ils présentent en surface des horizons de texture moyenne à fine, contenant relativement peu de matière organique mal décomposée. Le pH est généralement faible. La teneur en matière organique diminue en profondeur, tandis que la texture devient brutalement très fine. Le pH demeure très acide si le calcaire est suffisamment profond et si le drainage est assuré, sinon le pH peut devenir neutre ou même légèrement basique.

Les terrains de ce système peuvent stocker l'eau météorique et empêcher un ruissellement violent mais, à cause de leur texture très fine, ils peuvent s'engorger.

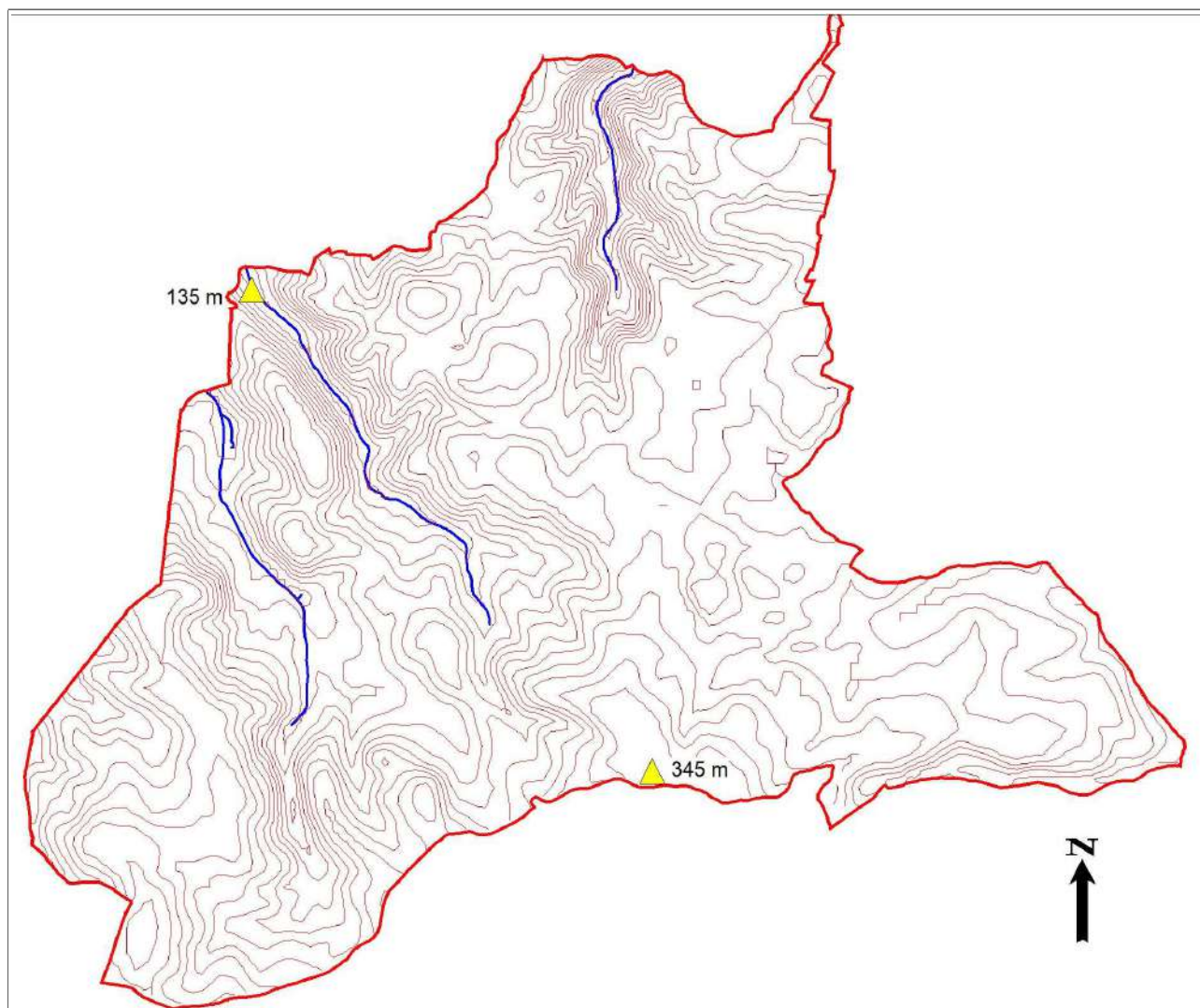
Aptitudes agronomiques : La forêt à papeterie y serait à sa place ainsi que certains arbres fruitiers dont le châtaignier. Les autres spéculations agricoles se limitent à la culture du fraisier sous plastique et à la prairie pâturée.

Génie civil : Ces terrains sont généralement instables à cause de leur texture et de la facilité de rétention d'eau de l'argile qui rend glissant « l'interface » argile horizon sous-jacent et favorise sa reptation ou son glissement. Ils peuvent être agressifs à pH inférieur à 5. L'utilisation de matériaux inertes et souples est recommandée pour les adductions d'eau. En pente, leur drainage est conseillé.

3.2.3. L'Hydrologie

La commune se localise dans le bassin versant du Céou, affluent de la Dordogne.

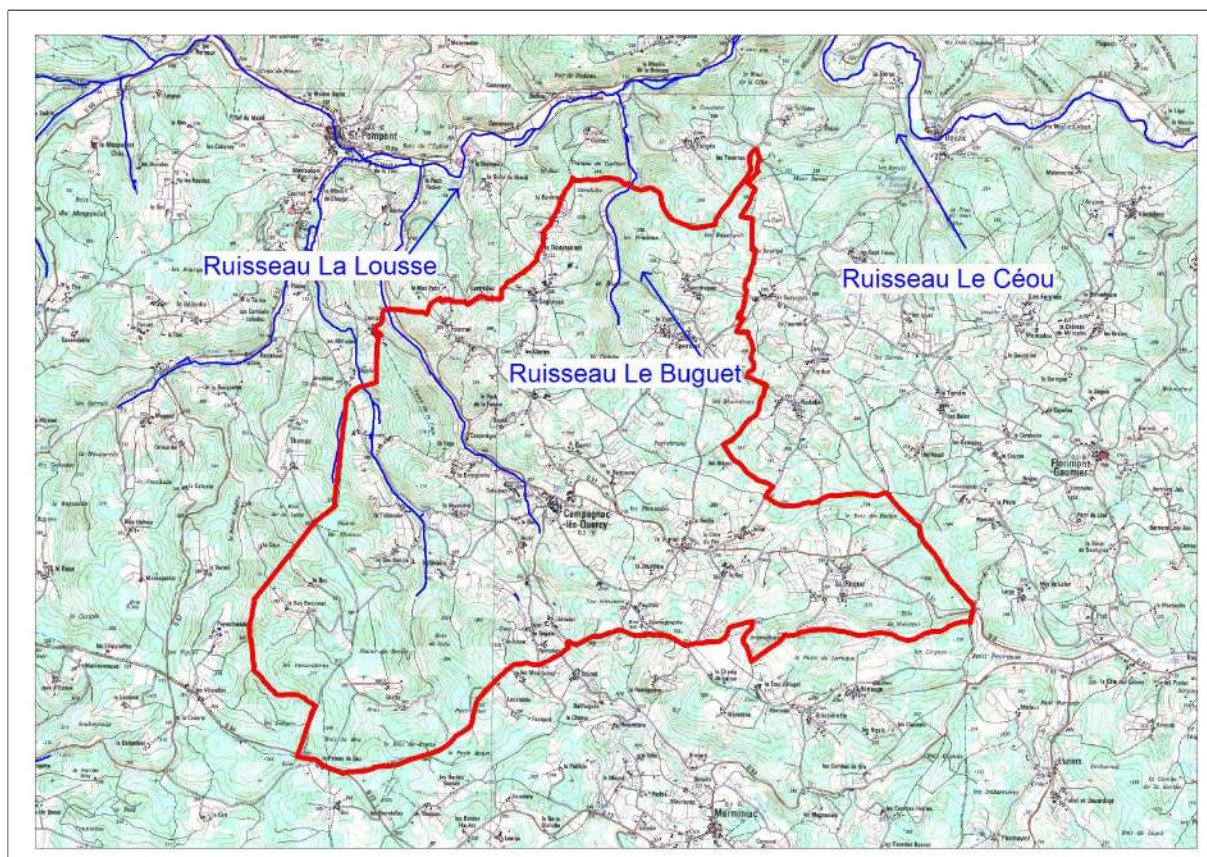
Le Céou a fait l'objet d'un contrat de rivière dont la mise en œuvre du programme d'actions (2002-2007) avec une prolongation du contrat en 2008/2009. Les actions engagées et la responsabilisation des acteurs ont permis d'améliorer sensiblement la qualité des eaux du cours d'eau.



Trois cours d'eau drainent le territoire communal :

- le ruisseau le Buguet, au Nord-Est, long de 3 km, qui rejoint la Lousse en dehors de la commune ;
- deux tributaire du ruisseau la Lousse qui la rejoignent également en dehors de la commune.

La commune se trouve d'ailleurs classée en zone de répartition des eaux.



3.3. Le milieu naturel

Le territoire de la commune de Campagnac-les-Quercy se caractérise par deux entités :

- Le plateau du causse calcaire ;
- La vallée du Céou qui entaille ce dernier. Il est en grande partie couvert par des boisements.

3.3.1. Les boisements

Les boisements représentent environ 46 % de la superficie de la commune de Campagnac les Quercy.

En terme de répartition, les boisements de la commune sont très présents dans le Sud-Ouest du territoire, mais également (de façon moins importante) au Nord et à l'Est.

Ailleurs, ils sont moins étendus et plus morcelés, mais maillent le territoire en alternance avec des espaces agricoles.

Au niveau des essences, les espaces boisés sont essentiellement composés de forêts de feuillus et se répartissent en fonction de la nature des sols :

- Sur les sols calcaires (système des Causses du Périgord), c'est-à-dire sur les deux tiers de la commune, se développe la chênaie pubescente (Bois occidentaux de *Quercus pubescens* ; code Corine Biotopes : 41.711).

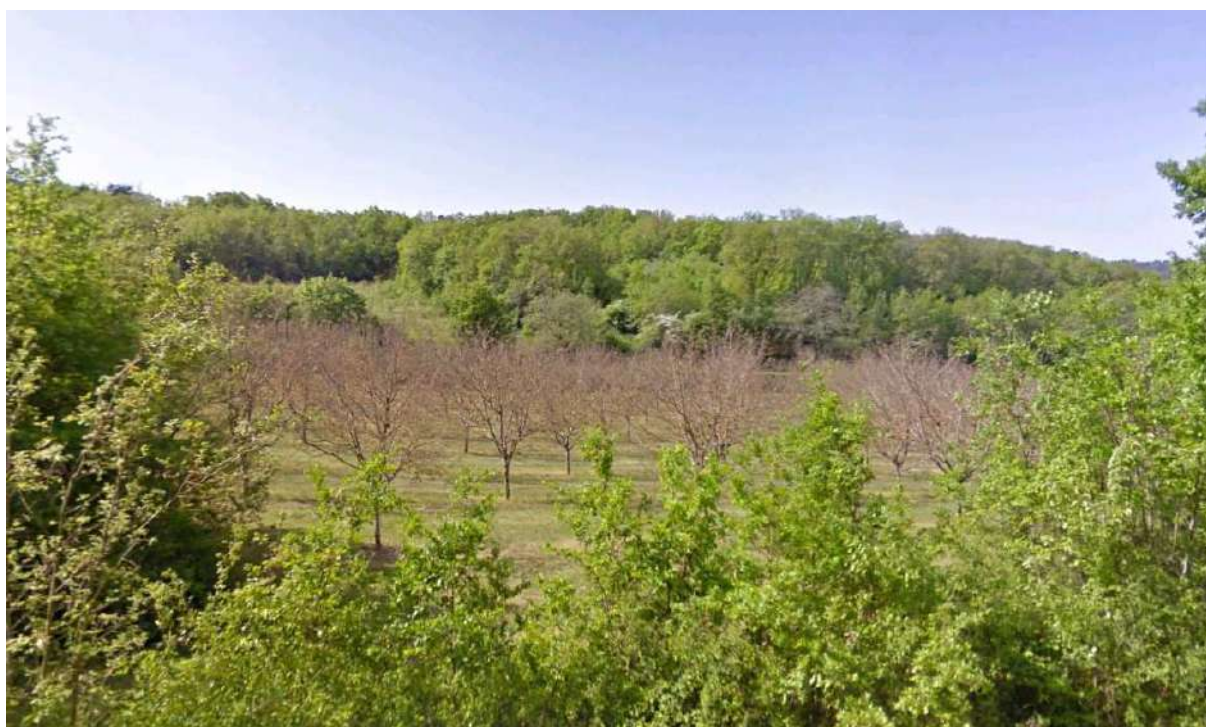
La chênaie pubescente se présente essentiellement sous un de ses aspects habituels, à savoir un taillis bas et ombragé, mais se montre par endroits plus ouverte, formant une mosaïque avec la pelouse calcicole.

- Sur les sols acides du sidérolithique, croissent des taillis de Chêne pédonculé et surtout de châtaignier (le Pin maritime est ponctuellement présent).

D'un point de vue floristique, ces boisements appartiennent à la chênaie acidiphile atlantique (Chênaies aquitano-ligériennes sur sols acides ou lessivés ; code Corine Biotopes 41.55). Même le taillis pur de Châtaignier (Forêts de Châtaigniers ; code Corine Biotopes : 41.9) se rapproche dans sa composition floristique de celle de la chênaie, mais appauvrie : le boisement de Châtaignier étant ici un sylvofaciès de dégradation de la chênaie.

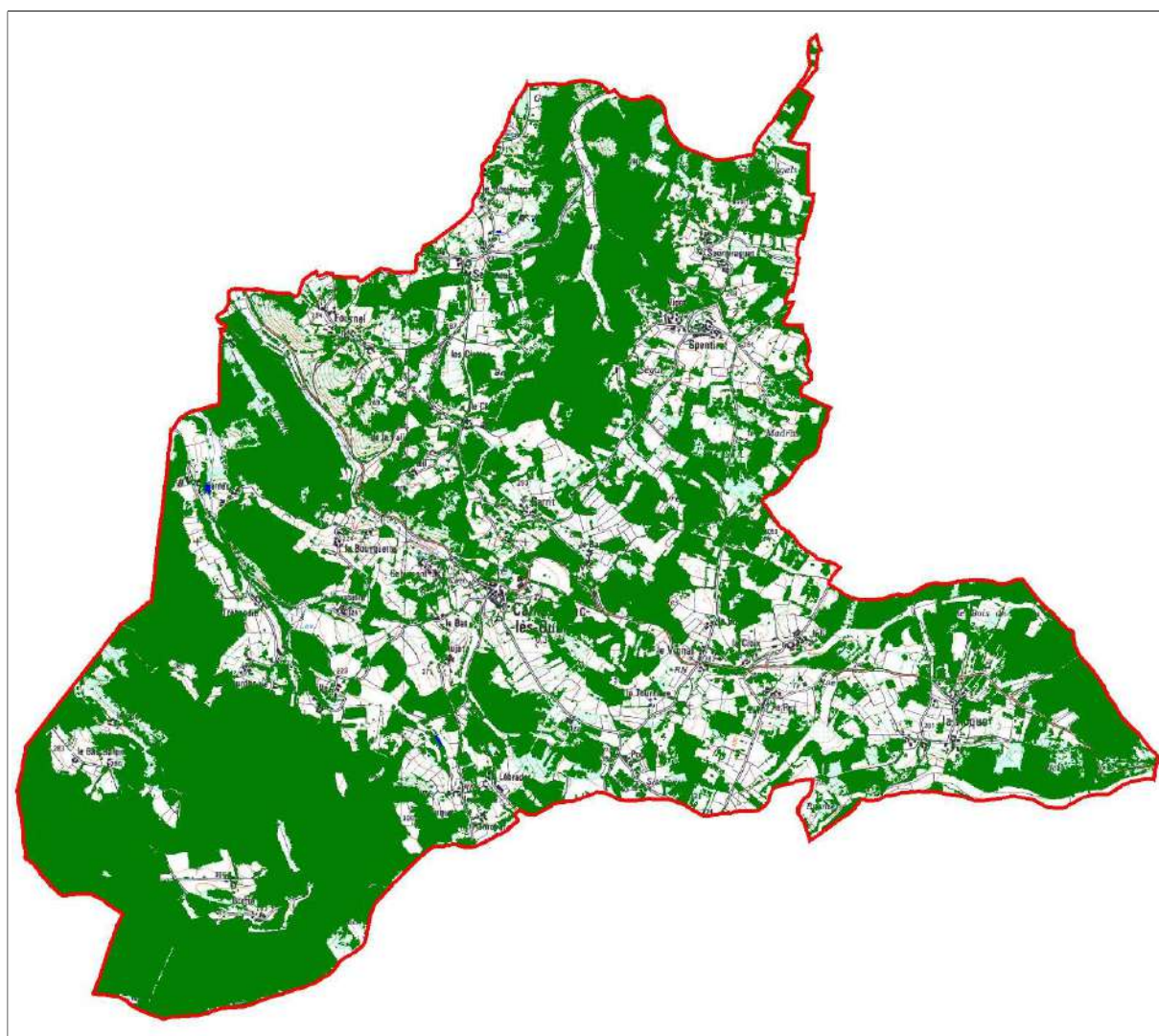
L'ensemble de ces taillis (chênaie pubescente, chênaie acidiphile, taillis de Châtaignier) possède une valeur patrimoniale faible.

Cependant, si ces boisements présentent intrinsèquement une valeur patrimoniale faible, l'effet de massif qu'ils génèrent s'avère propice à la faune qui trouve ici des espaces suffisamment vaste pour sa tranquillité, son alimentation et sa reproduction (grand mammifères, rapaces...).





La chênaie pubescente. (crédit photo Urban'ae)



3.3.2. Les formations calcicoles basses

Même si elles se trouvent plus rares que sur d'autres secteurs du causse de Daglan, les formations calcicoles basses sont cependant représentées sur la commune.

Il s'agit de pelouses et, lorsque que celles-ci s'enrichissent, de landes. Elles se localisent de façon diffuse, plutôt dans la partie centrale de la commune (au Nord du bourg).

Rappelons que d'une manière générale, les pelouses sèches calcicoles appartiennent à deux types :

- Tendance xérophile[1] : alliance du *xérobromion*.
- Tendance mésophile[2] ou mésoxérophile[3] : alliance du *mésobromion*.

Les pelouses présentent généralement la composition habituelle du *mésobromion* (Mésobromion aquitain; code Corine Biotopes : 34.322H). Localement, sur sol squelettique, une végétation plus diffuse s'est développée. Elle est à rapprocher du *xérobromion* (Xérobromion aquitain; code Corine Biotopes) :

Les pelouses de type *mésobromion*, comme celles du *xérobromion*, se raréfient dans l'ensemble de l'Union Européenne. A ce titre, elles font partie des habitats d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Habitats » sous l'intitulé : **Pelouses sèches semi naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire ; code Natura : 6210.**

L'abandon de l'entretien des pelouses (pâturage, fauche) provoque une fermeture du milieu par les ligneux. Cela conduit à un fractionnement des pelouses restantes et par conséquent à l'isolement des populations (Goffart et al. 2001). Ce phénomène fragilise les populations déjà sensibles aux perturbations et les rend d'autant plus vulnérables aux extinctions.

Le maintien de l'activité d'élevage et du pâturage constitue donc un enjeu majeur pour le maintien des espaces ouverts et la préservation de la biodiversité.

[1] Qualifie des conditions de forte sécheresse.

[2] Qualifie des conditions d'humidité moyenne.

[3] Qualifie des conditions de sécheresse moyenne.

3.3.3. La vallée

La vallée du ruisseau le Buguet et celle du tributaire Nord de la Lousse sont en grande partie couvertes par des prairies humides, pour la plupart artificielles (Prairies améliorées ; code Corine Biotopes : 37.21).

Leur composition floristique s'avère beaucoup plus pauvre que les prairies humides « naturelles » (Prairies humides atlantiques et subatlantiques; code Corine Biotopes : 37.21).

3.3.4. Les enjeux

Une grande partie du territoire de Campagnac-les-Quercy est sensible au niveau environnement puisqu'elle est concernée dans ses deux tiers Est par une ZNIEFF de type 2.

Cependant lorsque l'on hiérarchise les enjeux, les principaux sont :

- La préservation des zones humides (trame bleue), à savoir les vallées du Buguet et du tributaire de la Lousse.
- La préservation des réservoirs écologiques dans les secteurs concernés par Natura 2000 et sur les pelouses calcicoles recensées par le CREN Aquitaine.
- Le maintien de l'activité d'élevage et du pâturage constitue donc un enjeu majeur pour le maintien des espaces ouverts et la préservation de la biodiversité.
- Plus généralement des réservoirs écologiques que constituent les boisements et les milieux ouverts ou semi-ouverts.
- Le maintien d'une continuité écologique, par le maintien des espaces ouverts et des haies.

3.4. Les risques naturels

Inondation

La commune n'est pas concernée par ce risque.

Mouvement de terrain

La commune ne dispose pas de plan de prévention du risque mouvements de terrain.

Risque phénomène de retrait gonflement des sols argileux

La commune est concernée par des sinistres liés au risque sécheresse (retrait gonflement des argiles). Cf. annexes 3 et 4.

Le règlement type définissant les modalités de construction sur sol argileux est disponible en annexe ainsi que sur le site des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<http://www.dordogne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Eau-Risques/Risques-naturels/Risques-retrait-gonflement-sols-argileux/Reglement-type-argile>.

Risque termites

La totalité du territoire du département de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

« Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de 3 mois à la date de signature de l'acte authentique ».

Phénomènes souterrains

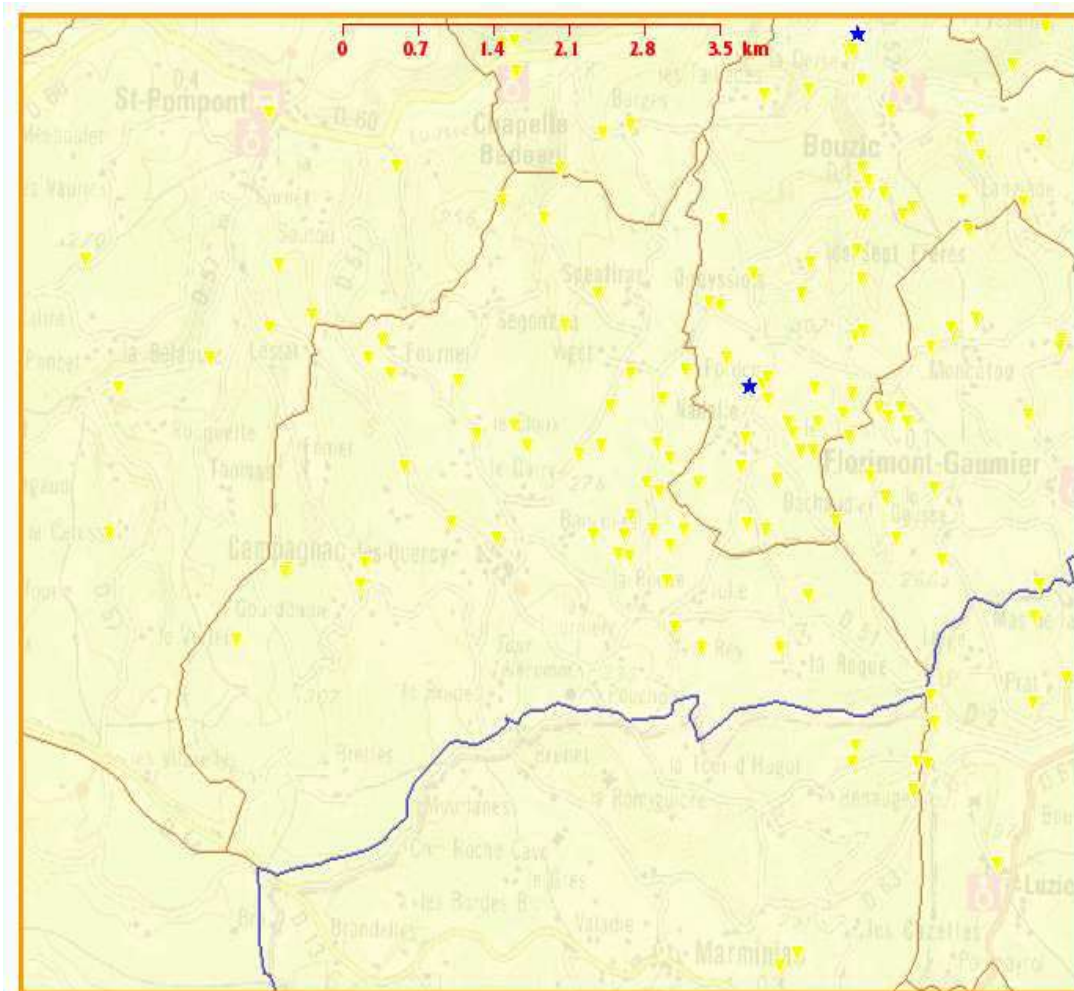
Le BRGM a identifié sur le territoire communal 46 cavités, il s'agit :

Cavités souterraines						
Présentation Définitions Contexte Accès aux cavités → Liste des cavités Carte des cavités	Tableau de résultat					
	Critères de sélection : Commune : CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075) , Type de cavité : Tous ;					
	Nombre de cavités sélectionnées : 46 (1 page)					
	(*) ATTENTION, ces communes ont changé de code INSEE, le nouveau code est indiqué entre parenthèses.					
	1					
Droits d'usage Accueil Liens Aide Contact / FAQ	N°	Identifiant	Nom	Type	Département	Commune
	1	AQIAA0001771	BOYAU DU REY	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	2	AQIAA0001747	DOLINE DE GARRIT	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	3	AQIAA0001766	DOLINE DE LA CROIX DU REY	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	4	AQIAA0001768	DOLINE DE LA ROCHE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	5	AQIAA0001755	DOLINE DE LA SEGUE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	6	AQIAA0001754	DOLINE DE PEYREBRUNE N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	7	AQIAA0001750	DOLINE DE PEYREBRUNE N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	8	AQIAA0001740	DOLINE DES CLOTTES	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	9	AQIAA0001761	DOLINE DES GREZES N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	10	AQIAA0001764	DOLINE DES GREZES N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	11	AQIAA0001759	DOLINE DES GREZES N °3	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	12	AQIAA0001762	DOLINE DES GREZES N °4	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	13	AQIAA0001765	DOLINE DES MADRASSES N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	14	AQIAA0001763	DOLINE DES MADRASSES N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	15	AQIAA0001767	DOLINE DES MADRASSES N °3	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	16	AQIAA0001760	DOLINE DE SPENTIRAT	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	17	AQIAA0001773	DOLINE DE SPENTIRAT EST	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	18	AQIAA0001751	DOLINE DES PLANTADES N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	19	AQIAA0001757	DOLINE DES PLANTADES N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	20	AQIAA0001758	DOLINE DES PLANTADES N °3	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	21	AQIAA0001756	DOLINE DES PLANTADES N °4	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	22	AQIAA0001776	DOLINE DU BOIS DE REDON	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	23	AQIAA0001746	DOLINE DU CLOUP N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	24	AQIAA0001741	DOLINE DU CLOUP N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	25	AQIAA0001744	FONTAINE DE CAMPAGNAC LES QUERCY	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	26	AQIAA0001749	FONTAINE OMBRADE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	27	AQIAA0001737	FONT DE FOURNEL	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	28	AQIAA0001775	GOUFFRE DE LA ROQUE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	29	AQIAA0001772	GOUFFRE DES GREZES	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
	30	AQIAA0001774	GOUFFRE DU REY	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)

31	AQIAA0001733	GOUFFRE-GROTTE DE LA PLAINE DE THOMAS	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
32	AQIAA0001738	GROTTE DE CASSENEGRE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
33	AQIAA0001752	GROTTE DE SPENTIRAGUET N °1	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
34	AQIAA0001753	GROTTE DE SPENTIRAGUET N °2	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
35	AQIAA0001748	GROTTE DU BUGUET	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
36	AQIAA0001732	GROTTE DU PIED DELFAUX	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
37	AQIAA0001731	GROTTE DU ROC	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
38	AQIAA0001742	GROTTE DU VALLON DE LA VIALE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
39	AQIAA0001736	PUITS DES JASSES	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
40	AQIAA0001745	PUITS SOUS LA BARENIE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
41	AQIAA0001735	SOURCE DE LA VEYSSIERE OUEST	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
42	AQIAA0001734	SOURCE DE LA VEYSSIERE SUD OUEST	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
43	AQIAA0001739	SOURCE DE SALVIMONT	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
44	AQIAA0001743	SOURCE DU HAMEAU DE BARGES	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
45	AQIAA0001769	TROU DE PIERRE MORTE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)
46	AQIAA0001770	TROU PRES DE PIERRE MORTE	naturelle	Dordogne - (24)	CAMPAGNAC-LES-QUERCY (24075)

Cette information est confirmée dans l'inventaire des phénomènes souterrains du Département de la Dordogne de Charles Sanchez.

Les cavités souterraines



Couches et légendes de la carte

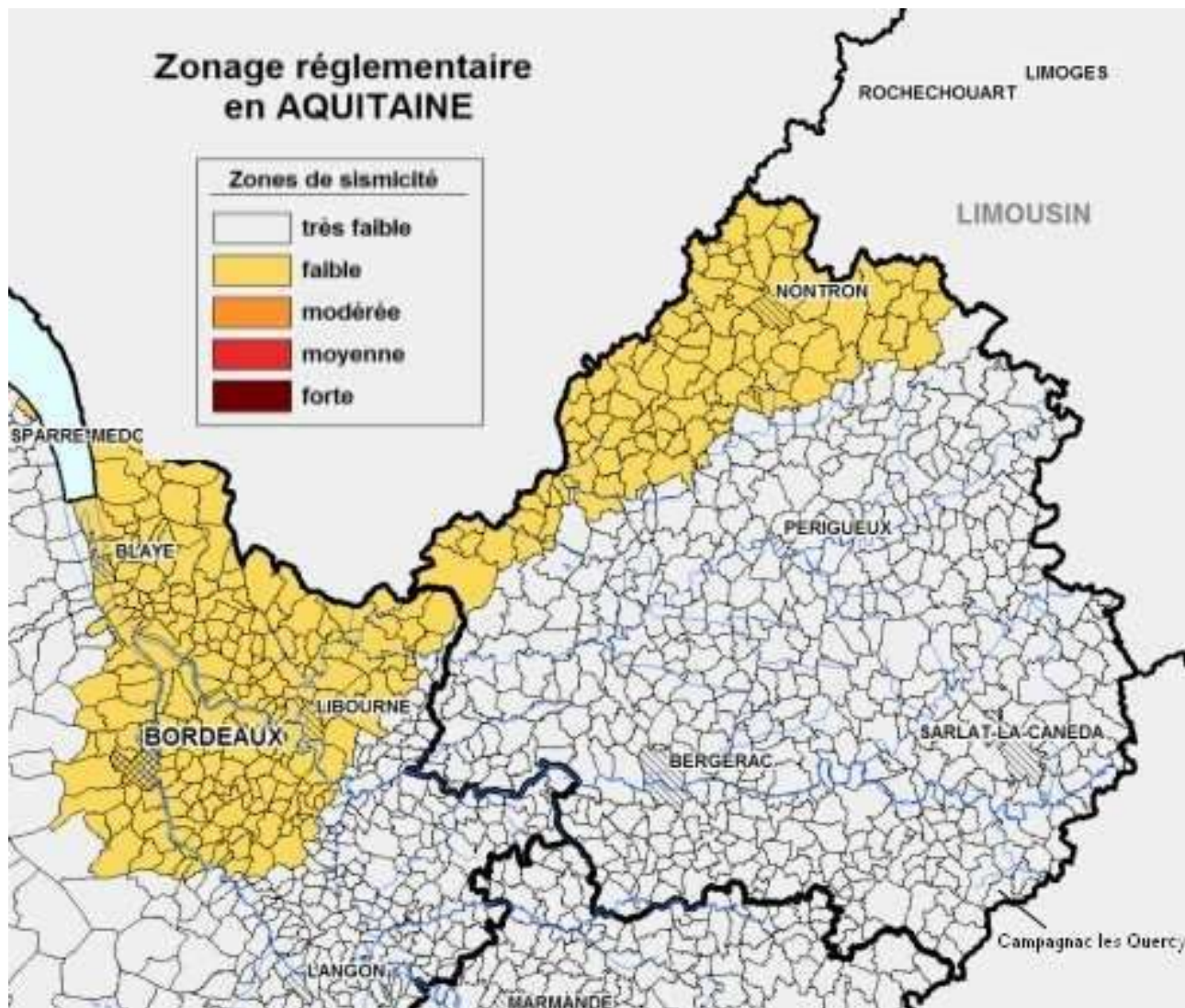
- ☒ Préfectures et sous-préfectures
- ☒ i Cavités souterraines
- ☒ Contours de carrières
- ☒ i Communes avec cavités non cartographiées
- ☒ Limites de départements
- ☒ Limites de communes
- ☐ Orthophotographies
- ☒ Carte IGN
- ☐ Carte géologique BRGM
- ☒ Ombrage topographique (MNT)

Légende des cavités

- Cave
- ◆ Carrière
- ▲ Naturelle
- Indéterminée
- ▲ Galerie
- ★ Ouvrage Civil
- Ouvrage militaire
- ★ Puits
- souterrain
- ▣ Contour de carrières
- Communes avec cavités non cartographiées
(cavités confidentielles - sites archéologiques,
sites protégés - cavités mal localisées)

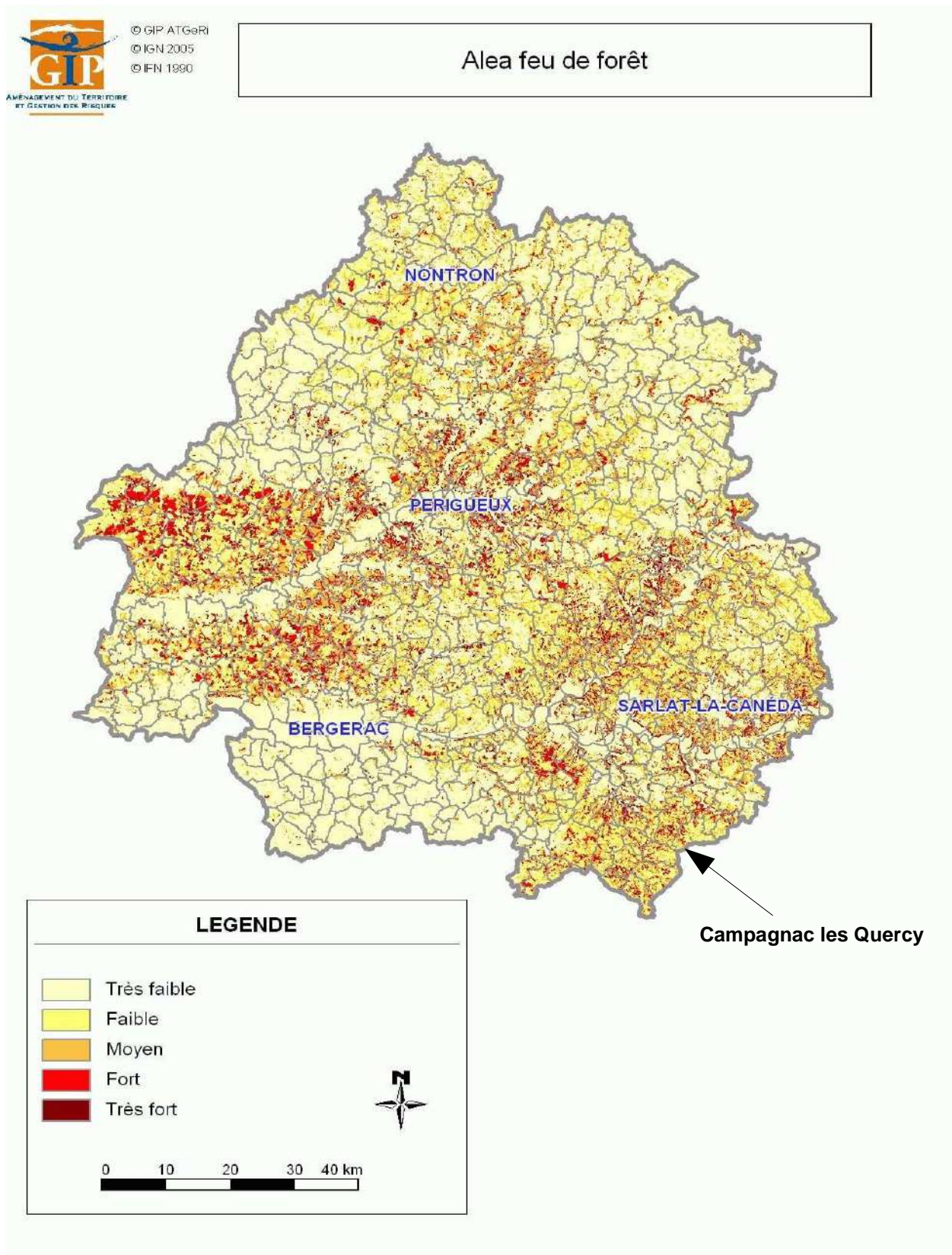
Risque sismique

La commune est concernée par ce risque avec un niveau de sismicité de 1 (niveau très faible).

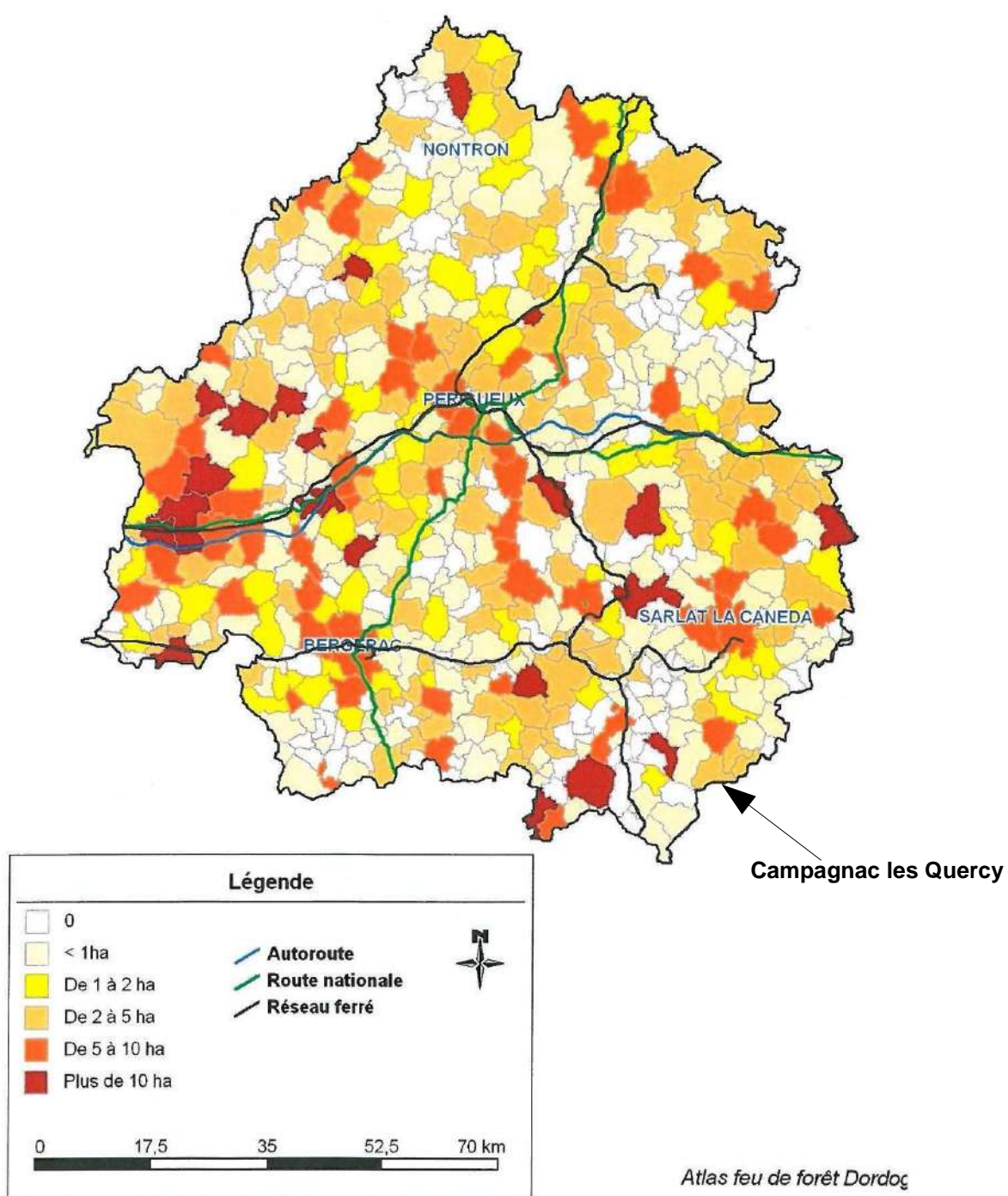


Risque incendie de forêt

La commune de Campagnac les Quercy est concernée par des aléas moyens à forts suivant les parties du territoire. Les surfaces brûlées sur la commune entre 2001 et 2007 sont de 2 à 5 ha .



Surfaces brûlées par commune (2001-2007)



http://www.dordogne.pref.gouv.fr/sections/les_actions_de_1_eta/agriculture_et_foret/f... 15/04/2013

Catastrophes naturelles passées sur la commune

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	11/06/2008	11/06/2008	24/12/2008	31/12/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/04/2011	31/05/2011	11/07/2012	17/07/2012

3.5. L'environnement humain

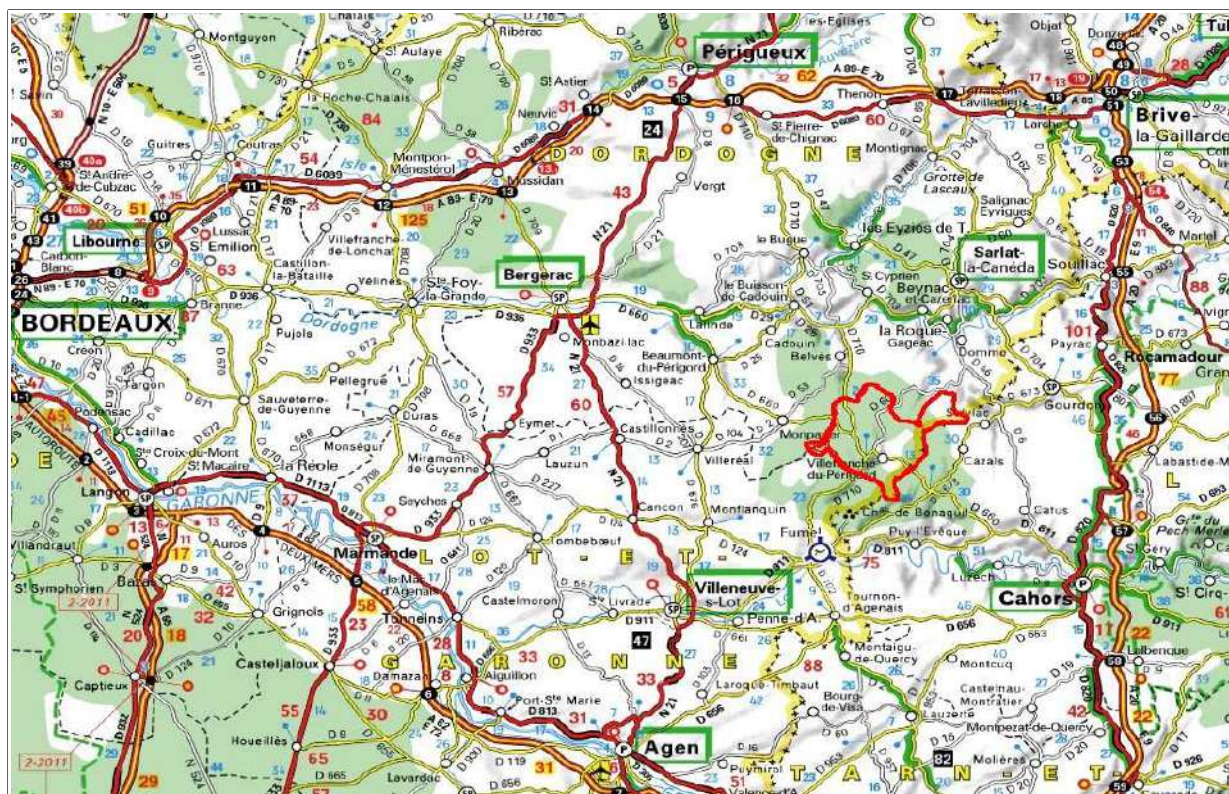
3.5.1. Les voies de communication

Le territoire communal est traversé par la RD 51 qui permet un accès direct aux RD 60 et RD 2.

- la RD 60 pour rejoindre Domme ou Villefranche du Périgord.
- la RD 2 pour rejoindre Gourdon.

Campagnac les Quercy se situe à :

- 21 km de Gourdon
- 29 km de Sarlat
- 20 km de Belvès
- 45 km de Cahors



Les routes (source IGN)



3.5.2. L'organisation urbaine

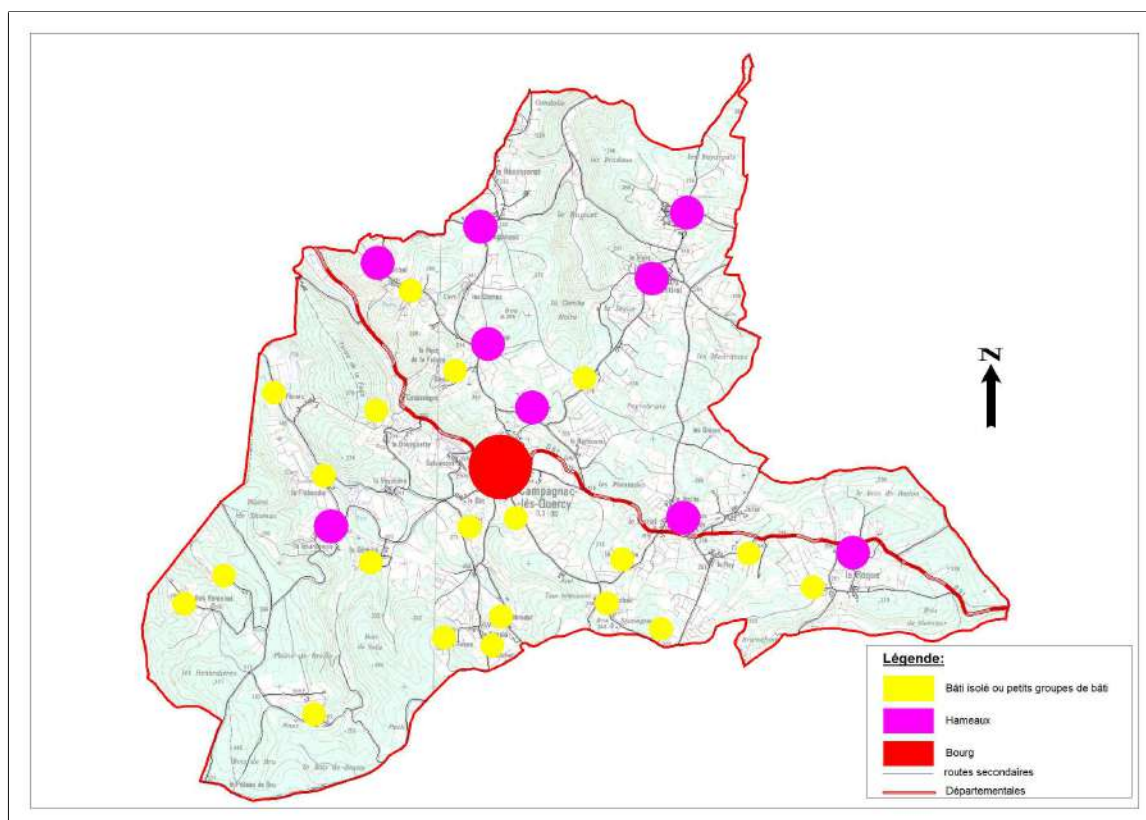
Le bourg est situé au centre de la commune sur la RD 51.

La commune possède de nombreux lieux-dits et hameaux , ainsi que de l'habitat isolé plus au sud du territoire.



- Vue du Bourg

Répartition de l'habitat:



3.5.3. Le patrimoine architectural

Patrimoine bâti:

Aucune protection au titre des monuments historiques ou des sites sur la commune.



-Borie



- cabane en pierres sèches



- Eglise



Lavoir

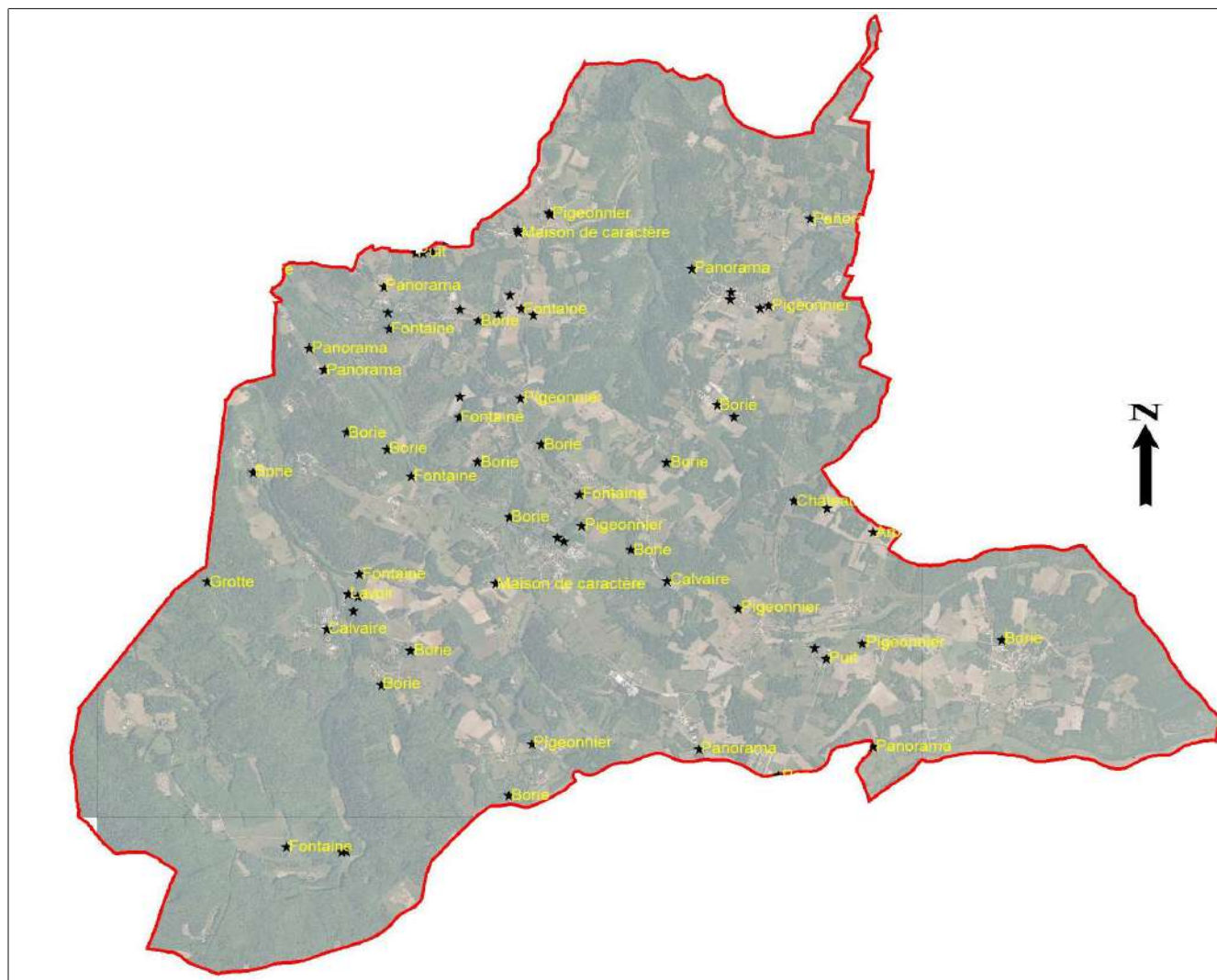


-Bâti de caractère



- croix

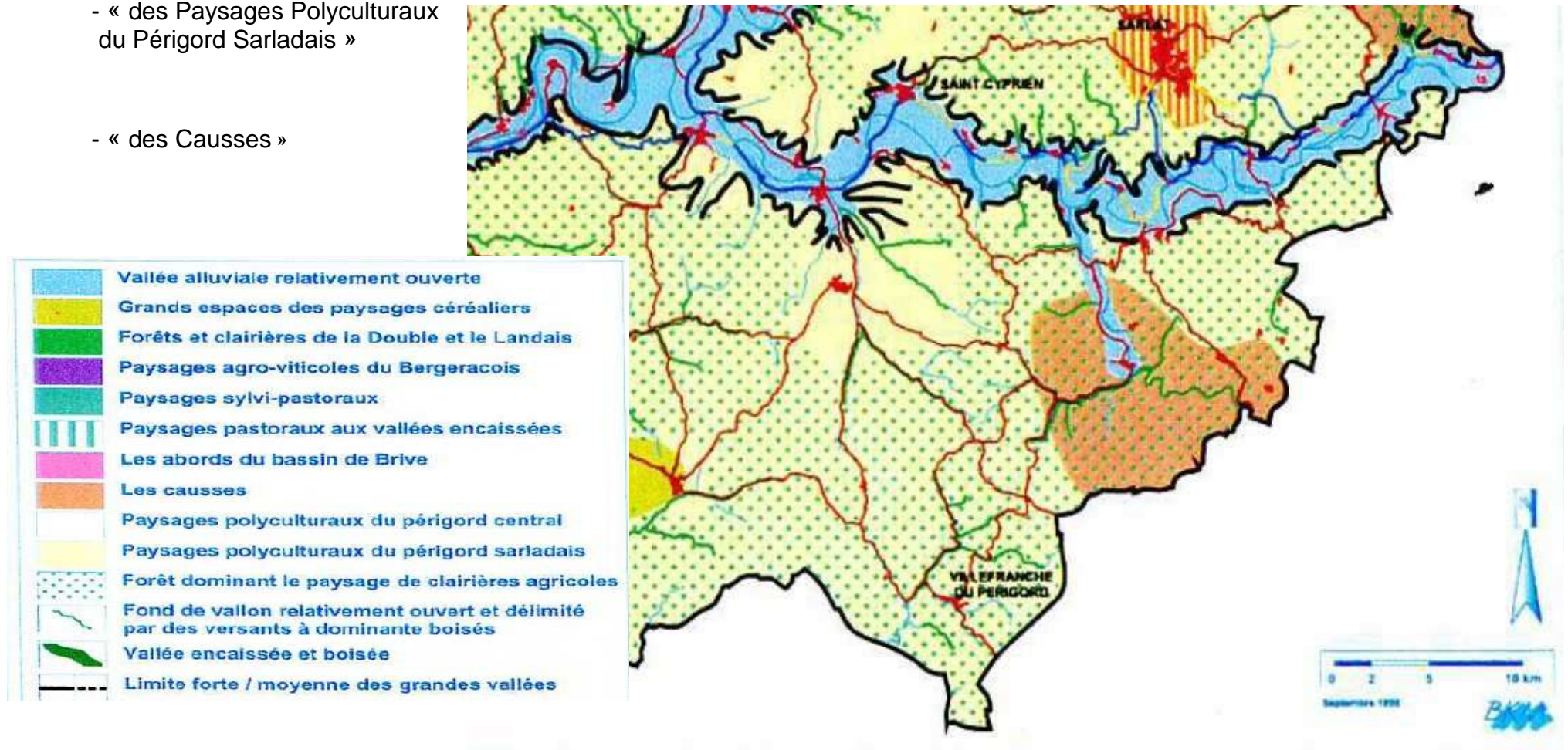
Patrimoine architectural :



3.5.4. Les paysages

Une étude départementale a abouti au cours de l'année 1998 à la définition de la qualification des entités paysagères de la Dordogne. La commune de Campagnac les Quercy est concernée par deux entités, il s'agit :

- « des Paysages Polycultureaux du Périgord Sarladais »
- « des Causses »



Points de vue paysagers remarquables: (Depuis Spentiraguet, le Fournel, Pouchou)

Le point culminant à 345 mètres au lieu dit "Pouchou" permet d'admirer un panorama exceptionnel, sur le Périgord Noir, le Quercy ainsi que sur les monts d'Auvergne, par temps favorable.



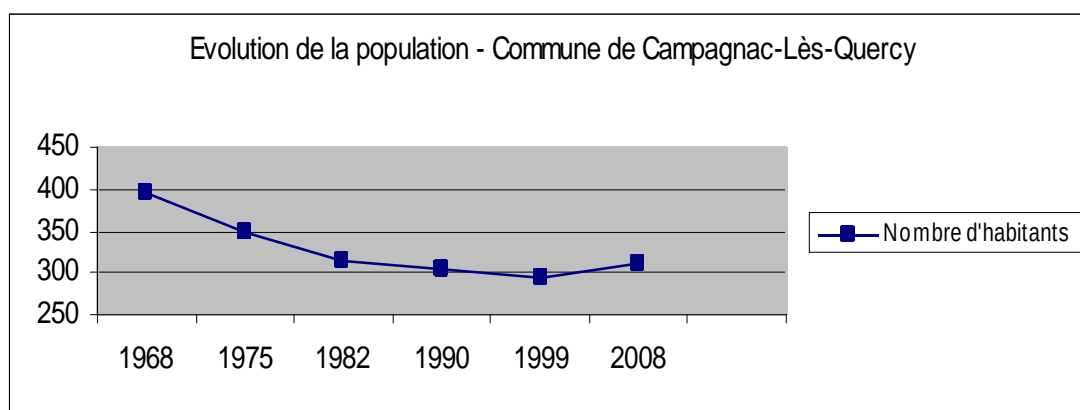
4. ANALYSE DE LA DEMOGRAPHIE

4.1. Evolution de la population

La population communale en chiffres

- 395 résidents en 1968
- 305 en 1990
- 293 en 1999
- 311 habitants en 2008

soit une densité de population de 15,8 **hab./km²**.



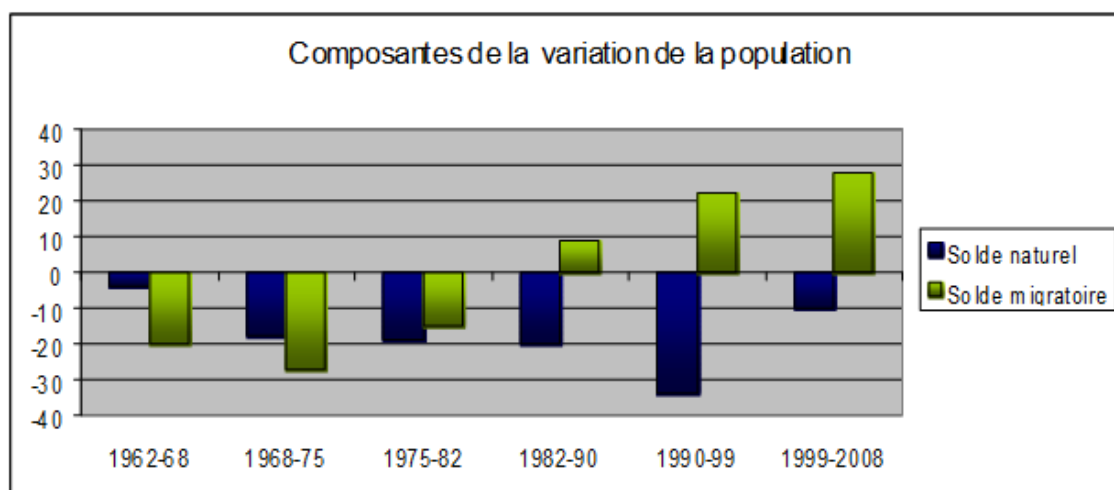
source : insee – RGP

La population de Campagnac Les Quercy n'a cessé de baisser de façon régulière entre 1968 et 1999 (en moyenne - 0.80 % par an).

Entre 1968 et 1999, la commune aura donc perdu 102 habitants soit 26 % de sa population.

En revanche depuis 1999 la tendance semble s'inverser puisque la population augmente au rythme de 0.7 % par an (correspond à 18 habitants en 9 ans).

Sur la période 1968 et 2008 le solde naturel, soit l'excédent de naissance sur les décès, reste toujours négatif. S'agissant du solde migratoire, les arrivées de population sont significativement supérieures aux départs depuis 1999 ce qui a permis une augmentation de la population.



source : insee – RGP

Indice de jeunesse.

	Campagnac les Quercy	Communauté de communes du pays du châtaignier	Département de la Dordogne
Indice de jeunesse (2008)	0,46	0,51	0,67

L'indice de jeunesse représente le rapport entre la classe des moins de 20 ans et les plus de 60 ans .

L'indice de jeunesse de la commune est nettement plus faible que celle du département et de la Communauté de Communes.

La population en Dordogne est vieillissante et ce phénomène est encore plus marquant sur le territoire de la communauté de communes du Pays du châtaignier ainsi que sur le territoire communal de Campagnac Les Quercy.

L'accueil d'une population nouvelle est un des enjeux majeurs pour la pérennité de la commune.

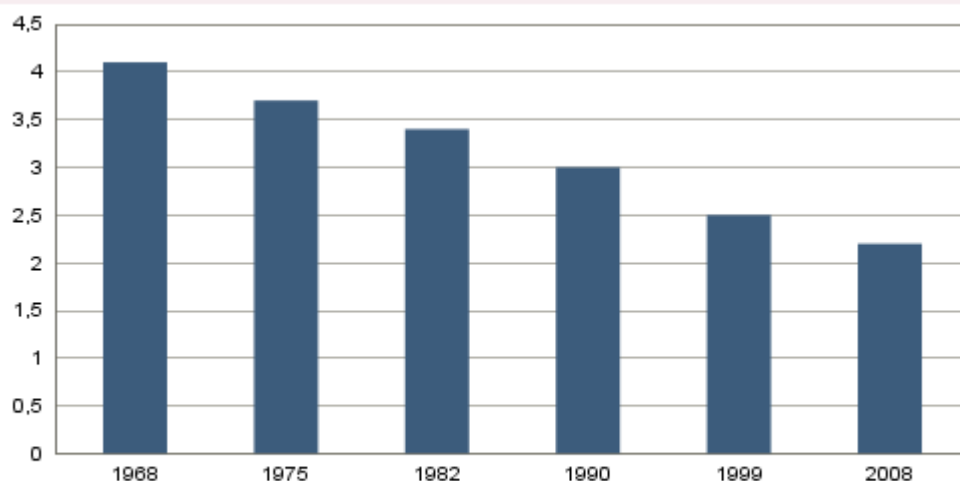
4.2. Composition et évolution des ménages

Structure des ménages

Sur le département, le nombre d'occupants par logement continue de diminuer. C'est une tendance générale. Alors que la population des ménages a évolué de façon modérée (+ 4 %), le parc des résidences principales du département s'est accru de 10,3 % entre 1999 et 2008.

Evolution de la taille des ménages

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



Nombre moyen d'occupants par résidence principale

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2008 exploitations principales.

La taille des ménages de la commune ne déroge pas à cette tendance générale sur un rythme comparable à celui du département.

5. LES COMPOSANTES DE L'ECONOMIE LOCALE

L'économie d'une commune repose sur deux facteurs essentiels : la main-d'œuvre disponible et le potentiel d'activité qui lui est offert.

5.1. La population active

Pour la commune de Campagnac les Quercy, le nombre d'actifs total est de 130 pour 184 habitants de 15 à 64 ans. Parmi ces 130 actifs 69 sont des hommes et 61 des femmes. Lors du recensement en 2008, 14 de ces actifs cherchaient un emploi et 116 travaillaient.

Evolution du nombre d'actifs dans la commune

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2008	1999
Ensemble	184	176
Actifs en %	70,7	67,0
dont :		
actifs ayant un emploi en %	63,0	56,8
chômeurs en %	7,6	9,7
Inactifs en %	29,3	33,0
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,6	5,7
retraités ou préretraités en %	13,0	17,6
autres inactifs en %	8,7	9,7

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2008 exploitations principales.

source : Insee - RGP

Le taux de chômage à Campagnac les Quercy (10,8 %) reste néanmoins inférieur à la moyenne départementale qui est de 11.1 % en 2008 mais supérieur à celle de la Communauté de Communes qui est de 9,7 %.

5.2. Les bassins d'emploi

Lieu de travail des actifs en 2008

	Commune de Campagnac-Lès-Quercy	CdC du Pays du Châtaignier	Département
Dans la Commune	47.5 % (pour 53.9 % en 1999)	42.3 %	37.4 %
Dans le Dpt	80.6 % (pour 86.3 % en 1999)	73.7 %	90.9 %

source : Insee - RGP

La commune de Campagnac Les Quercy a une proportion de personnes qui vivent et travaillent sur son territoire supérieure à la moyenne de la Communauté de Communes ou du département.

Malgré la limite proche du département voisin, 80,6 % des actifs travaillent en Dordogne.

(relative proximité des bassins de vie, Sarlat, Belvès, Gourdon, ...)

5.3. Les activités

Les secteurs d'activité sur la commune

Aujourd'hui, la principale activité économique de la commune est l'agriculture, mais l'artisanat tient aussi une place importante.

5.3.1. Les commerces - hôtels – restaurants

- Coiffure à domicile
- Bar / restaurant
- Garagiste
- Réparation matériel agricole et TP



5.3.2. L'artisanat - les entreprises et professions libérales

- Plâtrerie, peinture , carrelage, isolation.
- Transporteurs
- Menuisier
- Rénovation
- Fabrication meubles de cuisine, création, conception
- Entreprise de maçonnerie
- Scierie
- Plomberie, chauffage
- Entretien parcs et jardins
- Fabrication matériel récolte noix



5.3.3. L'école - les services

Campagnac Les Quercy appartient au Regroupement Pédagogique Intercommunal : St Pompon, Grives, Doissat, St Laurent la vallée .

5.3.4. Le tourisme - le sport et les loisirs

Plus de 20 gîtes à Campagnac avec, au total, 120 lits.

- Randonnées Pédestres- VTT
- Balades Equestres
- Marche nordique
- Spéléologie



5.3.5. L'activité agricole

L'agriculture sur la commune de Campagnac Les Quercy reste encore nombreuse et dynamique.

En effet, actuellement le Conseil Municipal recense 20 sièges d'exploitation.

L'élevage:

Comme sur tout le territoire du sarladais, l'élevage bovin viande est dominant avec les races Limousines ou Blondes d'Aquitaine.

Seuls 2 troupeaux laitiers subsistent complétés par des troupeaux ovins et équins. Quelques ateliers hors sol tels que les veaux de boucherie, les canards PAG et le poulet sont également présents.

La noix:

La noix est une production importante dans l'économie agricole de la région. Campagnac possède de belles noyeraies avec une dizaine d'exploitations productrices.

La Truffe:

Sur les sols calcaires du causse Campagnacois, la production de truffes a été abondante de la fin du 19e siècle à la moitié du 20e siècle.

Ces vieilles truffières sont toujours présentes dans les broussailles, mais actuellement de jeunes plantations de chênes verts et de chênes pubescents sont en production.

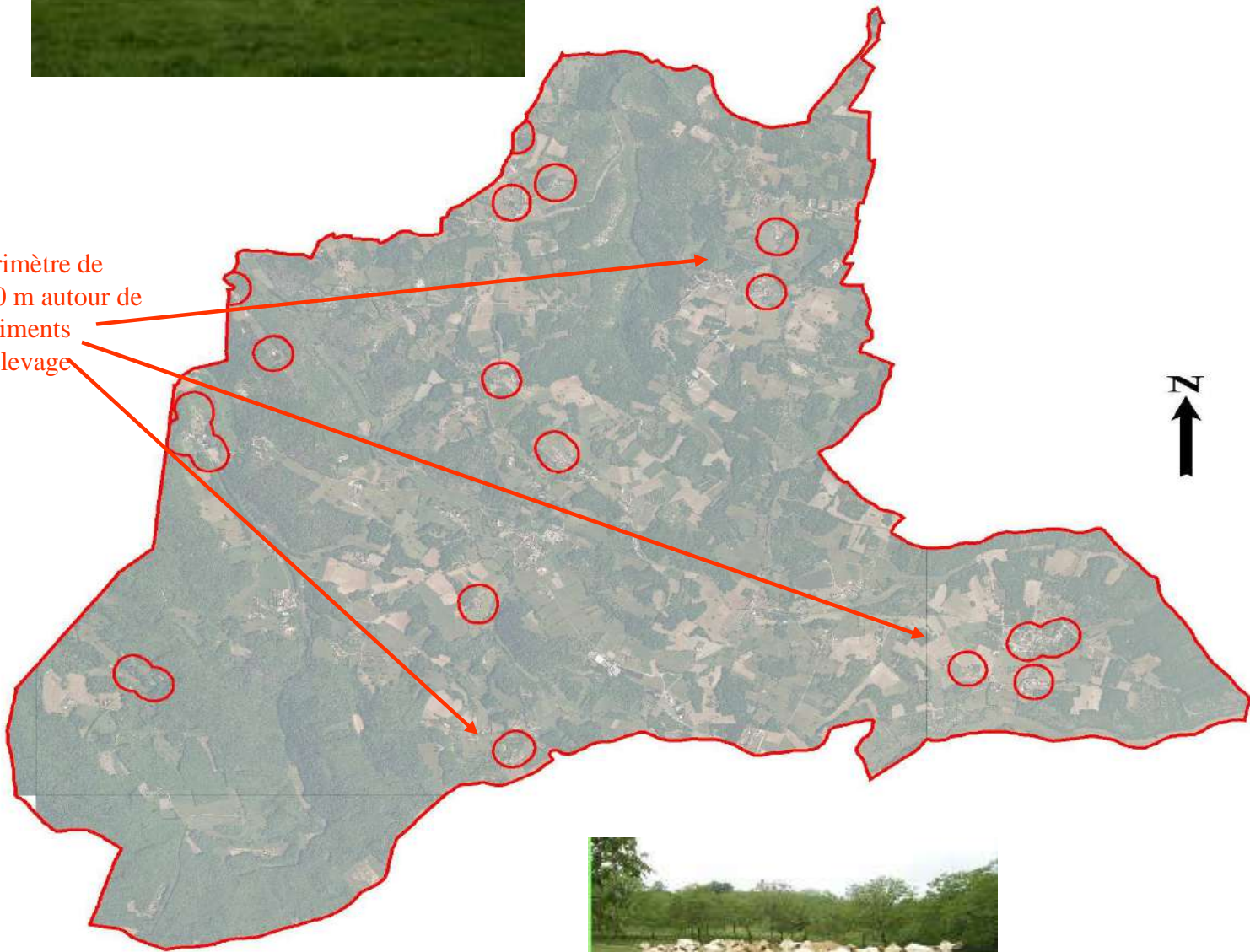
Campagnac les Quercy se situe dans les aires de production de l'AOP - AOC Noix du Périgord.

La commune fait également partie des aires géographiques de production de l'IGP Agneau du Périgord, de l'IGP Agneau du Quercy, de l'IGP Canard à foie gras du Sud Ouest, de l'IGP Dordogne blanc, de l'IGP Dordogne rosé, de l'IGP Dordogne rouge, de l'IGP Jambon de Bayonne, de l'IGP Fraise du Périgord, de l'IGP Porc du Limousin et de l'IGP Veau du Limousin, de l'IGP Périgord blanc, de l'IGP Périgord rosé, de l'IGP Périgord rouge, de l'IGP Pruneau d'Agen, de l'IGP Volailles de Gascogne, de l'IGP Périgord Vin de Domme blanc, de l'IGP Périgord Vin de Domme rosé, de l'IGP Périgord Vin de Domme rouge.





Périmètre de
100 m autour de
bâtiments
d'élevage



Cadre réglementaire relatif à l'activité agricole

Les bâtiments d'élevage bénéficient d'un périmètre inconstructible (règle de réciprocité) afin d'éviter d'éventuelles nuisances vis à vis de tiers.

Pour l'ensemble de ces bâtiments un périmètre inconstructible de 100 mètres est appliqué (doctrine départementale -) sauf cas particuliers.

S'agissant de l'épandage des effluents d'élevages, là aussi une distance de 100 mètres est appliquée entre les parcelles épandues et les tiers.

Les espaces agricoles ne doivent pas être segmentés, ceci afin de ne pas compromettre les flux de circulation (des troupeaux mais aussi du matériel agricole) et de préserver le potentiel de production de cette activité.

6. LE CADRE URBAIN

6.1. Habitat et niveau d'équipement

Evolution des logements entre 1968 et 2008

■ Commune : Campagnac-lès-Quercy (24075)

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Ensemble	114	143	157	168	195	243
Résidences principales	97	94	92	102	119	139
Résidences secondaires et logements occasionnels	14	33	45	59	63	94
Logements vacants	3	16	20	7	13	10

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2008 exploitations principales.

Entre 1999 et 2008, l'ensemble des logements a augmenté de 24,6 % ce qui correspond en moyenne à 5,3 logements par an.

L'augmentation des résidences principales est de 16,8 % sur cette période, ce qui correspond à 2,2 logements / an.

La part des résidences secondaires est en augmentation de 31 logements, (soit 49,2 %)

Le nombre de logements vacants a diminué de 3 logements entre 1999 et 2008.

Parc des logements en 2008

Type de logement	Commune de Campagnac-Lès-Quercy	CdC du Pays du Châtaignier	Département
Résidences principales	57.2 % (pour 61 % en 1999)	61.5 %	77.1 %
Résidences secondaires	38.7 % (pour 32.3 % en 1999)	29.1 %	14.6 %
Logements vacants	4.1 % (pour 6.7 % en 1999)	9.4 %	8.3 %

On constate une proportion relativement importante de résidences secondaires sur la commune de Campagnac Les Quercy, bien supérieure à la moyenne du département ou de la Communauté de Communes.

Résidence principale en 2008 selon la période d'achèvement

Période d'achèvement	Commune de Campagnac-Lès-Quercy	CdC du Pays du Châtaignier	Département
Avant 1949	59.5 %	57.9 %	39.5 %
De 1990 à 2005	22.3 %	15.7 %	15.8 %

On remarque une proportion de logements « récents » plus importante que la moyenne de la Communauté de Communes et du département.

6.2. Les réseaux et services

6.2.1. Electricité

Le réseau d'électrification est géré par le S.D.E 24 – Périgueux.

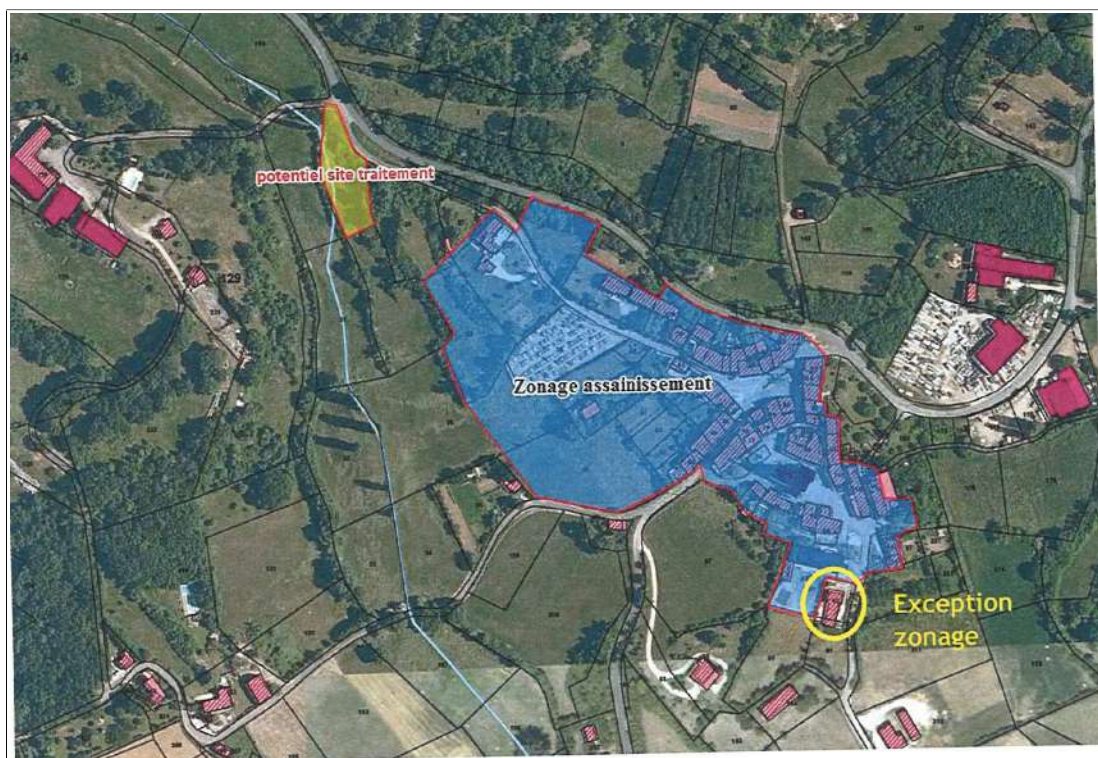
6.2.2. Adduction d'eau

L'alimentation en eau potable est assurée par la SOGEDO.(Belvès)

La gestion de l'eau potable est assurée par le SIAEP (Syndicat d'adduction en eau potable) de Bouzic.

6.2.3. Assainissement

Les travaux concernant la construction d'une station d'épuration permettant l'assainissement collectif au niveau du bourg sont en cours. Le reste de la commune est en assainissement individuel.



INFRA.CONCEPT - Les Plaines - 24170 BELVES
Tel : 05 53 30 44 06 - Fax: 05 53 29 82 41 - Email : infraconcept@infraconcept.fr
Sarl au capital de 50 000 € - Siret 508 332 491 00010 - APE 7112 B - RCS Sarlat

Dossier de PROJET pour les travaux d'assainissement collectif, réseau de collecte et station de traitement
Commune de Campagnac les Quercy
07-34-09 Ass Coll

6.2.4. Réseau de gaz

Il n'existe pas de réseau de gaz sur la commune.

6.2.5. Ordures ménagères

La gestion des ordures ménagères est assurée par le SMGD de Villefranche du Périgord – Monpazier.

6.2.6. Couverture numérique

« Un schéma directeur territorial d'aménagement numérique recouvre le territoire d'un ou plusieurs départements ou d'une région. Sur un même territoire, le schéma directeur est unique. Il est établi à l'initiative des collectivités territoriales, par les départements ou la région concernés ou par un syndicat mixte ou syndicat de communes, existant ou créé à cet effet, dont le périmètre recouvre l'intégralité du territoire couvert par le schéma ».

La Dordogne comporte encore de nombreuses zones blanches pour lesquelles les opérateurs privés ne montrent aucun intérêt économique. Or, aujourd'hui, le développement des réseaux très haut débit est indispensable au désenclavement numérique et à la compétitivité des territoires du département. Ils permettent d'améliorer l'attractivité du territoire, d'ouvrir le marché local à la concurrence, de favoriser les offres de services, de réduire la fracture numérique au sein même d'un territoire mais aussi entre ce territoire et ses voisins. Les réseaux haut et très haut débit sont un élément clé de cohésion interne et d'attractivité externe du territoire.

Les services numériques sont actuellement principalement distribués sur la base du réseau téléphonique établi principalement dans les années 70. C'est ainsi que depuis le début des années 2000 des services internet dits à haut débit (ADSL) se sont développés en s'appuyant sur ce réseau. Le niveau et la qualité de ces derniers dépend très largement de la longueur des lignes téléphoniques concernées. La situation actuelle en matière de disponibilité de services internet à haut débit sur le département de la Dordogne est très contrastée en fonction des territoires.

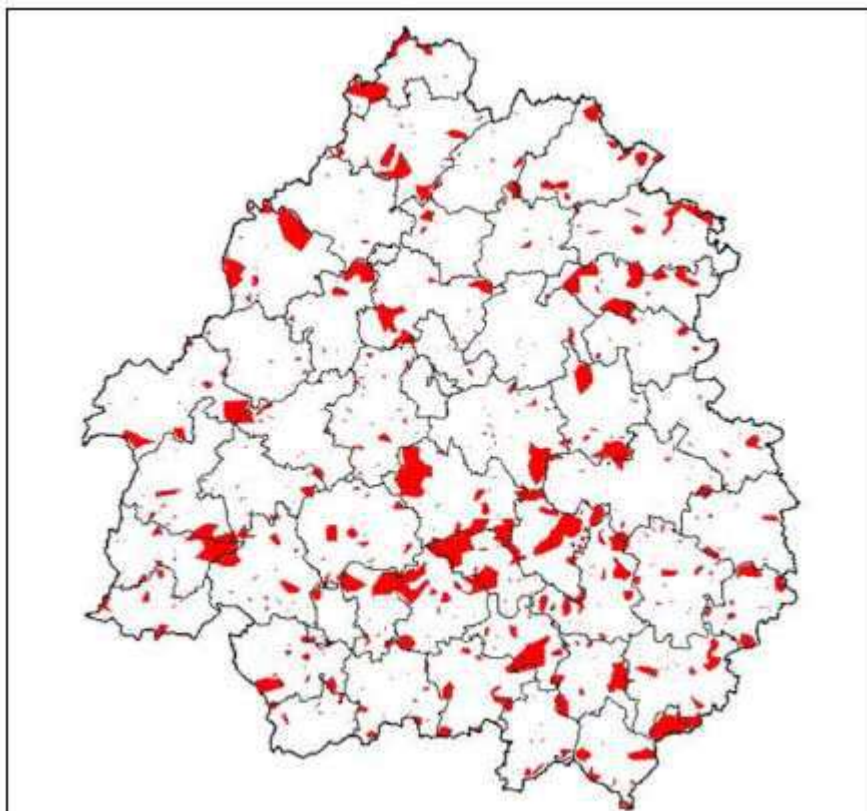
En Dordogne, le taux de couverture ADSL est de moins de 70 %.

En Janvier 2009 , le Conseil général adopte un plan de couverture des zones d'ombre via la technologie ADSL. La compétence infrastructures numériques n'est pas une compétence obligatoire pour les Départements mais le Conseil général a fait le choix d'agir pour assurer l'égalité des citoyens, faute de plan national d'aménagement numérique du territoire.

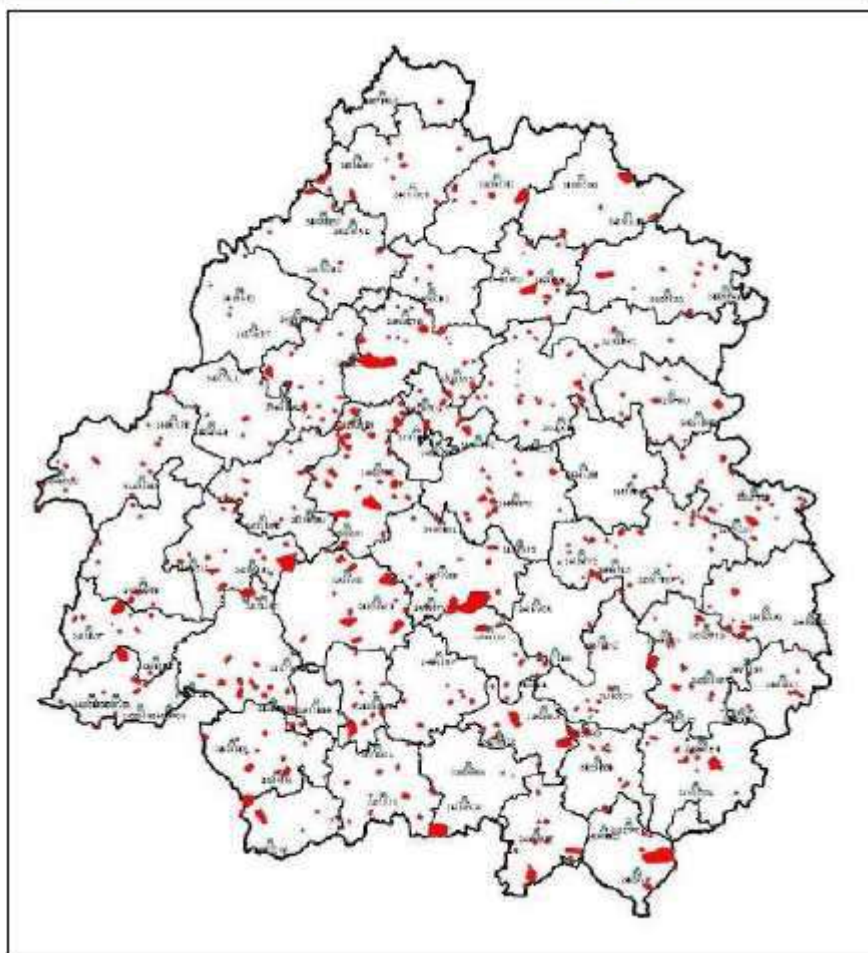
Source : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Dordogne – 2012

La carte de couverture ADSL :

Zones blanches avant le programme :



Zones blanches aujourd'hui :



6.2.7. Défense incendie

Localisation des points de défense incendie sur le territoire communal :

- Spentiraguet
- Spentirat – Le Viget
- Le Garrit Haut
- Le Garrit Bas
- Le Bourg
- Le Vignal
- Place du Bourg
- Ségalat
- Féniés

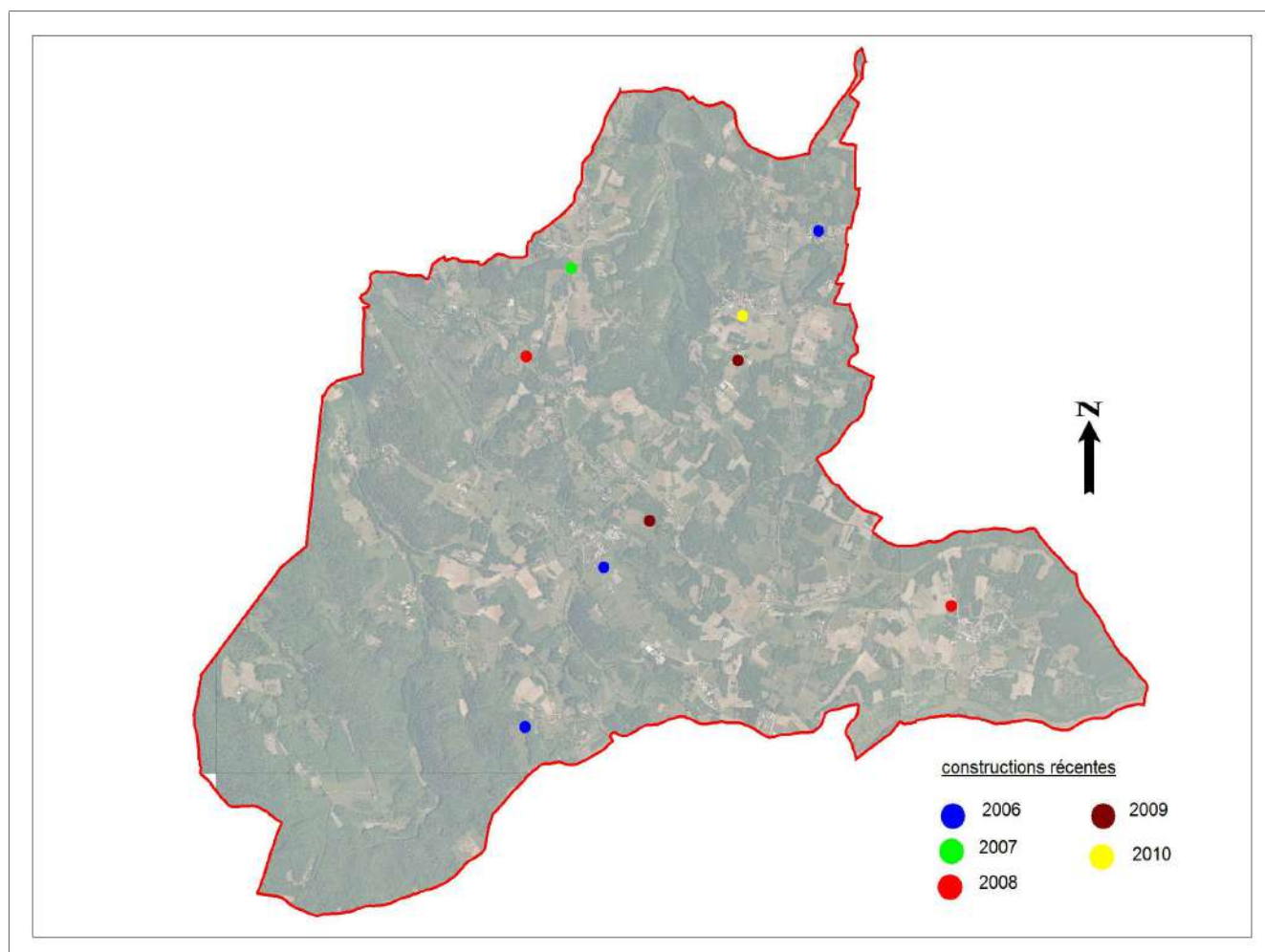
BILAN DE LA CARTE COMMUNALE

Depuis l'approbation de la carte communale en 2006, la commune comptabilise 9 nouvelles constructions et / ou projets, répartis sur l'ensemble du territoire.

Les hameaux concernés par le développement de l'habitat sont: La Tuque, Le Viget, Spentiraguet, Segonzac, Le Cloup, Bancourel, La Roque.

Le rythme d'évolution est de plus d'une construction par an.

Carte de l'évolution de l'habitat depuis 2007



Bilan en terme de surface « consommée »:

Campagnac les Quercy : Bilan de la carte communale

Lieux-dit		Zone U (ha) zonage 2006	Surface constructible (ha) zonage 2006	Surface consommée depuis 2006		Surface constructible restante
Le Bourg		12,00	7,00	0,25		6,75
Champ de Case – Le Pesquié		4,00	3,20	0,50		2,70
Le Cloup – Pech de la Tallière		4,40	4,00	0,25		3,75
Spentiras – La sègue	Spentirat	21,00	9,20	0,00		6,96
	Le Viget			0,89		
	La Sègue			1,35		
Spentiraguet		3,16	3,10	0,52		2,58
Brette		1,41	1,00	0,00		0,00
Pouchou		5,62	3,70	0,00		3,70
Pommier – La Roque		2,90	2,58	0,30		2,28
La Veyssière		4,80	3,30	0,80		2,50
TOTAL		59,29	37,08	4,86		31,22

Remarque: Des corrections ont été apportées sur les surfaces en zones U et les surfaces réellement urbanisables en 2006.

La surface consommée, depuis l'approbation de la carte communale en 2006, est d'environ 4,86 ha ce qui correspond à un peu plus de 12 % de la surface urbanisable.

SECONDE PARTIE

**LES PREVISIONS DE DEVELOPPE-
MENT ET
LEUR IMPACT SUR LE TERRITOIRE**

1. LE CONTENU DE LA CARTE COMMUNALE

1.1 Le projet communal

Les enjeux suivants s'appliquent à l'ensemble des communes du territoire intercommunal:

- **Prendre en compte les contraintes topographiques**
- **Maintenir les activités économiques existantes et en favoriser le développement**
- **Prendre en compte les secteurs à forte sensibilité paysagère et environnementale**
- **Conforter l'urbanisation existante où les réseaux sont suffisants.**
- **Prendre en compte l'activité agricole et forestière tout en permettant la possibilité**
- **D'urbaniser les secteurs en déprise agricole et / ou à faible enjeu forestier (fermeture de paysage, dynamique de boisement ...)**

La révision de la carte communale de Campagnac Les Quercy se justifie principalement par la volonté de réorienter le développement de l'urbanisation.

Par ailleurs et afin d'optimiser et de limiter les dépenses publiques, la commune a ouvert ou maintenu à l'urbanisation uniquement les secteurs bénéficiant des conditions d'accès satisfaisantes et à proximité des réseaux.

1.2 L'objectif communal

En terme d'objectifs de développement, la commune souhaite poursuivre le rythme de développement et ainsi permettre l'accueil de 75 habitants supplémentaires .

Dans une projection sur dix ans, cet objectif de développement conduit à prévoir une trentaine de logements supplémentaires.

Cette estimation est établie sur la base :

- d'une superficie moyenne des terrains à bâtir de 2 000 m² par logement (variable et adaptable d'un secteur à l'autre de la commune), sachant que l'ensemble du territoire est en assainissement individuel.
- d'une taille moyenne des ménages fixée à 2,23 personnes par foyer (état actuel) à pondérer par les dynamiques actuelles de composition des ménages.
- d' un taux de rétention foncière de 2,5.

La surface nécessaire au développement de l'urbanisation de la commune devra se situer autour d'une **quinzaine** d'hectares .

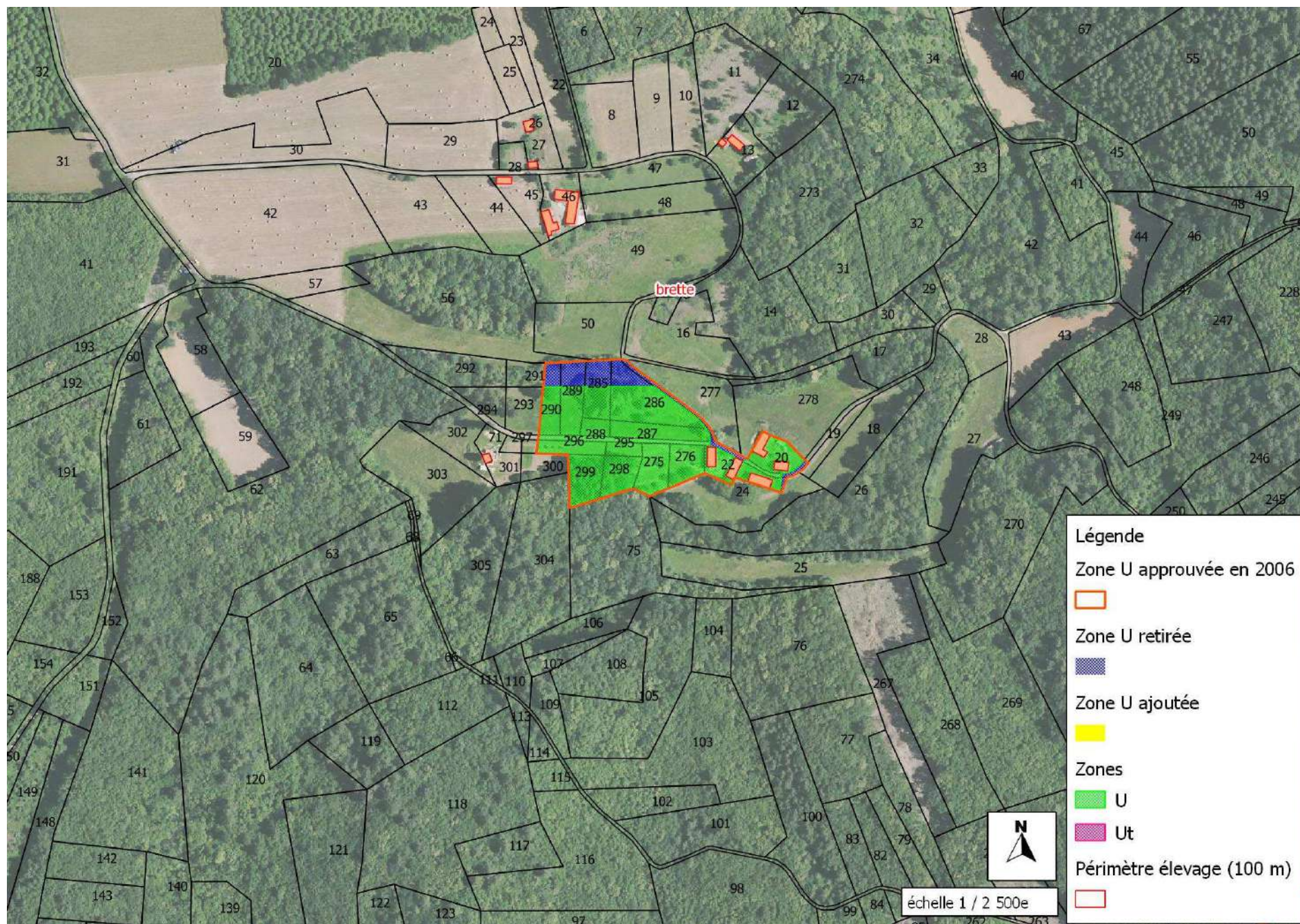
Les autres projets communaux sont les suivants:

- Projet de STEP dans le bourg
- Découverte : Le circuit des fontaines.
- Projet d'aménagement d'une salle traiteur (salle socio-culturelle)
- Projet d'aménagement aire accueil camping - car

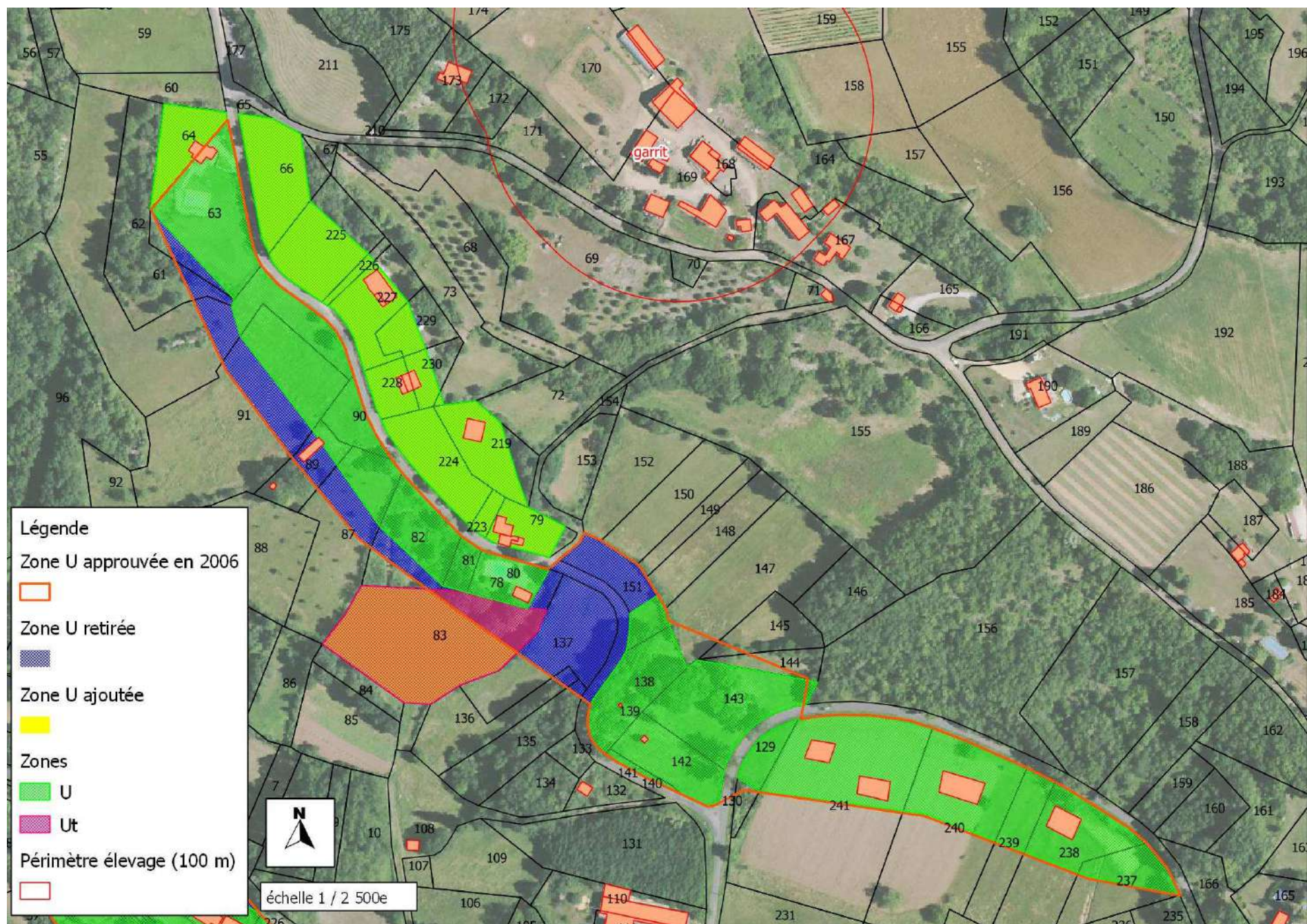
1.3 Les secteurs de développement urbain (U)

Les secteurs concernés sont les suivants (cf. tableau ci-après) :

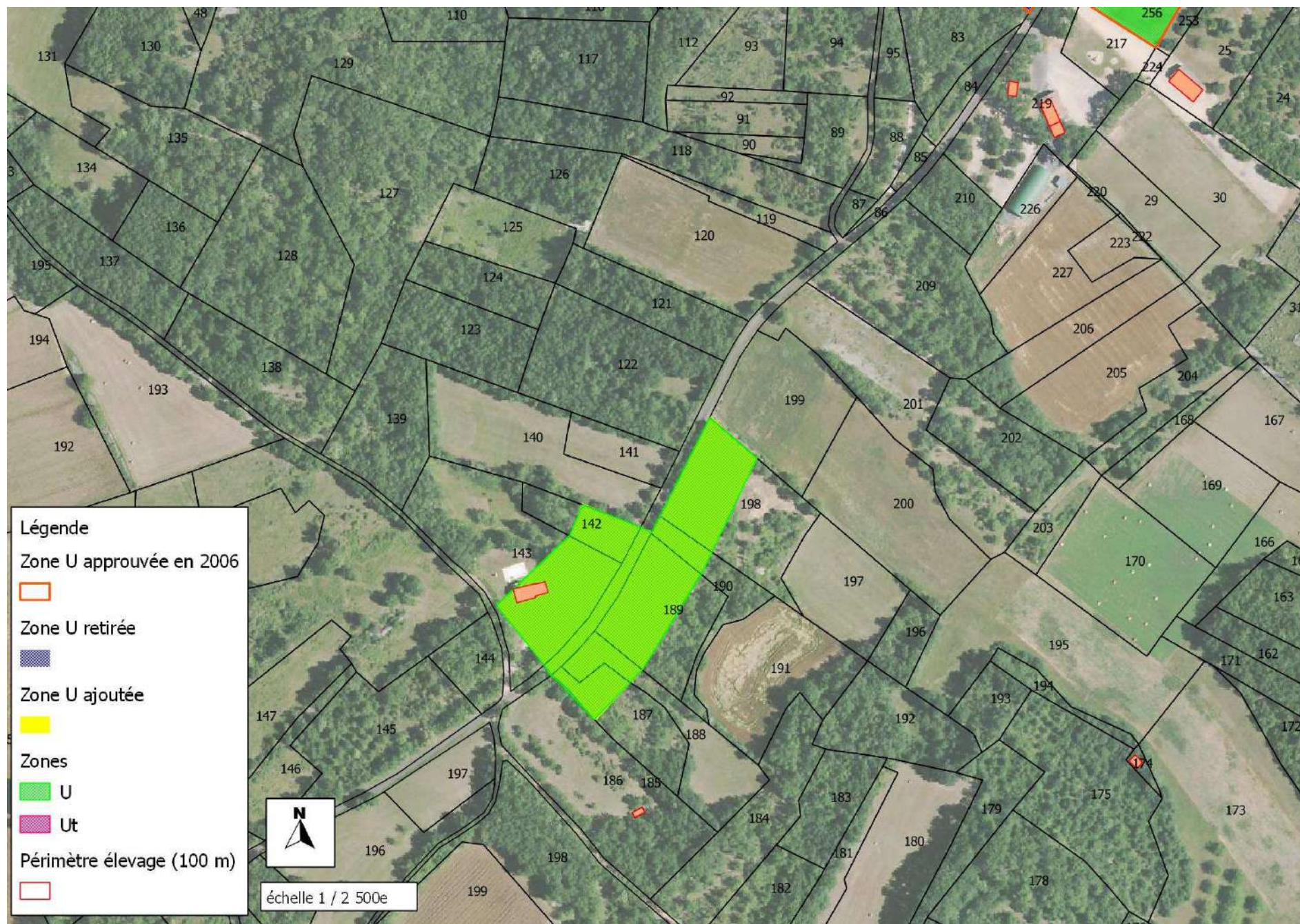
Secteur concerné	Justification	Surface totale en zone U (ha)	Surface constructible (ha)
Brette	L'évolution du zonage consiste au retrait de 0,15 ha sur la partie haute du secteur.	1,20	0,70



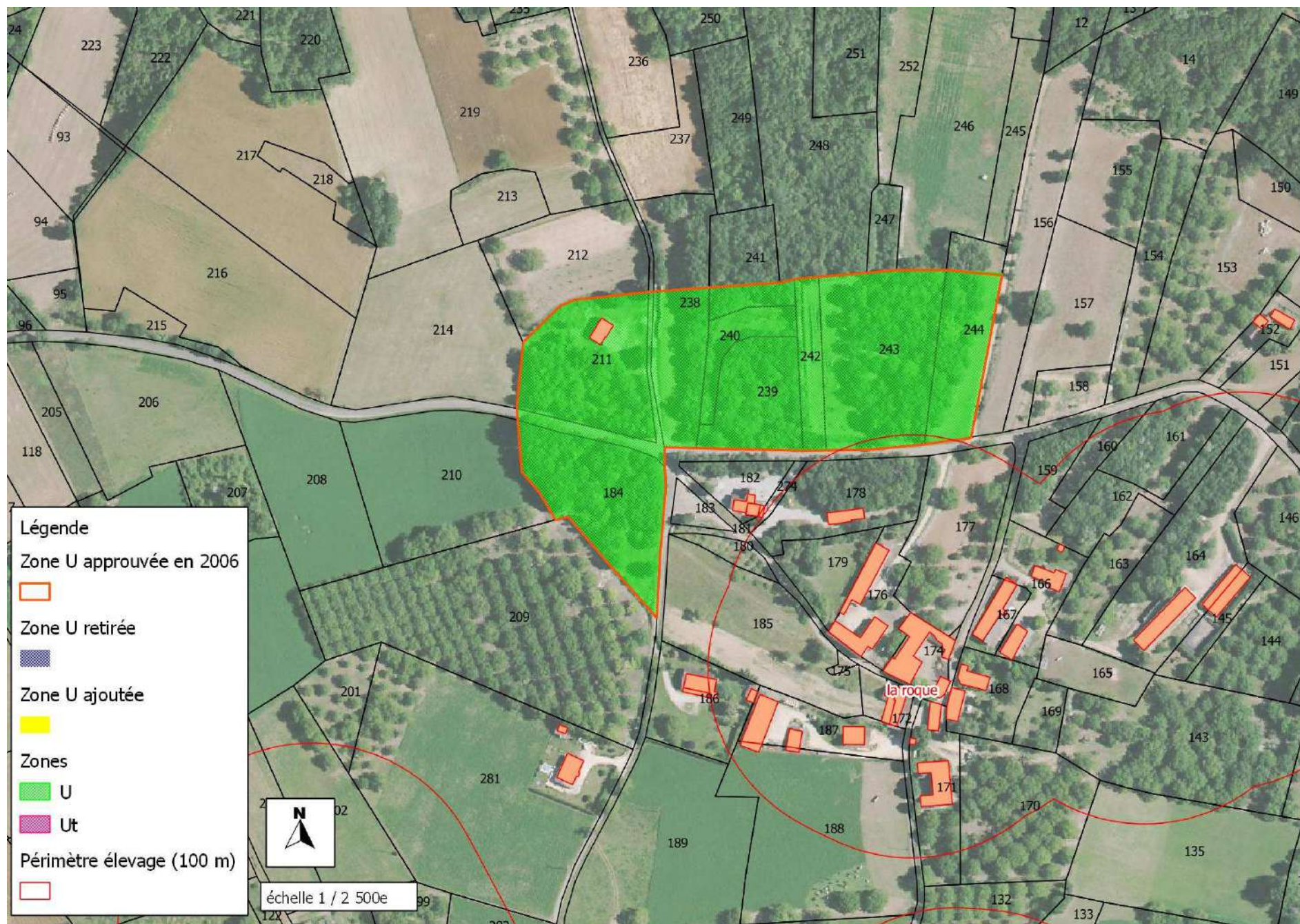
Champs de Case – Le Pesquié	<p>L'évolution du zonage sur la partie haute permet des possibilités de constructions en intégrant le bâti existant.</p> <p>Retrait de 0,95 ha de surface constructible dont une partie permettant une trame verte sur ce secteur.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : non</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : secteur desservi par les réseaux.</p> <p>La défense incendie est présente au niveau du bourg.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Préservation des espaces naturels.</p> <p>La zone U est située à plus de 500 m de la zone Natura 2000.</p>	4,10	1,75
--------------------------------	---	------	------



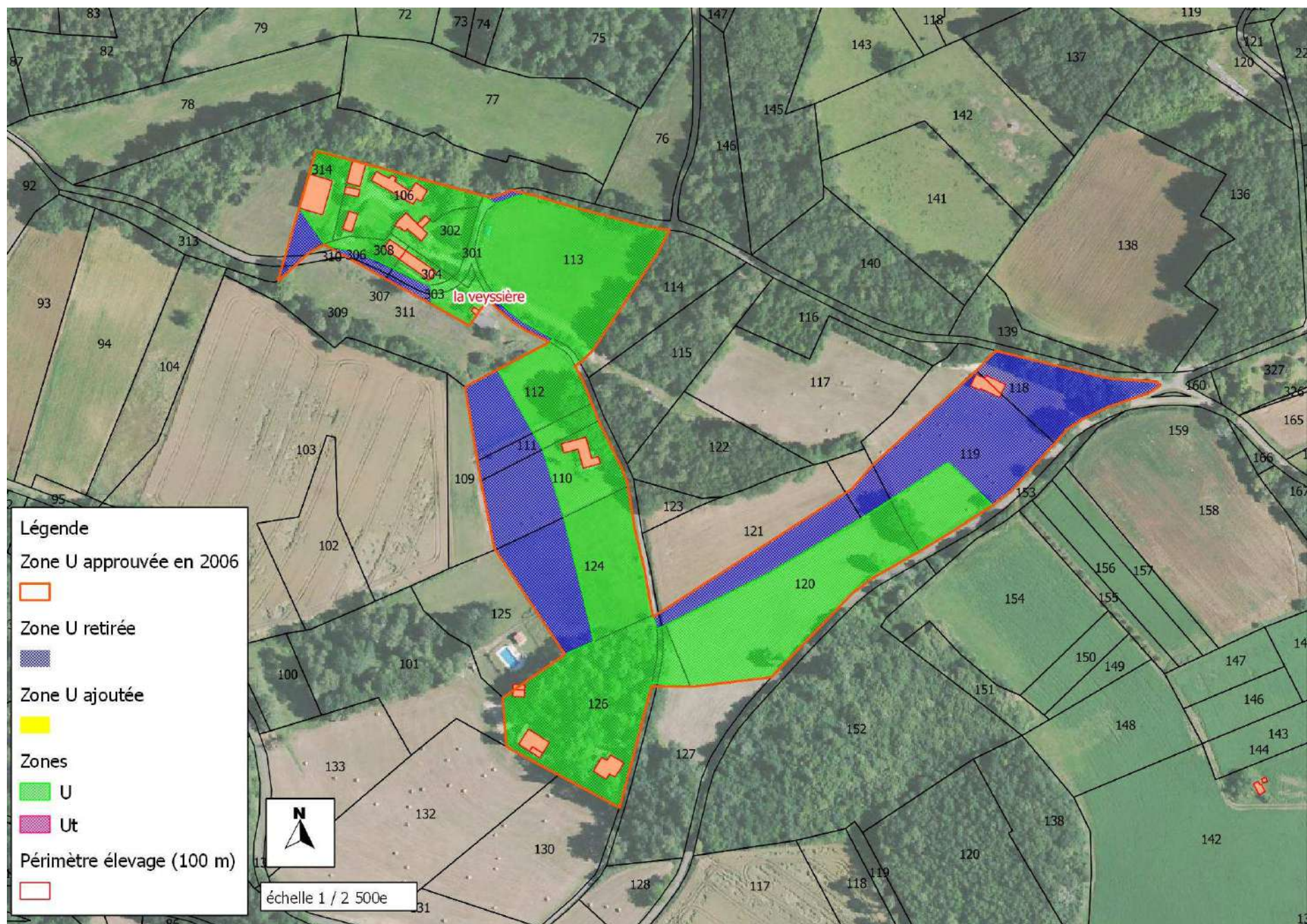
Entre Garrit et La Sègue	<p>Création d'une zone U dans un secteur ne comportant pas d'enjeux agricoles sur un axe stratégique entre le bourg et la zone de loisirs.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel pour 3 à 4 lots.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Secteur desservi par les réseaux.</p> <p>Située à 200 m de la zone de loisirs, une réserve incendie permettrait de défendre ces deux secteurs.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Parcelles sans enjeux particuliers.</p>	1,00	0,68
--------------------------	---	------	------



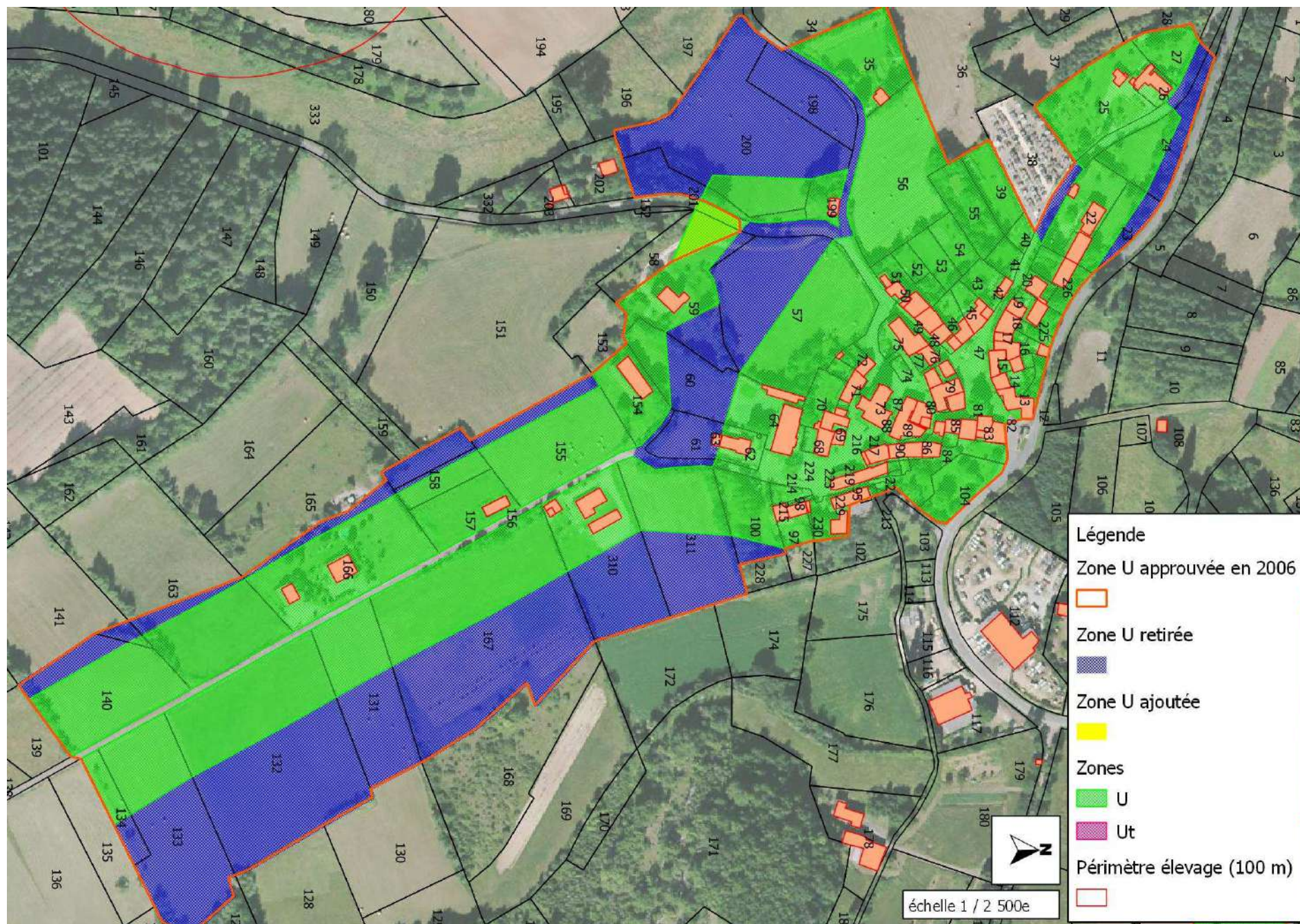
Pommier - La Roque	Pas de modification de la zone U pour ce secteur.	2,90	2,28
--------------------	---	------	------



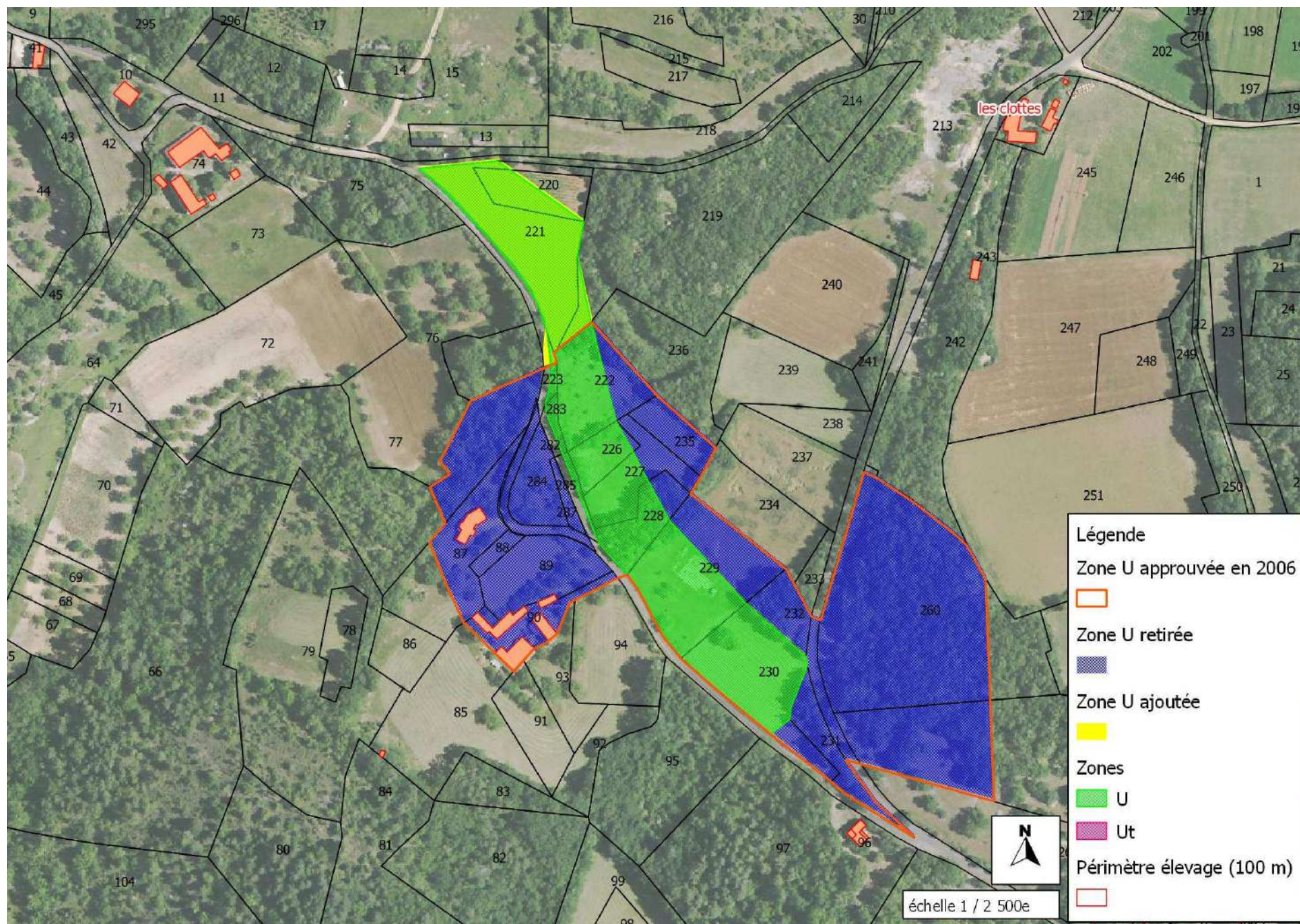
La Veyssière	<p>L'évolution du zonage consiste au retrait en profondeur des parcelles. Une partie de la zone retrouve ainsi sa vocation naturelle (1,25 ha) .</p> <p>Secteur en dynamique de développement avec 4 nouvelles constructions.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : non.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : non</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Entame limitée dans l'espace agricole.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	3,23	1,25
--------------	--	------	------



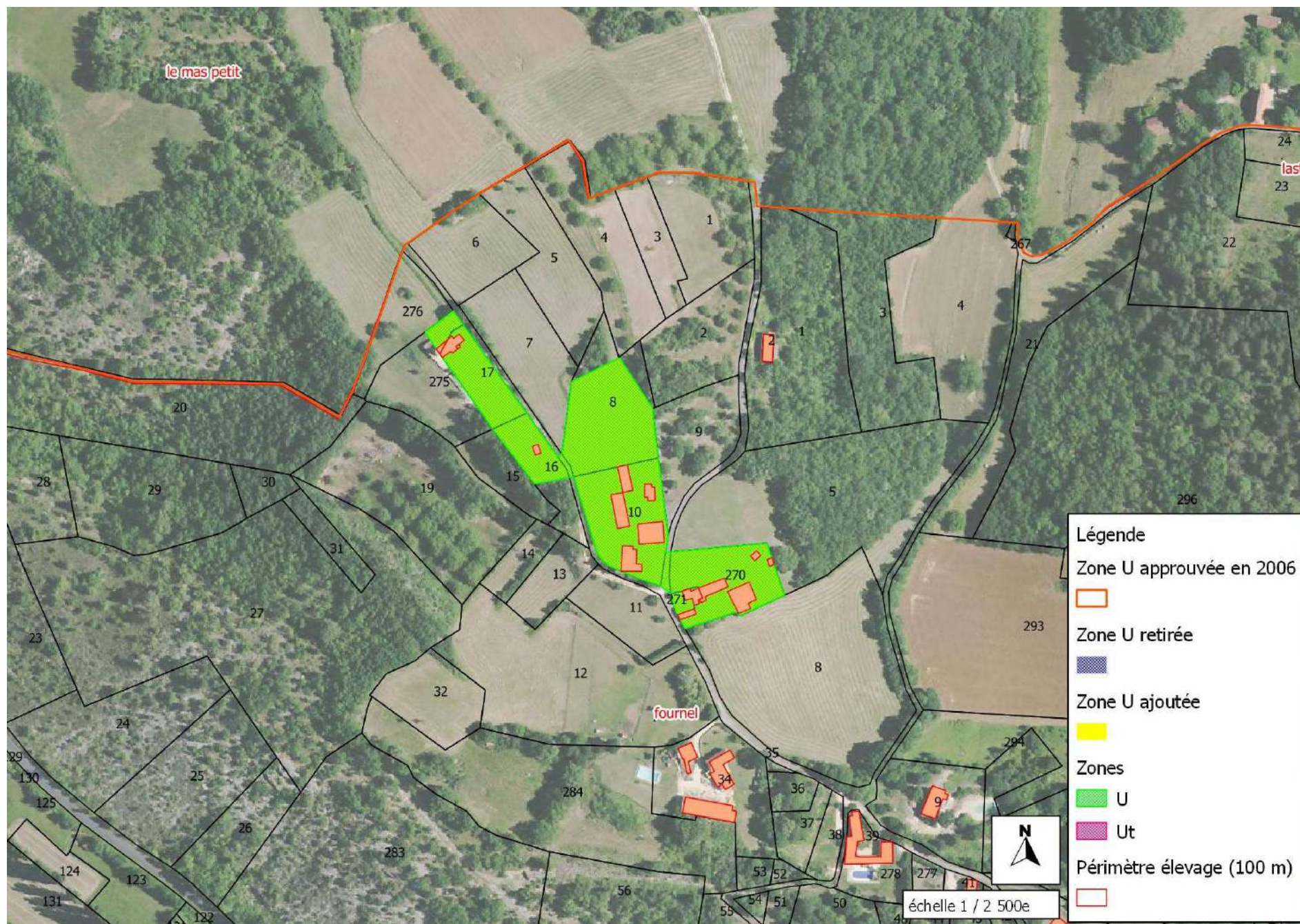
Le Bourg	<p>L'évolution du zonage consiste au retrait en profondeur de certaines parcelles, ainsi qu'au retrait de vastes parcelles au centre bourg . Une partie de la zone retrouve ainsi sa vocation naturelle (3,45 ha) .</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : non <u>Impact sur les finances publiques</u> : non. <u>Enjeux agricoles</u> : impact limité sur des parcelles à faible enjeu agricole. <u>Enjeux forestiers</u> : non. <u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non. <u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p> <hr/>	7,73	3,30
----------	---	------	------



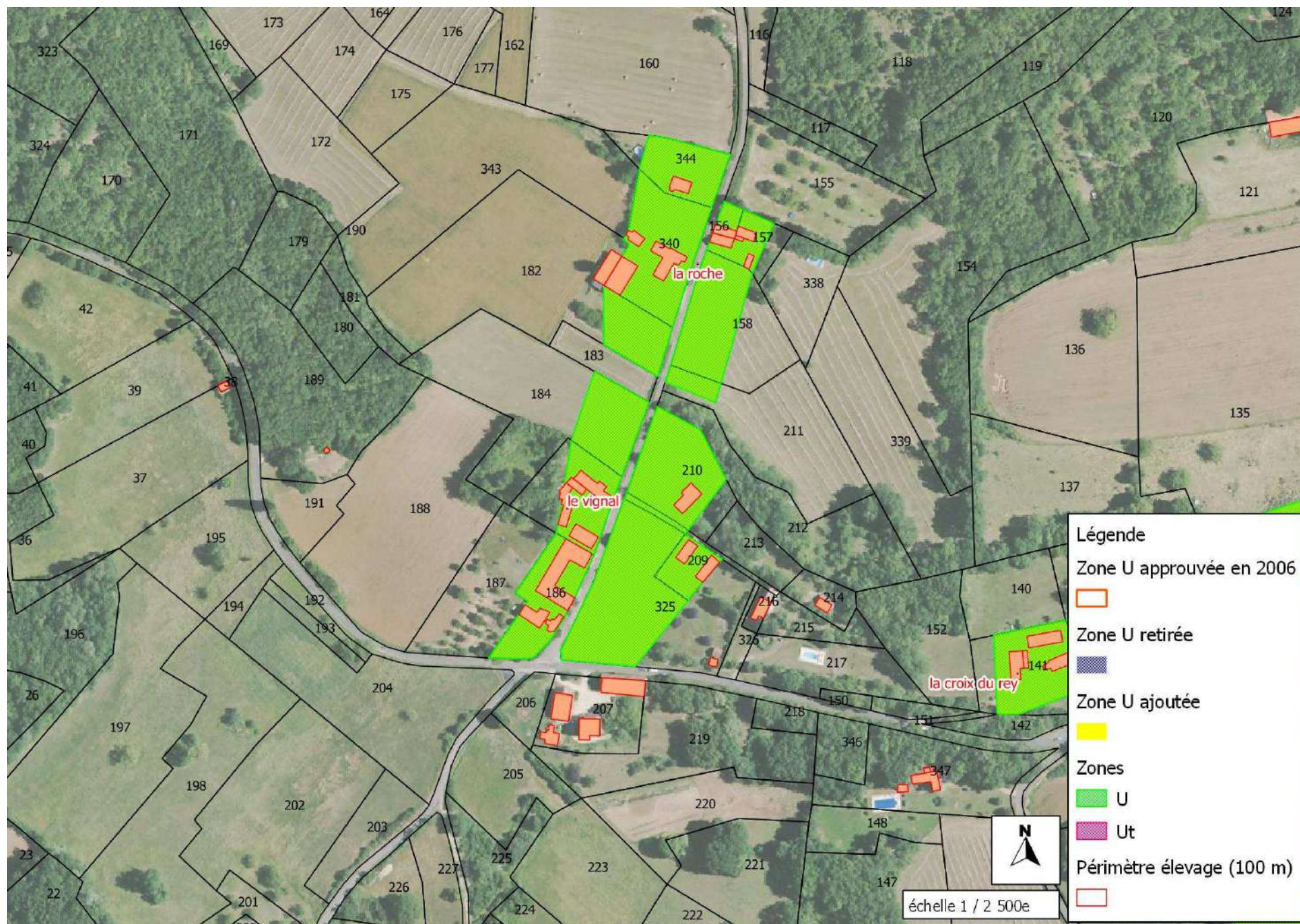
Le Cloup – Pech de la Falière	<p>L'évolution du zonage s'appuie sur la volonté de permettre le développement du hameau tout en réduisant l'emprise sur l'espace forestier .</p> <p>Compte tenu de la présence de Natura 2000, les possibilités de développement de ce secteur sont possibles uniquement du sud-est vers le nord – ouest tout en conservant les ceintures boisées.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Supression de 3,01 ha et ajout de 0,43 ha.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux .</p> <p>L'implantation d'une réserve incendie entre le Fournel et le Cloup serait nécessaire afin de défendre au mieux ces deux secteurs.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : impact limité sur des parcelles non adaptées aux dimensions du matériel agricole d'aujourd'hui.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Les espaces les plus sensibles du point de vue écologique et environnemental ont été préservés en priorité. Il s'agit en particulier des zones Natura 2000, retirées de la zone U. La zone de développement est à l'opposé du secteur Natura 2000.</p> <p>Le bâti ancien et la présence d'une route créent une zone tampon avec le secteur sensible.</p>	1,44	1,17
-------------------------------	--	------	------



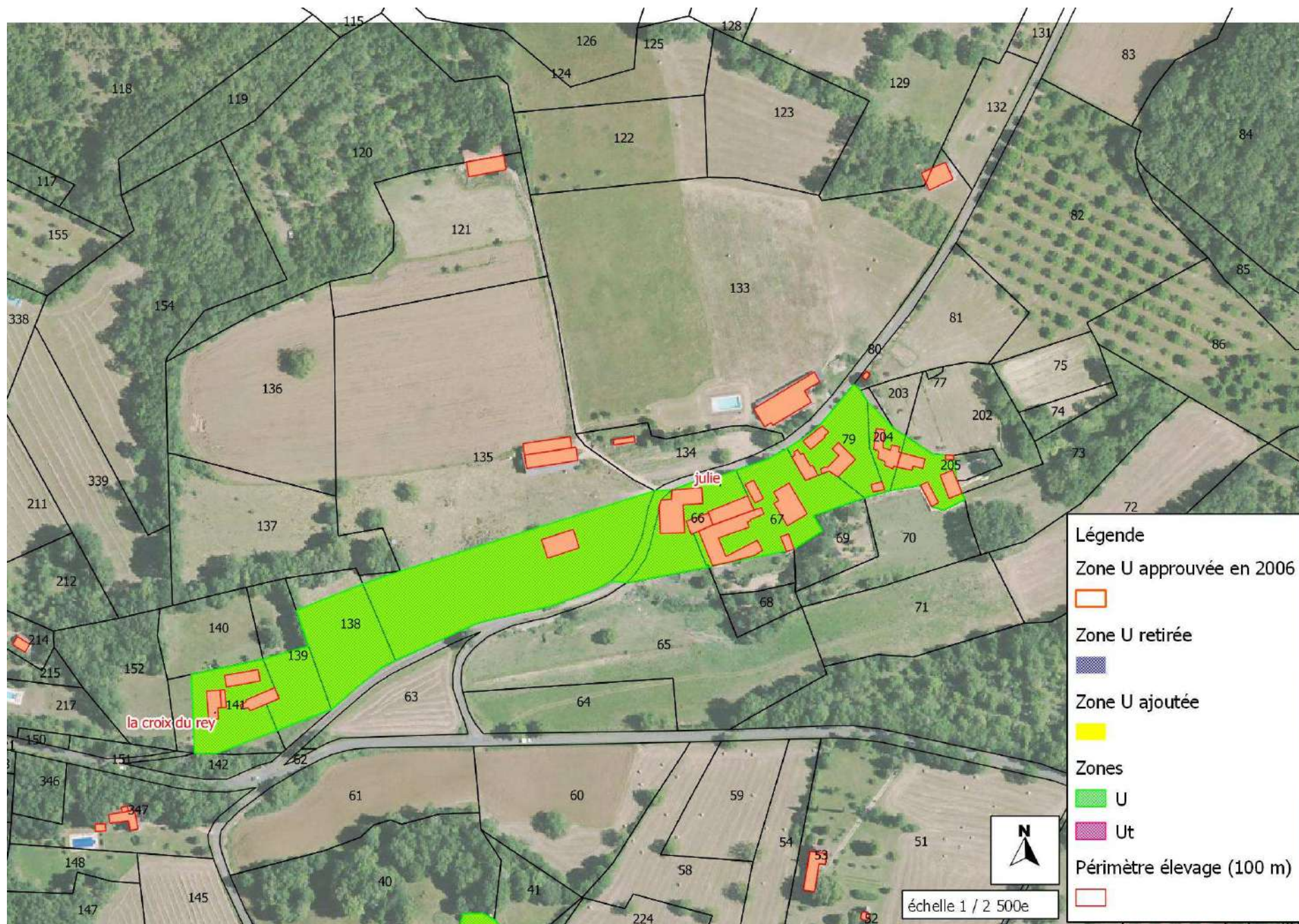
Le Fournel	<p>Création d'une zone U en renforcement du bâti existant.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La zone U se limite aux parties actuellement urbanisées.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant.</p> <p>L'implantation d'une réserve incendie entre le Fournel et le Cloup serait nécessaire afin de défendre au mieux ces deux secteurs.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : Le bâti à venir devra s'intégrer à son environnement.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Le bâti ancien et la présence du chemin ainsi que les haies créent une zone tampon avec le secteur sensible.</p>	1,03	0,26
------------	--	------	------



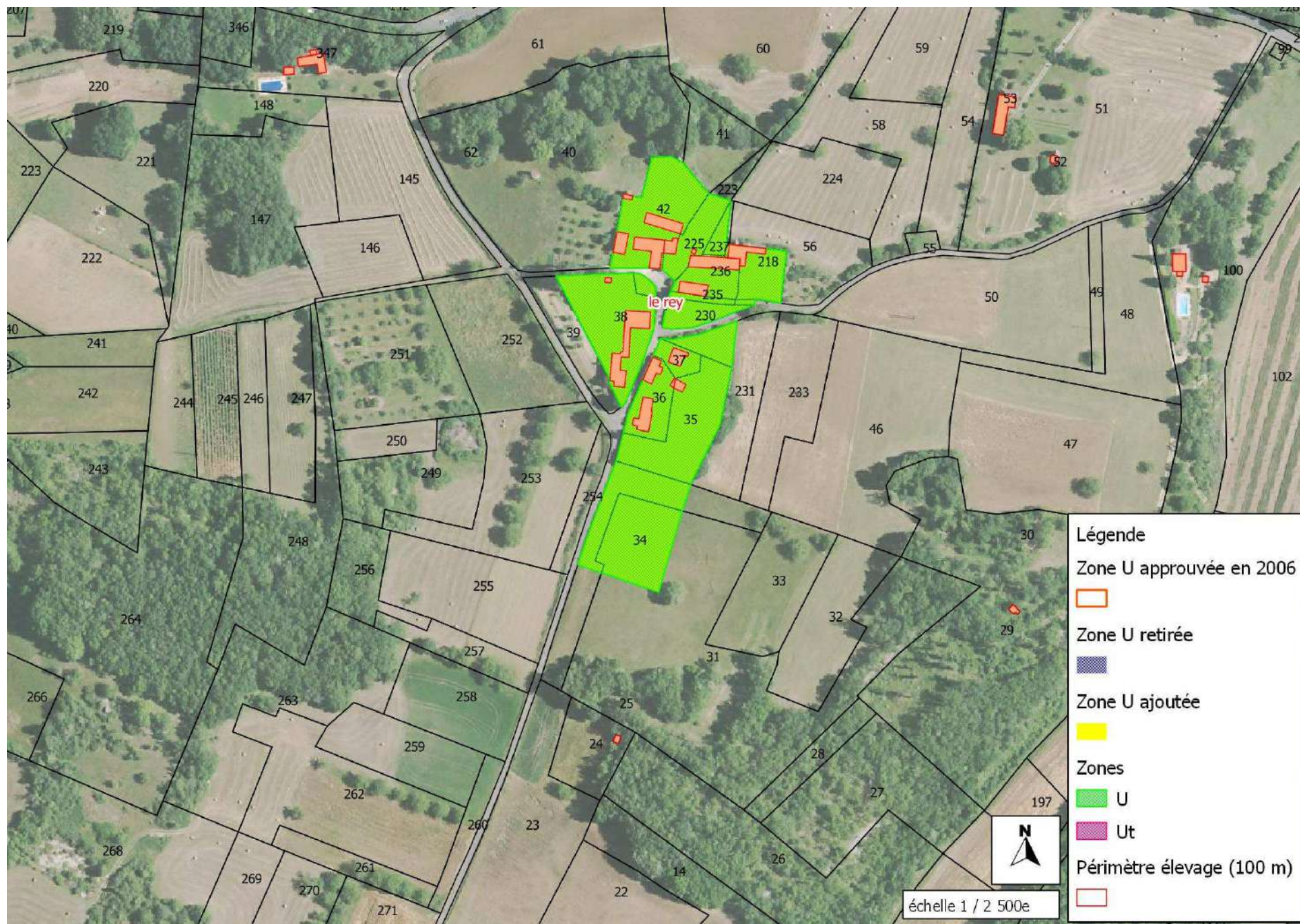
Le Vignal – La Roche	<p>L' objectif de la commune est de renforcer le potentiel de développement des hameaux.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : non.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant.</p> <p>La défense incendie est assurée par la présence d'une bouche au niveau du carrefour.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : impact limité sur des parcelles à faible enjeu agricole. Les accès sont préservés afin de ne pas enclaver les parcelles. Ces parcelles appartiennent à un seul et même propriétaire.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Préservation des zones natura 2000</p>	2,04	0,38
----------------------	---	------	------



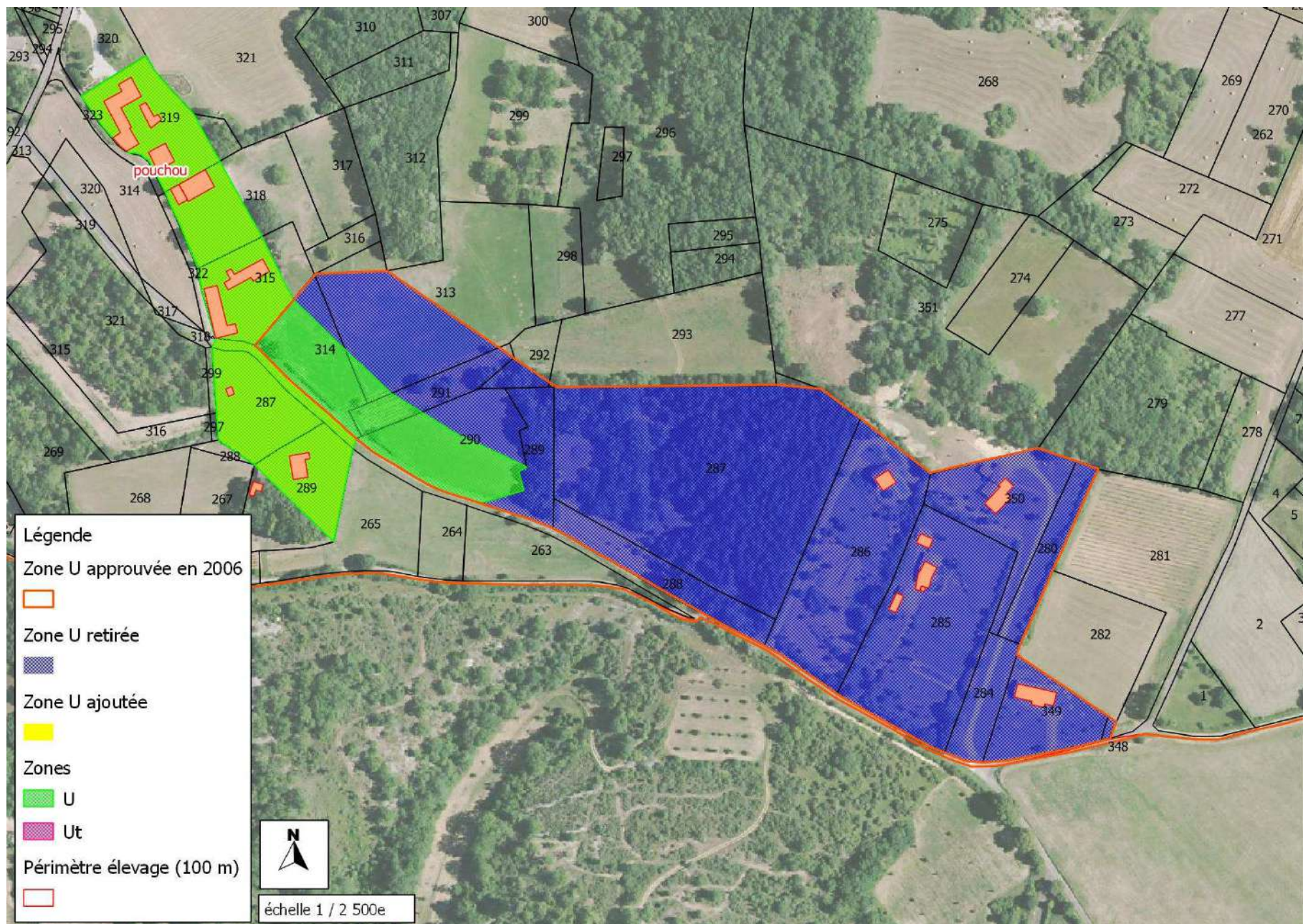
<p>La Croix du Rey – La Julie</p>	<p>Renforcement très limité de ce secteur en remplissage des dents creuses. Le zonage intègre le bâti existant. <u>Consommation d'espace</u> : Non. <u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant. La défense incendie est assurée par la présence d'une bouche au niveau du carrefour près du Vignal. <u>Enjeux agricoles</u> : impact limité sur des parcelles à faible enjeu agricole. Un passage a été prévu non constructible afin d' éviter l'enclavement des parcelles agricoles. <u>Enjeux forestiers</u> : non. <u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non <u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	<p>2,10</p>	<p>0,62</p>
---------------------------------------	--	-------------	-------------



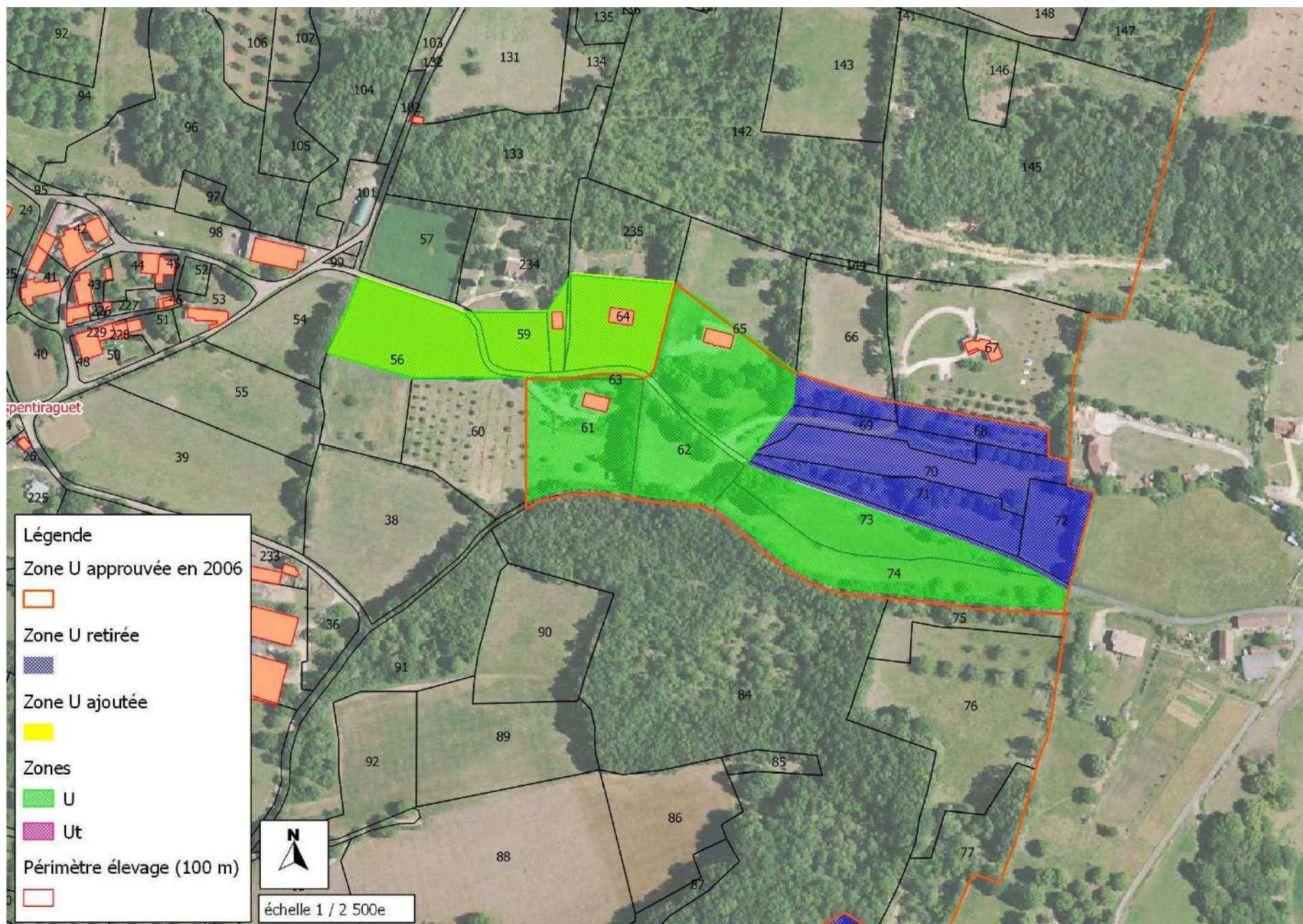
Le Rey	<p>Création d'une zone U en renforcement du bâti existant.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Possibilité pour 2 lots.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant.</p> <p>La défense incendie est assurée par la présence d'une bouche au niveau du carrefour près du Vignal.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Le projet de construction concerne les propriétaires des parcelles 31 et 34. Plus aucune activité agricole</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	1,46	0,30
--------	---	------	------



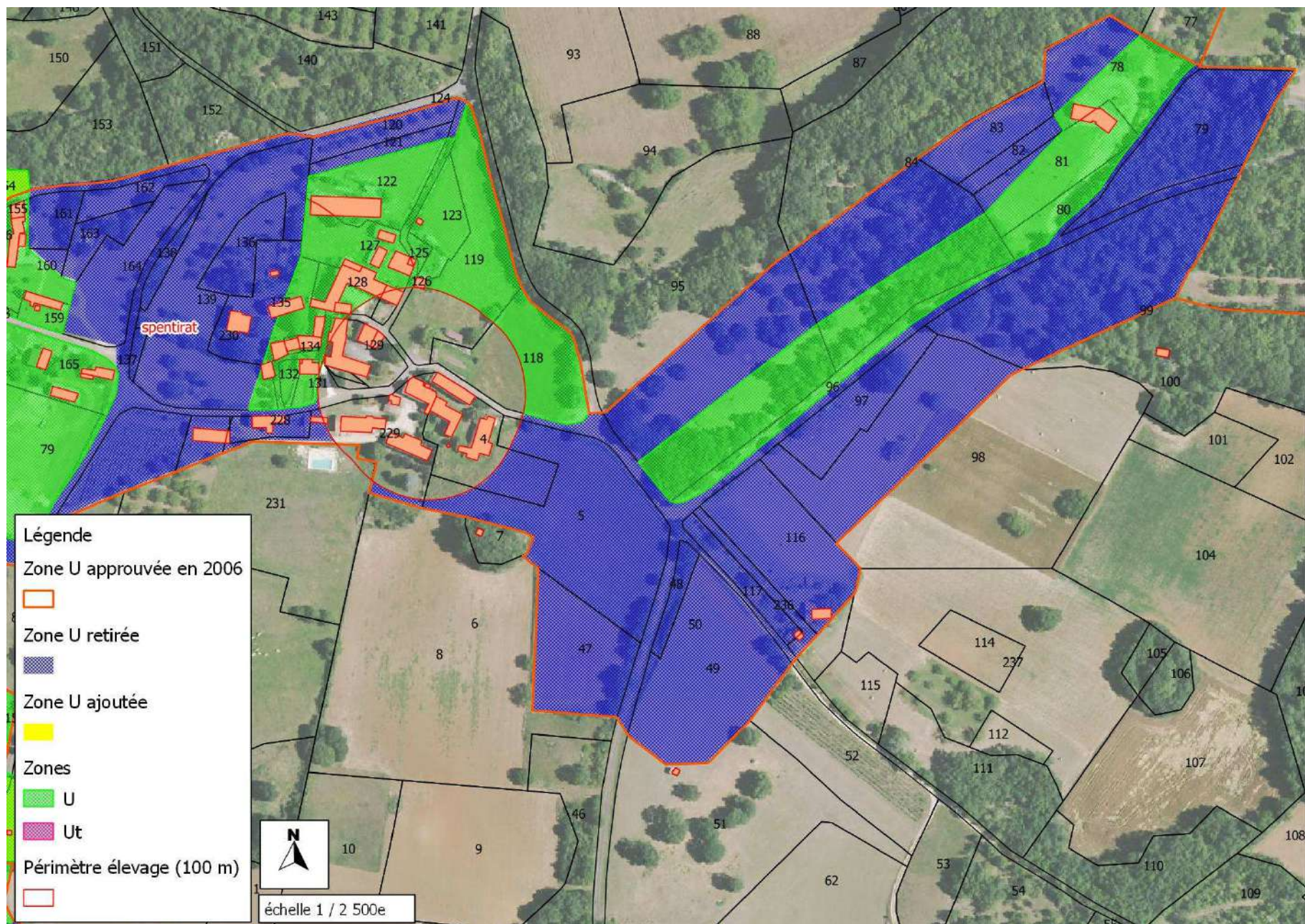
Pouchou	<p>Réduction de 3,15 ha de cette zone U sur des parcelles forestières .</p> <p>Evolution de la zone avec un potentiel pour 2 lots en renforcement du bâti existant.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux en capacité suffisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : impact limité sur des parcelles à faible enjeu agricole.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	1,74	0,55
---------	---	------	------



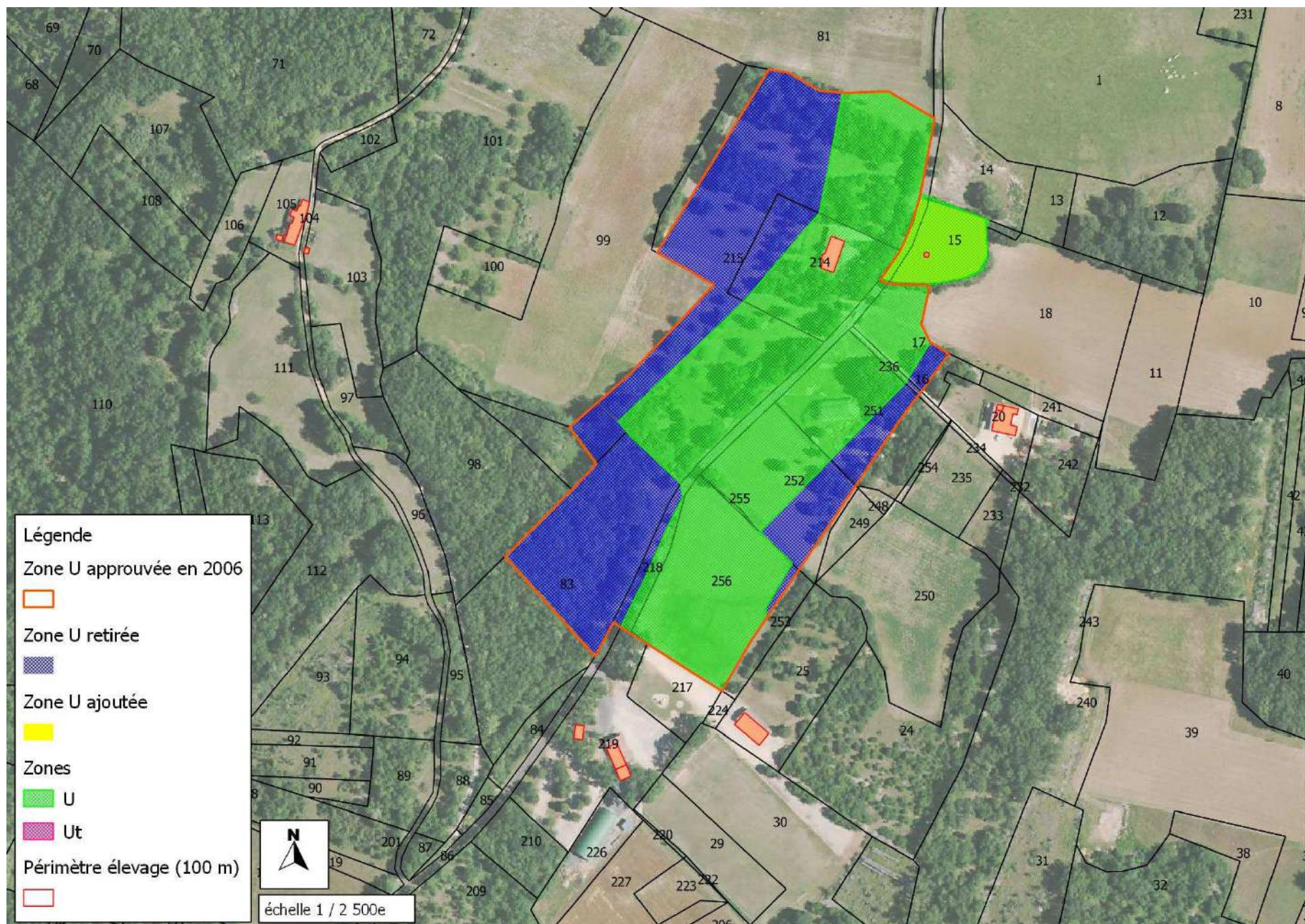
Spentiraguet	<p>Evolution de la zone U avec rajout de 2 lots potentiels le reste se limitant aux parties actuellement urbanisées (0,80 ha).</p> <p>Retrait d' 1,20 ha de surface U.</p> <p>Densification du hameau, Proximité de la défense incendie et continuité de zone U avec la commune de Bouzic .</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : non.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux en capacité suffisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : La parcelle 56 correspond à une friche et n'a plus vocation à redevenir agricole.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non.</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : Préservation des zones natura 2000.</p>	2,70	1,17
--------------	---	------	------



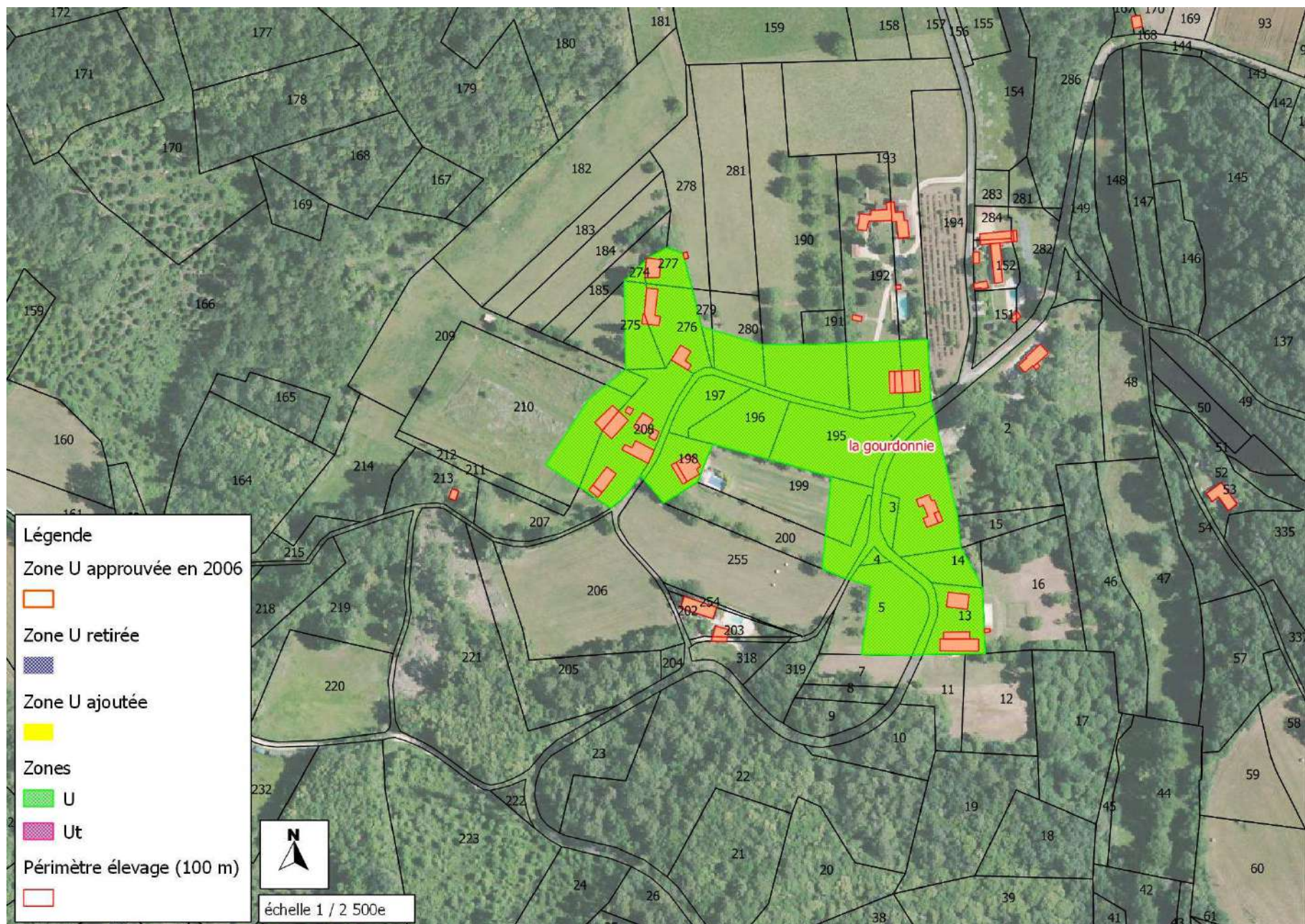
Spentirat	<p>L'évolution de la zone U consiste à une réduction .</p> <p>Retrait de 6,18 ha de zone U.</p> <p>La défense incendie est présente au hameau de spentirat – le Viget.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	2,77	1,34
Le Viget	<p>Evolution mineure de la zone par la suppression de certaines parcelles .</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : La zone U se limite aux parties actuellement urbanisées.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant.</p> <p>La défense incendie est présente au hameau de spentirat – le Viget.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	2,90	0,21
La Sègue	<p>Evolution mineure de la zone .(suppression de 1,89 ha)</p> <p>Secteur en dynamique de développement avec 3 projets de constructions.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Proximité des réseaux et accès satisfaisant.</p> <p>La défense incendie est présente au hameau de spentirat – le Viget.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : Impact limité.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .<u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non</p> <p><u>Enjeux sur les espaces naturels</u> : non</p>	2,91	1,49



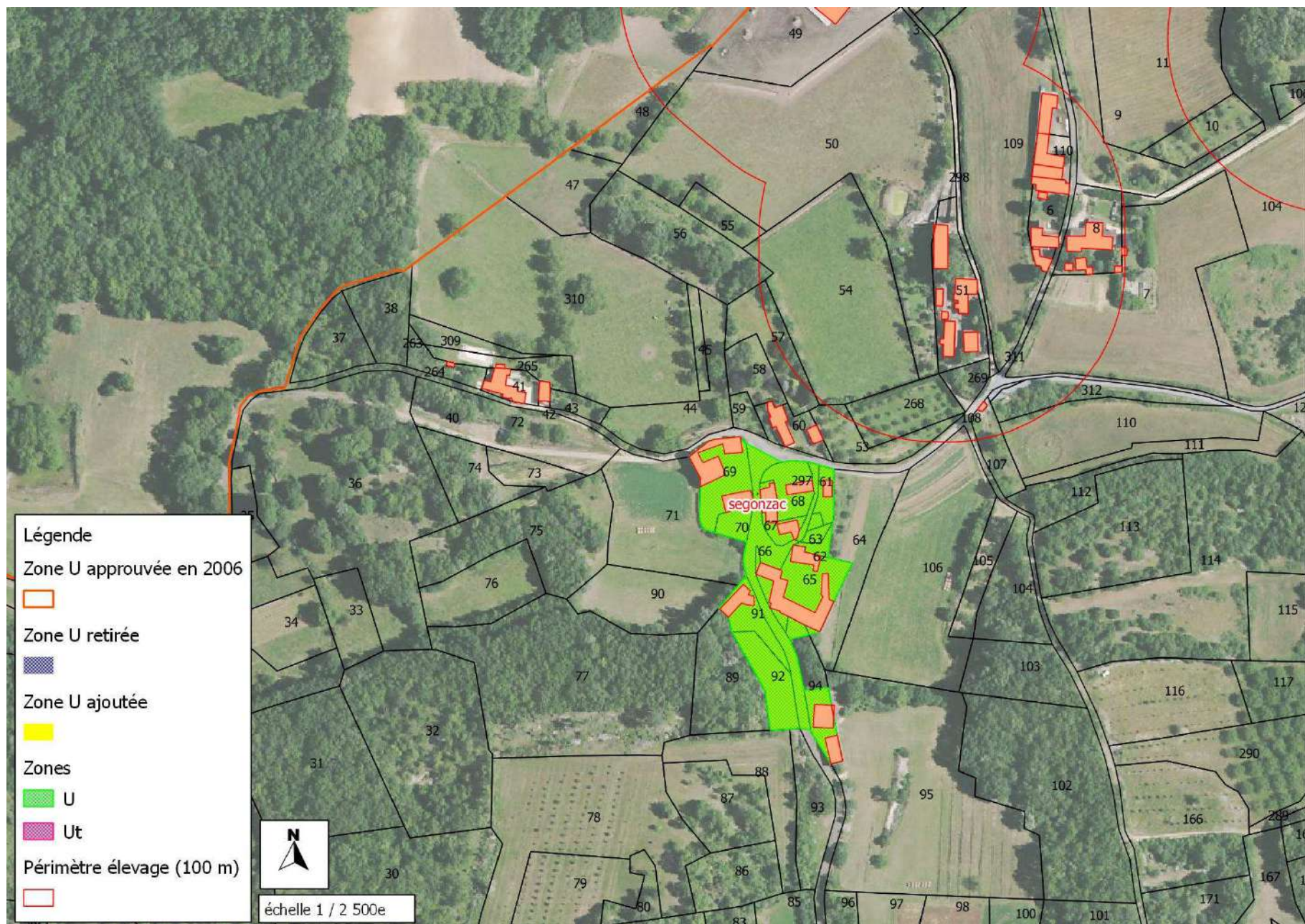




La Gourdonnie	<p>Ouverture de ce secteur afin de favoriser sa densification.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel de 4 à 5 lots.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux en capacité suffisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non.</p>	2,40	0,94
---------------	---	------	------



Segonzac	<p>Ouverture de ce secteur afin de favoriser sa densification.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel de 1 lot.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux en capacité suffisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non.</p>	0,87	0,09
----------	--	------	------



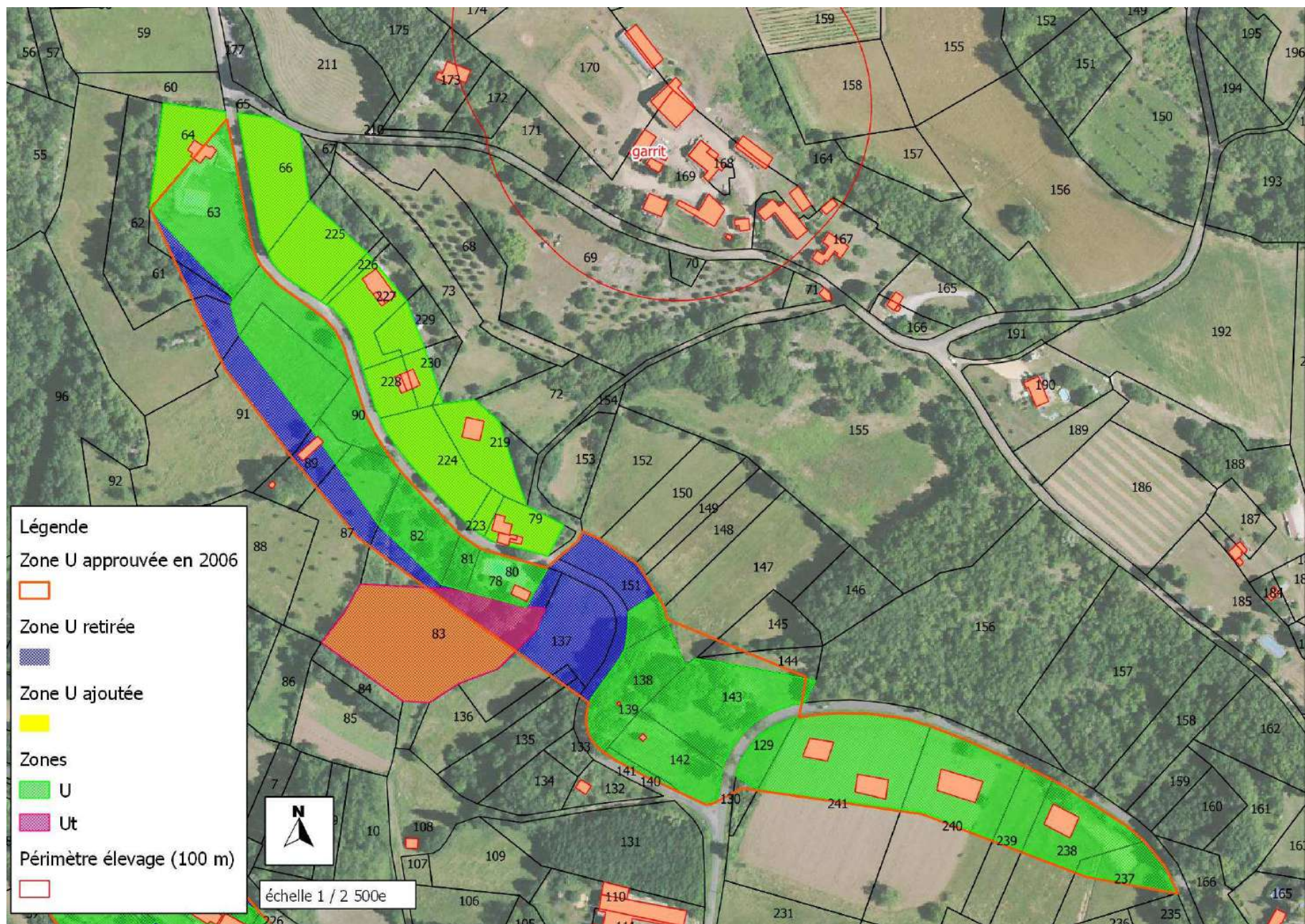
TOTAL	Zone U 44,52 ha	Zone à urbaniser 18,48 ha
-------	---------------------------	-------------------------------------

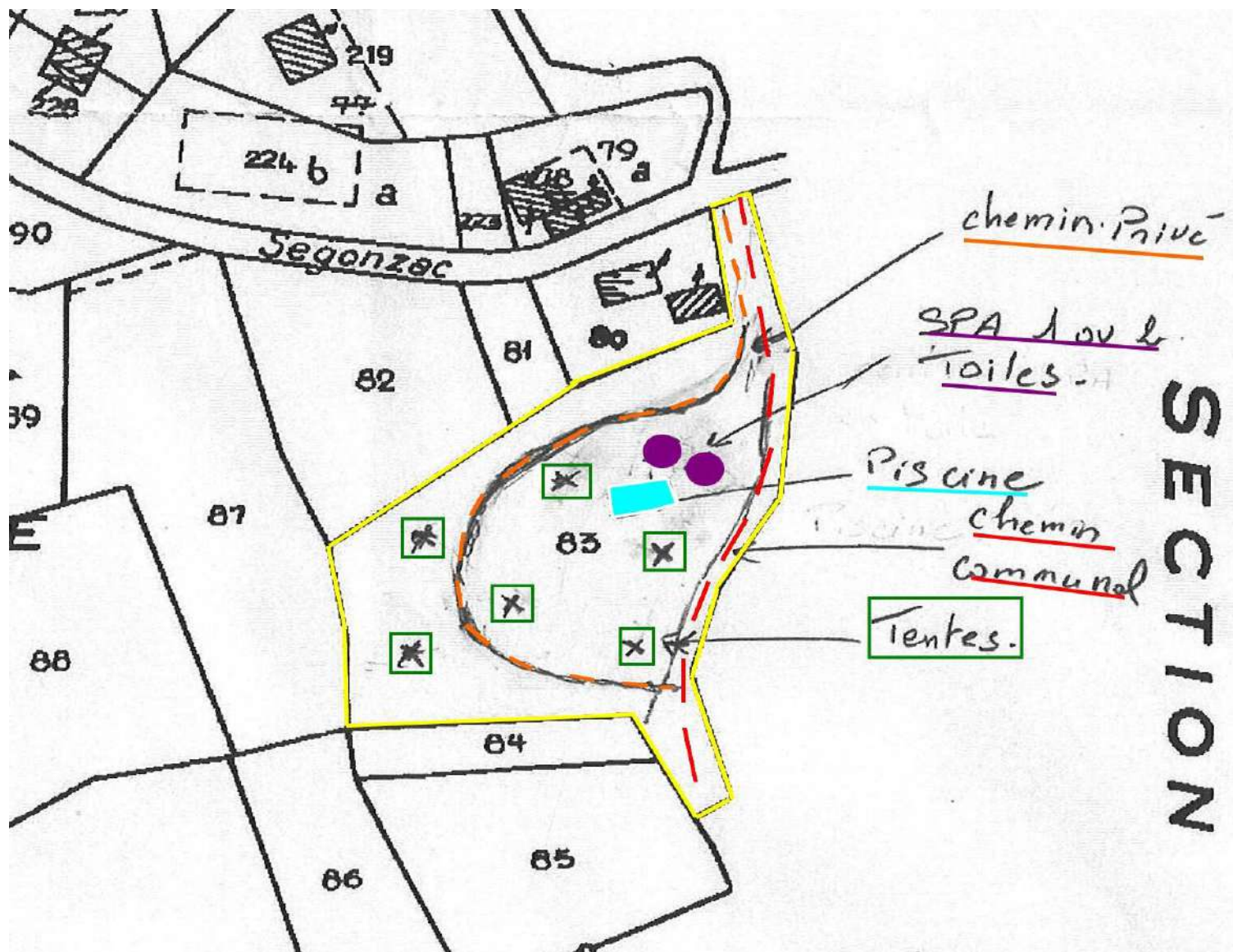
La surface ouverte à l'urbanisation est de **18,48 ha**. Cette surface est cohérente avec les objectifs de développement communaux et la surface calculée.

1.4. Le développement économique et touristique

ZONE Ut = A vocation touristique.

Camping le Bas Marronnet	<p>Création d'une zone Ut afin de permettre la création d'un camping de luxe sur la parcelle n°83.</p> <p>La composition du camping se fera de façon à ce que les tentes soient au sud de la zone, le Nord plus pentu, sera réservé à des parcours.</p> <p>La circulation sera en sens unique, avec un accès par le sud de la zone.</p> <p><u>Consommation d'espace</u> : Potentiel de 5 à 6 lodges en toile.</p> <p><u>Impact sur les finances publiques</u> : Réseaux en capacité suffisante.</p> <p><u>Enjeux agricoles</u> : non.</p> <p><u>Enjeux forestiers</u> : non .</p> <p><u>Enjeux architecturaux et paysagers</u> : non.</p>	0,55	0,55
--------------------------	---	------	------







Glamping



Camping de Luxe

Porteurs du Projet

- **M. Gil Legrand**
 - 30 ans d'expériences dans le commerce agricole
 - ancien **cadre commercial**
 - en charge de 5 sites
- **MLLE Sun Shaoze**
 - **Master (bac+5)**, Management International du Tourisme, Marseille II Aix-en-Provence
 - Maîtrise (bac+4), **Gestion des Activités Touristiques et Hôtelières**, Paris I Panthéon-Sorbonne

Glamping

= glamour + camping et bien plus encore

Au delà de l'association de 2 mots : la première syllabe du mot Glamour et la seconde du mot Camping, le glamping est une nouvelle tendance du tourisme de plein air qui allie luxe et nature, confort et respect de l'environnement, et joue la carte de l'atypique en proposant des hébergements « alternatifs » et originaux.

Camping de LUXE - Lodge en toile



- La tente safari ou Tipi mi-bois mi-bâche, vous offre un séjour au contact direct avec la nature avec tout le confort que vous souhaitez.
- Douglas ou Mélèze - certification PEFC
- Bâches ignifugées déclinables en plusieurs coloris


Camping de LUXE - Lodge en toile

- Implantation : sur plots de bois Douglas
- Equipements complets : sanitaire, sdb, cuisine
- plusieurs modèles : de 25 à 45 m² plus terrasse




Camping de LUXE - Piscine paysagée

- adapter pour 20 personnes
- forme libre avec bassin plage
- coin détente à bulles
- paysagée : cascade, jardin exotique, terrasse bois
- sécurisés, chauffée



Camping de LUXE - Centre de Bien-Être

- 1 ou 2 structures sont dédiés pour un centre de bien-être
- y compris : sauna, hammam, jacuzzi
- prestations : massages traditionnels asiatiques, réflexologie, manucure et pédicure, épilation...





Concept

- ouverture : mi-avril à fin-octobre (adaptable au climat)
- emplacements agréables : spacieux et fleuris
- concept de package tout compris : séjour, accès au centre illimité, une heure de massage
- morte saison: possibilité de location de nuité ou de week-end
- ouvert aux événements potentiels
- par la suite, possibilité d'agrandissement et de prestations supplémentaires

Petite étude de marché

- En dordogne les tentes tout confort commencent à arriver.
- **Exemple** : Le Domaine résidentiel de Bazange à Monfaucon
- Ouverture de 2 lodges en avril 2012, complets et pris d'assaut jusqu'à fin août
- Tentes gamme moyenne sans sanitaire privé
- Déjà des réservations en 2013

1.5. Les nouvelles capacités d'accueil

Description du zonage modifié par la révision:

Campagnac les Quercy :						
Lieux-dit		Zone U (ha) zonage 2006	Surface constructible (ha) zonage 2006	Surface consommée depuis 2006	Zone U (ha)	Surface constructible (ha)
Le Bourg		12,00	7,00	0,25	7,73	3,30
Champ de Case – Le Pesquié		4,00	3,20	0,50	4,10	1,75
Le Cloup – Pech de la Fallière		4,40	4,00	0,25	1,44	1,17
Spentiras – La sègue	Spentirat	21,00	9,20	0,00	2,77	1,34
	Le Viget			0,89	2,90	0,21
	La Sègue			1,35	2,91	1,49
Spentiraguet		3,16	3,10	0,52	2,70	1,17
Brette		1,41	1,00	0,00	1,20	0,70
Pouchou		5,62	3,70	0,00	1,74	0,55
Pommier – La Roque		2,90	2,58	0,30	2,90	2,28
La Veyssière		4,80	3,30	0,80	3,23	1,25
Entre la Sègue et le Garrit		0,00	0,00	0,00	1,00	0,68
Le vignal – La Roche		0,00	0,00	0,00	2,04	0,38
La croix du Rey – La Julie		0,00	0,00	0,00	2,10	0,62
Le Rey		0,00	0,00	0,00	1,46	0,30
Le Fournel		0,00	0,00	0,00	1,03	0,26
La Gourdonnie		0,00	0,00	0,00	2,40	0,94
Segonzac		0,00	0,00	0,00	0,87	0,09
TOTAL		59,29	37,08	4,86	44,52	18,48
Champs de Case (Ut)		0,00	0,00	0,00	0,55	0,55

La nouvelle surface ouverte à l'urbanisation est inférieure au zonage validé en 2006.

Diminution de près de 14 ha de la zone constructible. Ces surfaces ont retrouvé leur vocation naturelle et agricole.

2. IMPACTS DU PROJET DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT

Cette partie présente les incidences notables et prévisibles de la mise en oeuvre de la carte communale sur l'environnement et leurs conséquences sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement.

Un éclairage particulier sera porté sur les secteurs ouverts à l'urbanisation dans des zones potentiellement sensibles ou à leur proximité.

2.1 Les impacts : aspect général

L'impact de l'urbanisation sera de deux ordres :

- D'une part, la possible pollution des eaux de surface et des eaux souterraines.
- D'autre part, la consommation d'espace.

2.1.1. Pollution des eaux de surfaces et souterraines

La construction de maisons d'habitation, à la suite de l'ouverture à l'urbanisation, a pour conséquence la production d'eaux usées domestiques (eaux-vannes et ménagères).

Ces eaux, si elles sont rejetées sans précautions dans le milieu naturel, peuvent causer une pollution des eaux de surface et souterraines.

En outre, l'ouverture à l'urbanisation entraîne l'accroissement des zones imperméabilisées et, par voie de conséquence, des eaux de ruissellement. Cet impact est également à prendre en compte.

Les eaux de surface éventuellement polluées aboutiront au cours d'eau principal drainant la commune, à savoir le Céou.

Des mesures adaptées seront mise en place afin de réduire le flux polluant pouvant aboutir au Céou. Elles sont présentées en détail plus avant (2.2.3. Les mesures).

Elles permettront ainsi d'éviter une dégradation notable des eaux du cours d'eau.

2.1.2. Consommation d'espace

La consommation d'espace, appelée aussi « *effet d'emprise* », sera limitée puisqu'elle concerne 19,03 ha, se répartissant en 18,48 (zone U) et 0,55 ha (zone Ut).

Comparés au 1967 ha du territoire communal, les 31,84 ha ouverts à l'urbanisation apparaissent modestes (0,96 %).

La consommation d'espace se traduira essentiellement par la destruction de prairies artificielles et de friches. Ces habitats possèdent une faible valeur patrimoniale.

Cela se traduira également pour la faune par la perte de sites de nidification, de nourrissage et d'abri. Cette faune s'avère cependant globalement banale et relativement peu développée sur ces milieux.

Il faut noter que les habitats de fort intérêt écologique comme les zones humides, et la majeure partie des pelouses calcicoles et des boisements ne seront pas touchés.

Le rôle de réservoir biologique des boisements ne sera également pas remis en cause par la consommation de 4,12 ha de boisements. D'un point de vue fonctionnel, la continuité des boisements sera préservée.

En conclusion, l'impact négatif de la consommation d'espace peut être qualifié d'assez faible. Rappelons que le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » ne subira quant à lui aucun effet d'emprise.

2.2 Les zones d'urbanisation

Les principales modifications de terrains constructibles sont :

2.2.1. Le bourg

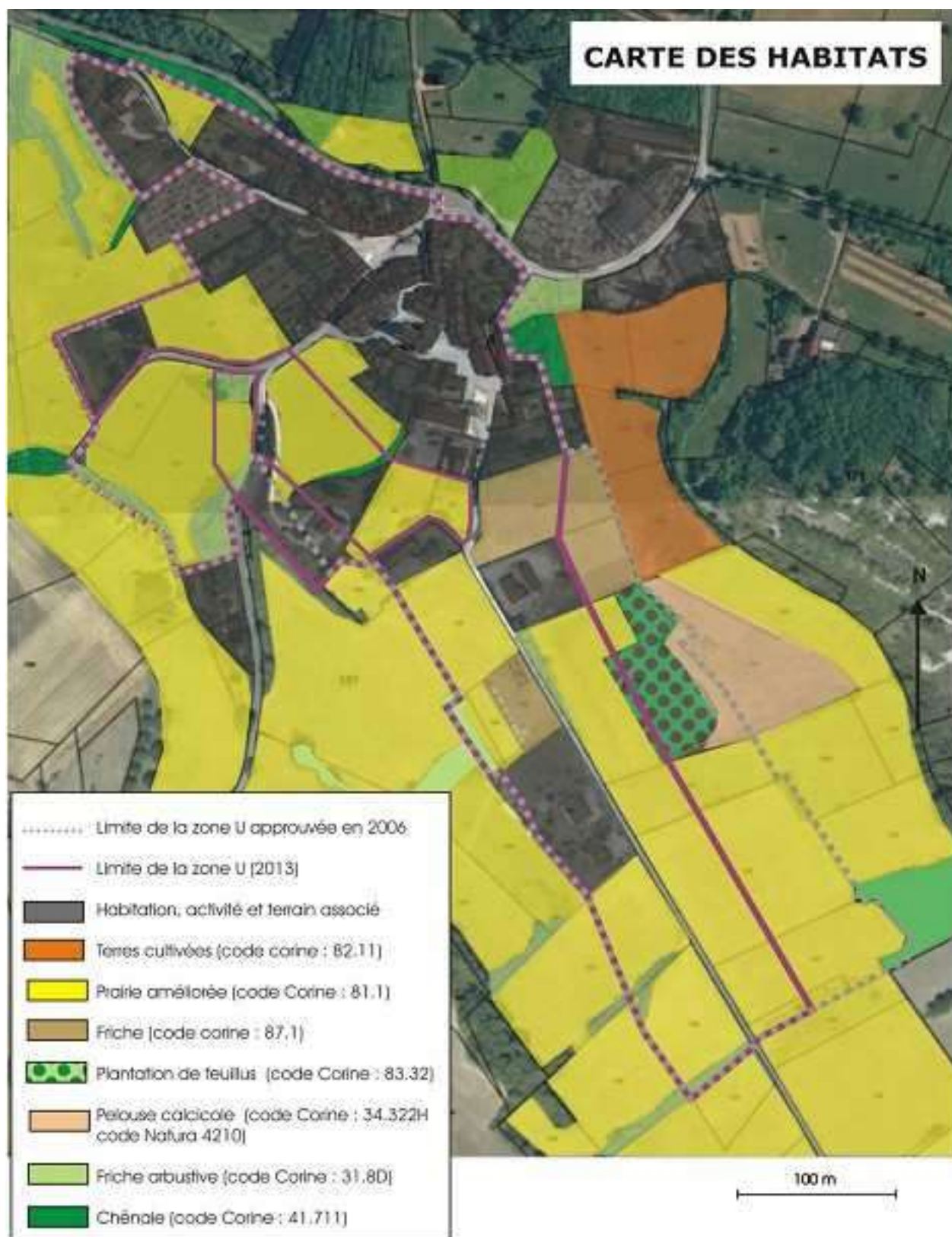
L'évolution du zonage consiste essentiellement au retrait en profondeur des parcelles au Sud-Est de la zone, ainsi qu'au retrait de vastes parcelles au cœur du bourg.

Une partie de la zone (3,45 ha) retrouve ainsi sa vocation agricole et naturelle. En particulier 0,1 ha de pelouse calcicole seront ainsi préservés.

Les terrains à ouvrir à l'urbanisation (3,30 ha) sont surtout couverts par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) une friche (Terrains en friche; code Corine Biotopes : 87.1) et quelques haies et friches arbustives (Broussailles forestières décidues; code Corine Biotopes : 31.8D).

Ces trois habitats possèdent une faible valeur patrimoniale. Ce ne sont ni des zones humides, ni des habitats d'intérêt communautaire. Le tableau ci-dessous présente les surfaces qui seront consommées :

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Prairie améliorée	Faible	Non	Non	2,27
Friche	Faible	Non	Non	0,60
Friche arbustive	Faible	Non	Non	0,43

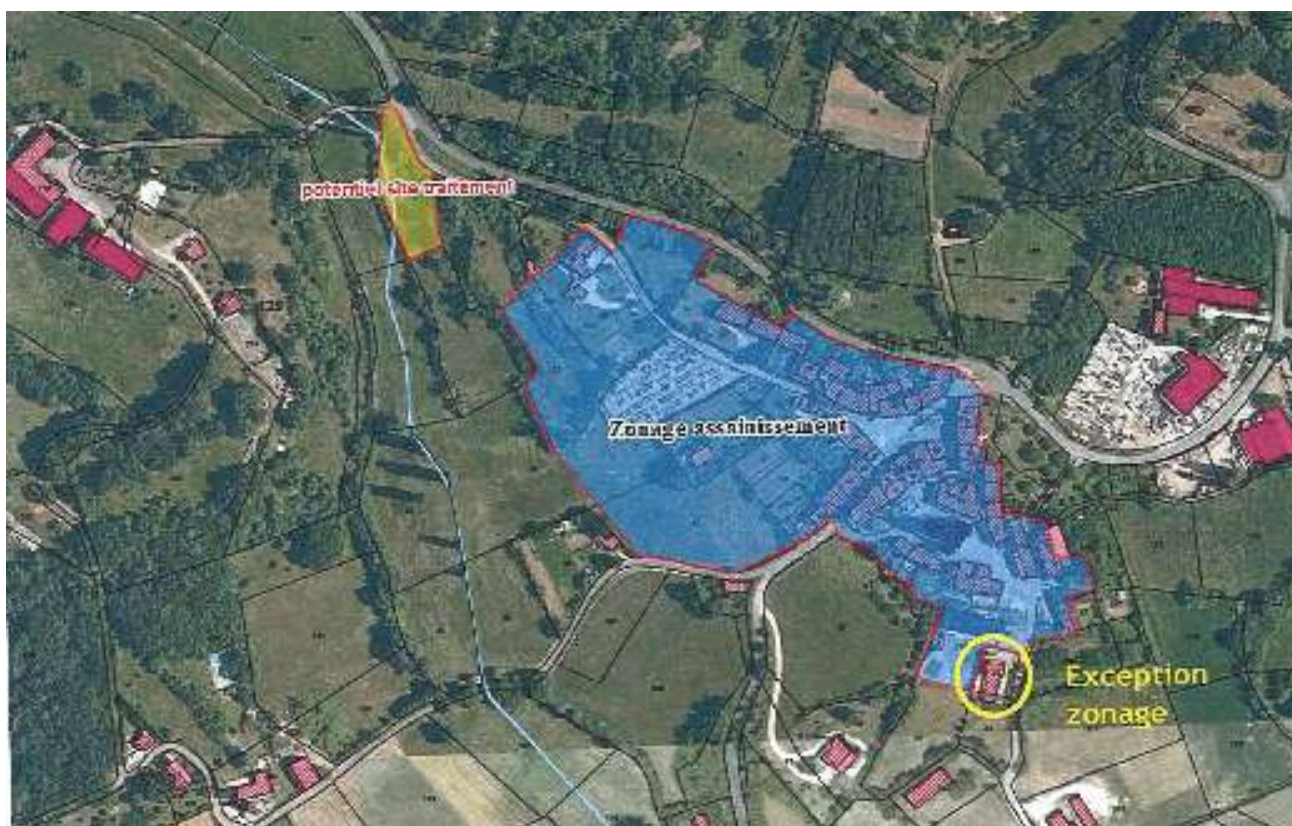


L'impact de la consommation d'espace :

- L'évolution du zonage aura un impact positif puisque une partie des terrains au Sud-Est de la zone (3,45 ha) retrouvera sa vocation agricole et naturelle et en particulier 0,1 ha de pelouse calcicole, habitat de forte valeur patrimoniale seront ainsi préservés.
- Le maintien des terrains à ouvrir à l'urbanisation concerne des habitats de faible valeur patrimoniale (surtout des prairies améliorées), mais sur une surface conséquente (3,30 ha). On peut estimer que l'impact négatif sera moyen.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la totalité de la commune est en assainissement individuel. Cependant, fait l'objet actuellement de travaux pour la mise en place de l'assainissement collectif.

Sur les 16 lots possibles sur la zone du bourg, 8 lots se trouvent dans le zonage d'assainissement.



Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

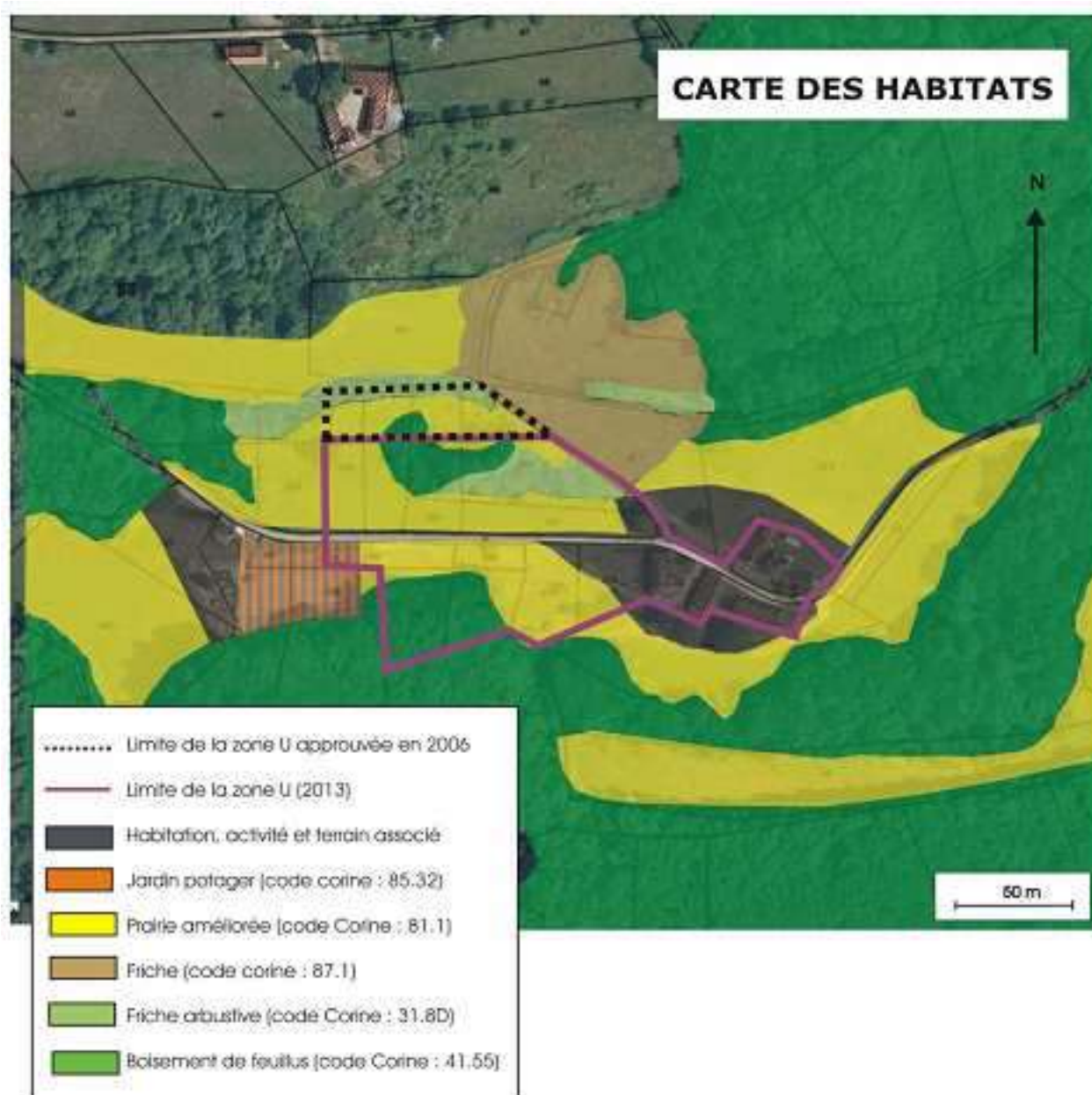
La zone se situe juste en amont du tributaire Nord de la Lousse. En outre, une source captée (pour abreuver le bétail) se trouve à une centaine de mètres en aval dans la vallée.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 700 m au Nord de la zone. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.2 Brette

L'évolution du zonage consiste au retrait de 0,15 ha sur la partie haute du secteur.

La zone à ouvrir à l'urbanisation est occupée surtout par une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1). Une petite surface de friche arbus-tive (Broussailles forestières décidues; code Corine Biotopes : 31.8D) et deux surfaces de boisement de feuillus (Chênaies aquitano-ligériennes sur sols acides ou lessivés ; code Corine Biotopes 41.55) sont également concernées. Ces trois habitats possèdent une faible valeur patrimoniale.



En ce qui concerne la chênaie, même si elle possède intrinsèquement une faible valeur patrimoniale, la surface Sud (la surface Nord constitue un noyau isolé) participe à l'effet de massif et est considérée comme réservoir biologique de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes. Cela lui confère une valeur assez forte.

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Prairie améliorée	Faible	Non	Non	0,45
Friche arbustive	Faible	Non	Non	0,06
Chênaie (Nord)	Faible	Non	Non	0,09
Chênaie (Sud)	Assez forte	Non	Non	0,10

L'impact de la consommation d'espace :

L'évolution du zonage aura un impact positif puisque l'extrémité Nord des terrains de la zone (0,15 ha) retrouvera sa vocation agricole et naturelle.

Le maintien des terrains à ouvrir à l'urbanisation concerne essentiellement des habitats à faible valeur patrimoniale sur une faible surface (0,60). Seule une petite surface de chênaie d'assez forte valeur fonctionnelle sera également consommée (0,10 ha).

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas et ne fera partie du zonage d'assainissement collectif en projet. Les futures habitations (3 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 2,8 km au Nord de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.3 Champs de Case le Pesquié

L'évolution du zonage sur la partie haute permet des possibilités de constructions en intégrant le bâti existant.

Le retrait de 0,40 ha de surface constructible permet d'éviter que la zone U du Champ de la Case et celle de Pesquié ne soient en continuité.

La zone à ouvrir à l'urbanisation est surtout occupée par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) une friche arbustive (Broussailles forestières décidues; code Corine Biotopes : 31.8D) et des boisements morcelés (Bois occidentaux de *Quercus pubescens* ; code Corine Biotopes : 41.711).

Ces habitats possèdent une faible valeur patrimoniale.

Nota : le caractère morcelé de la chênaie fait que l'aspect fonctionnel n'amplifie pas sa valeur intrinsèquement faible.

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Prairie améliorée	Faible	Non	Non	0,60
Friche arbustive	Faible	Non	Non	0,11
Chênaie	Faible	Non	Non	0,46

L'impact de la consommation d'espace :

- L'évolution du zonage aura un impact positif puisque 0,40 ha de prairie retrouveront leur vocation agricole et naturelle. L'impact positif sera avant tout fonctionnel puisqu'il empêche la jonction de la zone U de Champ de la Case et de celle de Pesquié, ce qui aurait entraîné une coupure des espaces agricoles et naturels du secteur.

Le maintien des terrains à ouvrir à l'urbanisation concerne des habitats à faible valeur patrimoniale, mais sur une surface de 1,17 ha. On peut estimer que l'impact sera assez faible.

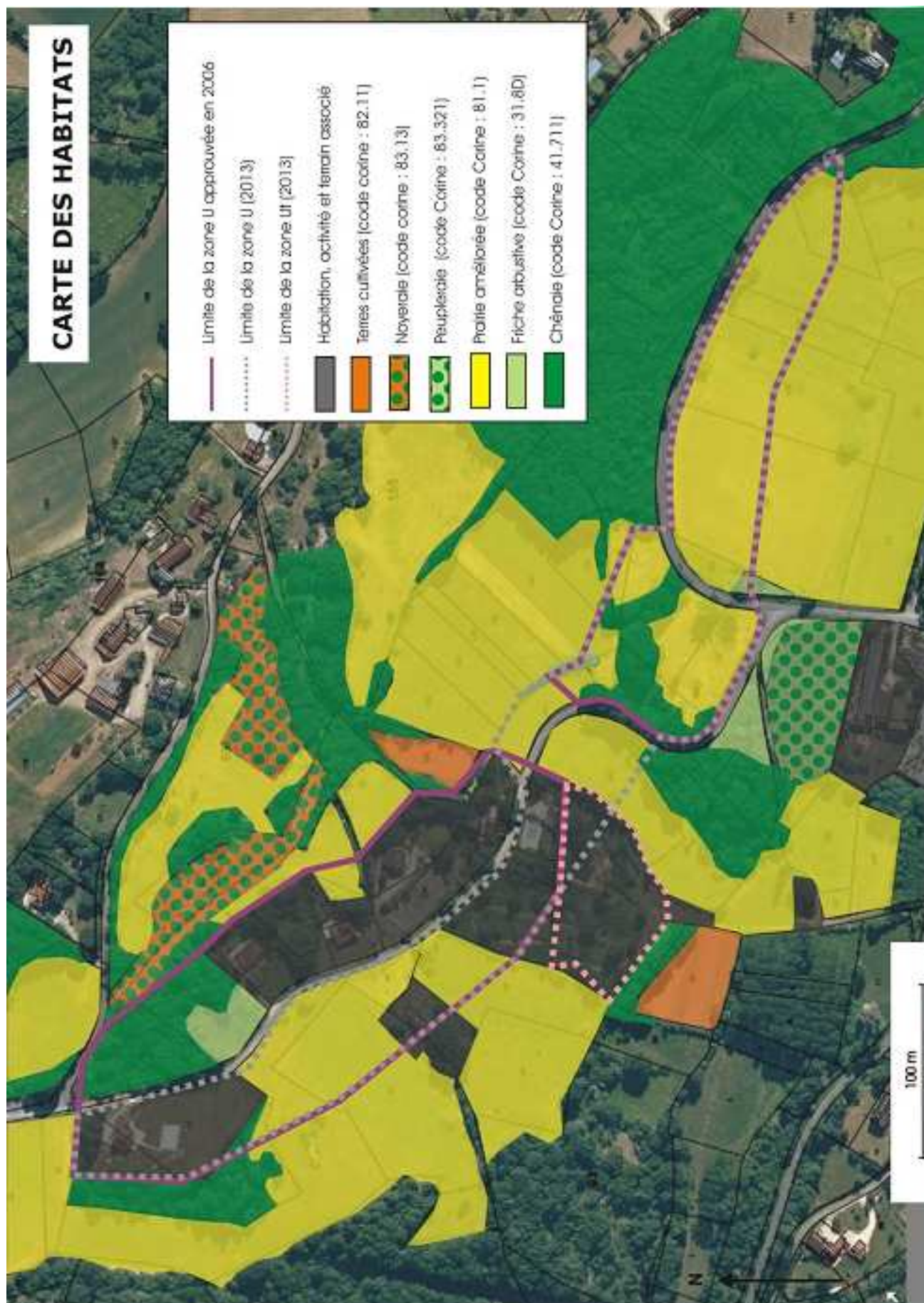
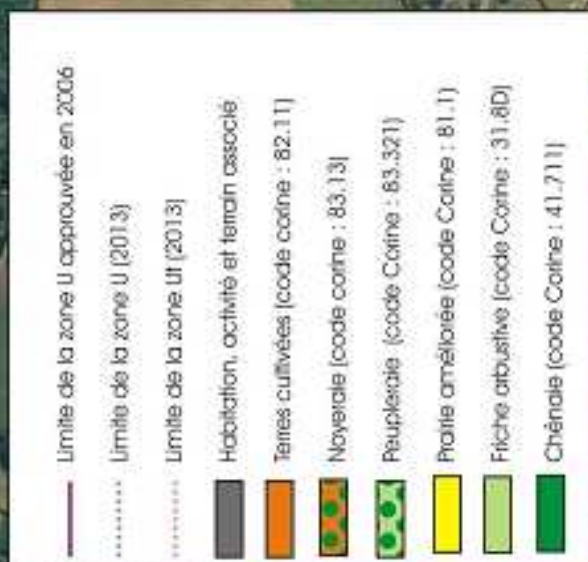
Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas et ne fera partie du zonage d'assainissement collectif en projet. Les futures habitations devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines et superficielles.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 400 m à l'Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

CARTE DES HABITATS



2.2.4 Entre Garrit et la Sègue

Cette zone U créée dans un secteur entre le bourg et la zone de loisirs n'existait pas dans la carte communale de 2006.

La zone à ouvrir à l'urbanisation est occupée par une maison d'habitation et son terrain associé et surtout par une mosaïque de chênaie pubescente (Bois occidentaux de *Quercus pubescens* ; code Corine Biotopes : 41.711) et de pelouse calcicole.

Les pelouses calcicole présentent généralement la composition habituelle du *mésobromion* (Mesobromion aquitain; code Corine Biotopes : 34.322H). Localement, sur sol squelettique, une végétation plus diffuse s'est développée. Elle est à rapprocher du *xérobromion* (Xérobromion aquitain; code Corine Biotopes :

Les pelouses de type *mésobromion*, comme celles du *xérobromion*, présentent une forte valeur patrimoniale et se raréfient dans l'ensemble de l'Union Européenne. A ce titre, elles font partie des habitats d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Habitats » sous l'intitulé : **Pelouses sèches semi naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire ; code Natura : 6210.**

Un petit secteur au Sud est couvert par une lande à Genévrier (Landes à Genévrier; code Corine Biotopes : 31.882). Cet habitat possède une forte valeur patrimoniale et fait partie des habitats d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Habitats » sous l'intitulé : **Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaire ; code Natura : 5130.**

L'impact de la consommation d'espace, sera fort au niveau écologique. En effet, les 0,68 ha pouvant être urbanisés se répartissent en :

- 0,19 ha de pelouse calcicole ;
- 0,02 de lande à Genévrier ;
- 0,66 ha de chênaie pubescente.

La pelouse calcicole et la lande à Genévrier possèdent une forte valeur patrimoniale et constituent un habitat d'intérêt communautaire.

Notons que même si la chênaie est un habitat à faible valeur patrimoniale, elle participe à l'effet de massif et est considérée comme réservoir biologique de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes. Cela lui confère une valeur assez forte.

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Pelouse calcicole	Forte	Oui	Non	0,19
Lande à Genévrier	Forte	Oui	Non	0,02
Chênaie	Assez forte	Non	Non	0,66



Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (cinq lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

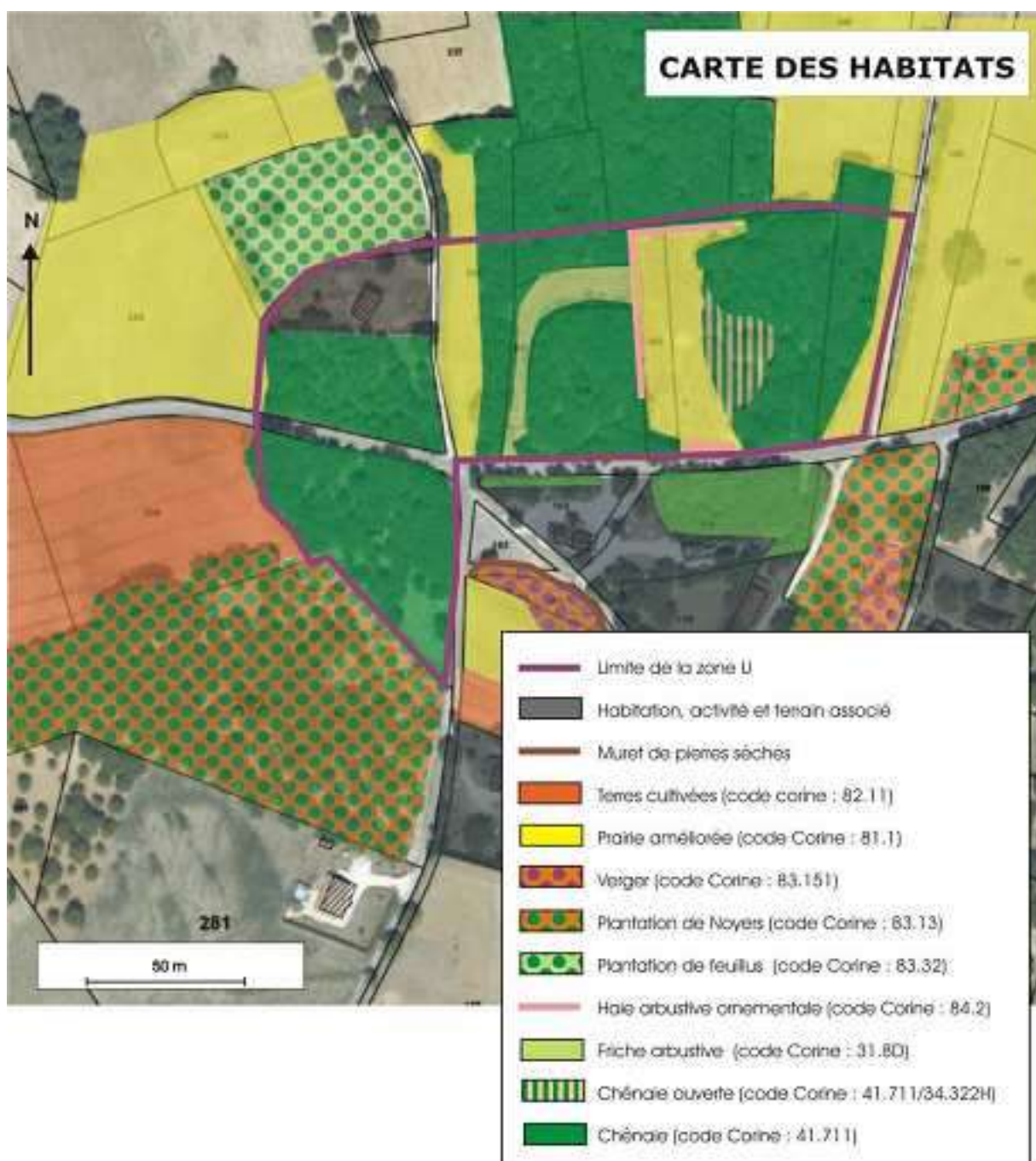
Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 1 km à l'Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.5 Pommier - La Roque

La zone U définie par la carte communale de 2006 n'est pas modifiée.

La zone à ouvrir à l'urbanisation est dominée par la chênaie pubescente (Bois occidentaux de *Quercus pubescens* ; code Corine Biotopes : 41.711) entrecoupée par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) et une friche arbustive (Broussailles forestières décidues ; code Corine Biotopes : 31.8D).

Ces deux habitats possèdent une faible valeur patrimoniale. Cependant, la chênaie participe à l'effet de massif et est considérée comme réservoir biologique de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes.



L'impact de la consommation d'espace :

Le maintien des terrains à ouvrir à l'urbanisation concerne trois habitats à faible valeur patrimoniale, mais sur une surface de 2,28 ha.

En ce qui concerne la chênaie, même si elle possède intrinsèquement une faible valeur patrimoniale, elle participe à l'effet de massif et est considérée comme réservoir biologique de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes. Cela lui confère une valeur assez forte.

On peut ainsi estimer que l'impact global sera moyen.

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Prairie améliorée	Faible	Non	Non	1,56
Friche arbustive	Faible	Non	Non	0,12
Chênaie	Assez fort	Non	Non	0,60

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (12 ou 13 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

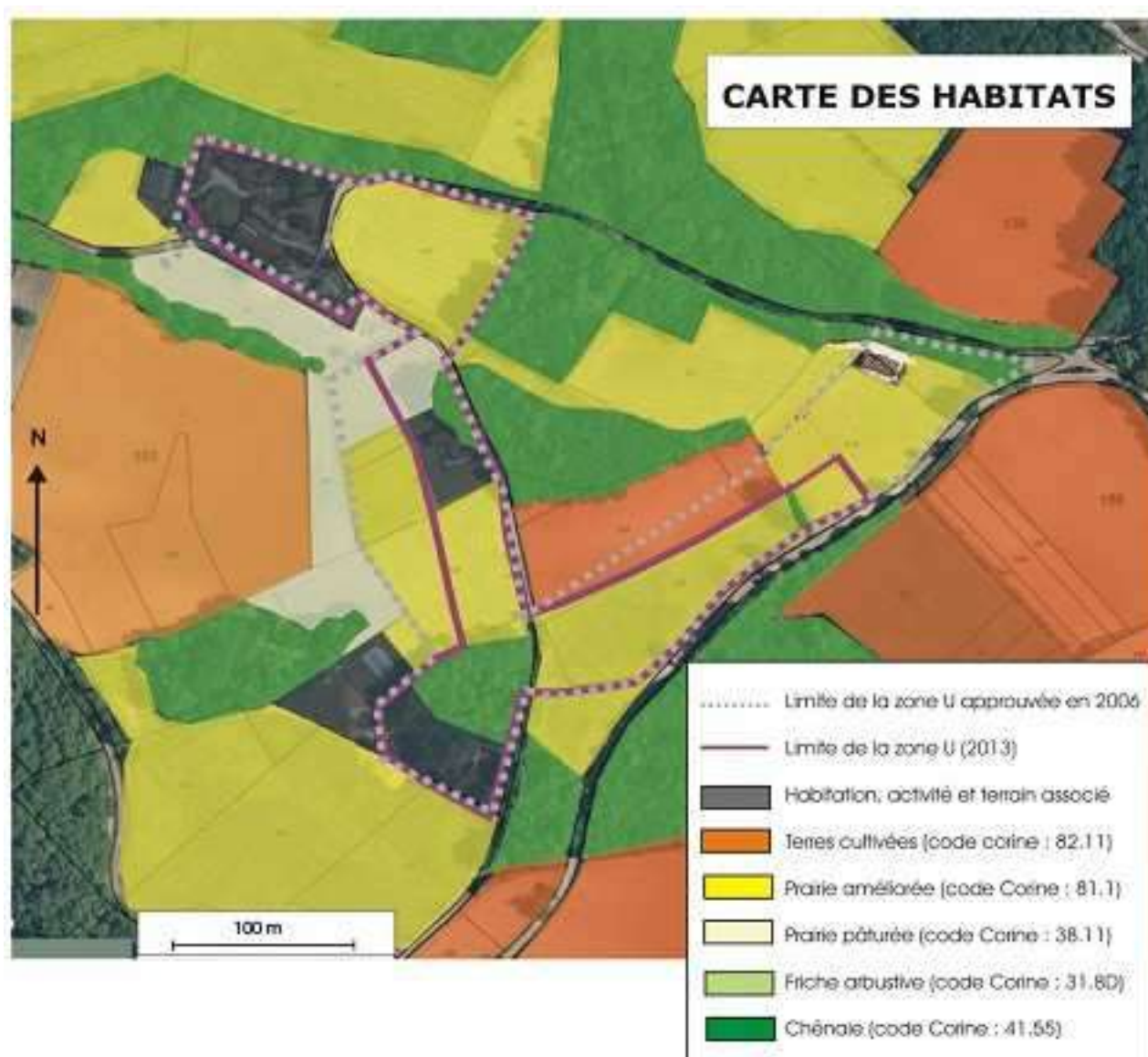
Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 3,4 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.6 La Veyssière

L'évolution du zonage consiste au retrait en profondeur des parcelles. Une partie de la zone retrouve ainsi sa vocation naturelle (1,25 ha).

Le secteur montre une dynamique de développement avec 4 nouvelles constructions. Les terrains concernés par l'ouverture à l'urbanisation sont couverts par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1). Cet habitat possède une faible valeur patrimoniale.



L'impact de la consommation d'espace, sera faible au niveau écologique. Elle ne concerne une surface moyenne (1,25 ha) d'habitat à faible valeur patrimoniale : la prairie améliorée.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (3 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 870 m au Nord de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.7 Le Cloup – Pech de la Falière

L'évolution du zonage s'appuie sur la volonté de permettre le développement du hameau tout en réduisant l'emprise sur l'espace forestier.

Compte tenu de la présence de Natura 2000, les possibilités de développement de ce secteur sont possibles uniquement du Sud-Est vers le Nord-Ouest tout en conservant les ceintures boisées.

L'évolution du zonage consiste en la suppression de 3,09 ha et l'ajout de 0,43 ha.

La zone à ouvrir à l'urbanisation est dominée (0,80 ha) par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1).

Un secteur de pelouse calcicole (0,20 ha) (Mésobromion aquitain; code Corine Biotopes : 34.322H) est également présent. Une petite partie de la chênaie (0,06 ha) est plus ouverte, formant une mosaïque avec la pelouse calcicole.

La prairie améliorée possède une faible valeur patrimoniale.

La chênaie possède une faible valeur patrimoniale intrinsèque mais participe à l'effet de massif et est considérée comme réservoir biologique de la sous-trame des boisements de feuillus et mixtes. Cela lui confère un intérêt assez fort.

La chênaie ouverte, avec ses zones de pelouse calcicole présente aussi un intérêt assez fort.

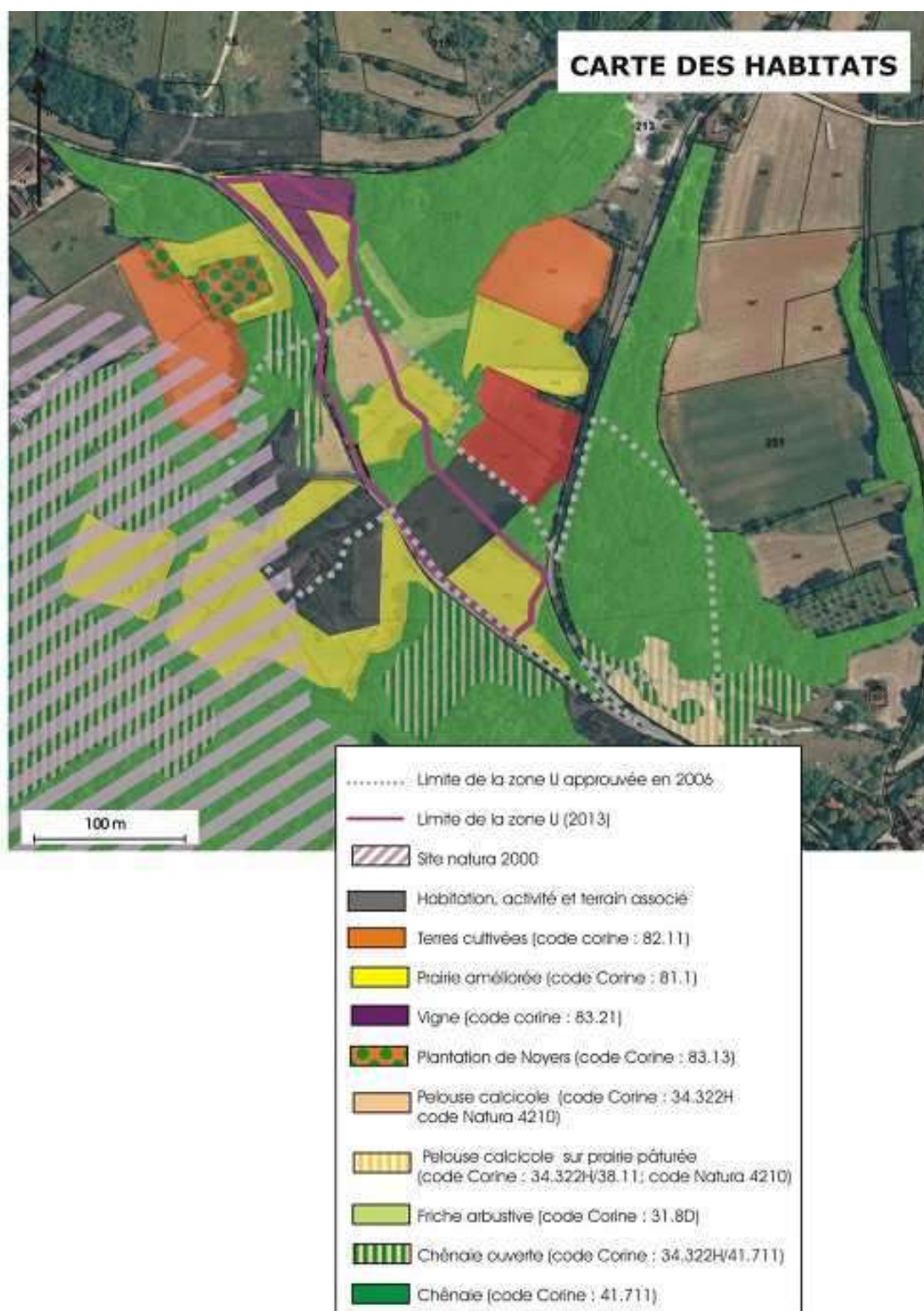
La pelouse présente une forte valeur patrimoniale et fait partie des habitats d'intérêt communautaire (Pelouses sèches semi naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaire ; code Natura : 6210).

L'impact de la consommation d'espace,

L'évolution du zonage aura un impact positif puisque 3,09 ha retrouveront leur vocation agricole et naturelle :

- Au Sud-Est, sont ainsi épargnés 1,40 ha de chênaie participant à l'effet de massif et à l'intérêt assez fort et 0,12 ha de pelouse calcicoles pâturée, habitat d'intérêt communautaire à forte valeur patrimoniale.
- A l'Ouest, différents habitats inclus dans le périmètre du site Natura 2000, dont des terrains associés à l'urbanisation, mais aussi la prairie améliorée et la chênaie (0,10 ha) à l'intérêt assez fort.

Les 0,43 ha ajoutés au zonage de 2006 concernent 0,17 ha de vigne et 0,26 ha de prairie améliorée, habitats de faible valeur patrimoniale. L'impact négatif sera donc faible.



Le maintien des terrains à ouvrir à l'urbanisation concerne :

- la prairie améliorée (0,54 ha), habitat de faible valeur patrimoniale.
- La pelouse calcicole (0,20 ha), habitat d'intérêt communautaire à forte valeur patrimoniale
- La chênaie ouverte (0,06 ha), à l'intérêt assez fort.

Le tableau fait la synthèse des surfaces ajoutées et maintenues pour les différents habitats.

	Valeur patrimoniale	Habitat d'intérêt communautaire	Zone humide	Surface (ha)
Prairie améliorée	Faible	Non	Non	0,80
Vigne	Faible	Non	Non	0,17
Pelouse calcicole	Forte	Oui	Non	0,20
Chênaie ouverte	Assez forte	Non	Non	0,06

On peut estimer que l'impact négatif reste assez fort.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (7 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien des installations, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » concernait initialement l'extrémité Est de la zone U définie dans la carte communale de 2006.

Une des modifications apportées en 2013 à la zone U, à savoir la suppression des terrains inclus dans le site Natura 2000 constitue un progrès indéniable.

On notera de plus le parti pris d'orienter le développement de l'urbanisation à l'opposé du SIC permet d'estimer que l'impact de cette dernière sera nul. Outre la distance (60 m), le bâti ancien et la présence d'une route forment une zone tampon.

2.2.8 Le Fournel

Non prévue en 2006, la nouvelle zone U vient en renforcement du bâti existant.

La zone à ouvrir à l'urbanisation consiste en un lot occupé par des terrains liés au bâti (0,26 ha) ; il s'agit d'une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) (0,15 ha) et de boisements formés par la chênaie pubescente (Bois occidentaux de *Quercus pubescens* ; code Corine Biotopes : 41.711) (0,11 ha).

Ces deux habitats possèdent une faible valeur patrimoniale, la chênaie s'avérant isolée et déconnectée du massif boisé.



L'impact de la consommation d'espace, sera très faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une faible surface d'habitats à faible valeur patrimoniale : la prairie améliorée (0,15 ha) et la chênaie pubescente (0,11 ha), liés au bâti voisin.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. La future habitation (un lot) devra être équipée d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve à une vingtaine de mètres de la zone U.

Les terrains inclus dans le site Natura 2000 et étant les plus proches de la zone U sont liés à un bâti ancien : il s'agit de prairie et de boisements.

On peut estimer que l'impact de l'implantation d'une habitation dans la zone U sera nul sur le SIC, d'autant que le bâti, le chemin et les haies créent une zone tampon entre la zone U et le site Natura 2000.

2.2.9 Le Vignal – La Roche

L'objectif de la commune est ici de renforcer le potentiel de développement des hameaux par la création de cette zone U, non prévue en 2006.

La zone à ouvrir à l'urbanisation (0,38 ha) est occupée par une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1), habitat de faible valeur patrimoniale.



L'impact de la consommation d'espace, sera très faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une surface limitée d'habitat à faible valeur patrimoniale (0,38 ha).

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (2 lots) devront être équipée d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

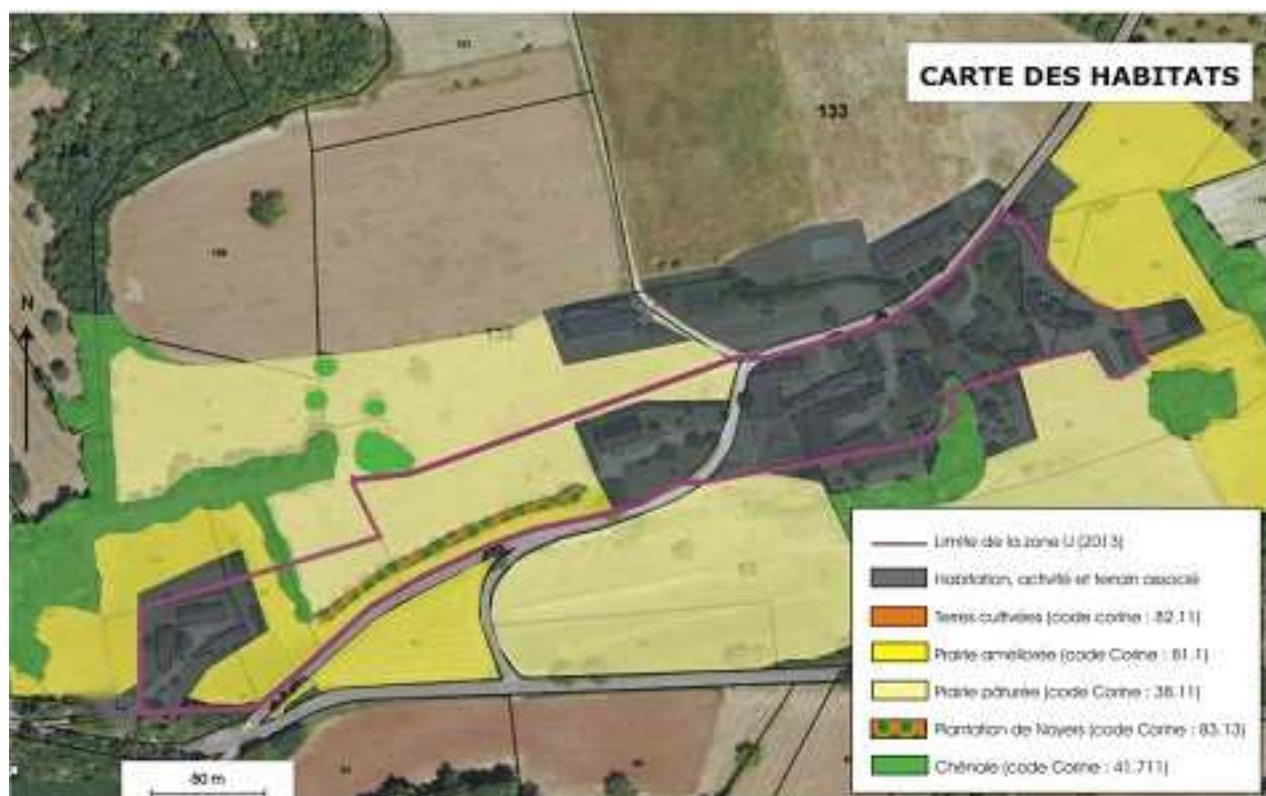
Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 2 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.10 La Croix du Rey – La Julie

La création de cette zone U, non prévue en 2006, a pour but le renforcement très limité de ce secteur en remplissage des dents creuses.

La zone à ouvrir à l'urbanisation (0,62 ha) est occupée par une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1), habitat de faible valeur patrimoniale.



L'impact de la consommation d'espace sera faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une faible surface (0,62 ha) d'habitat à faible valeur patrimoniale : la prairie améliorée.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (deux lots ?) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

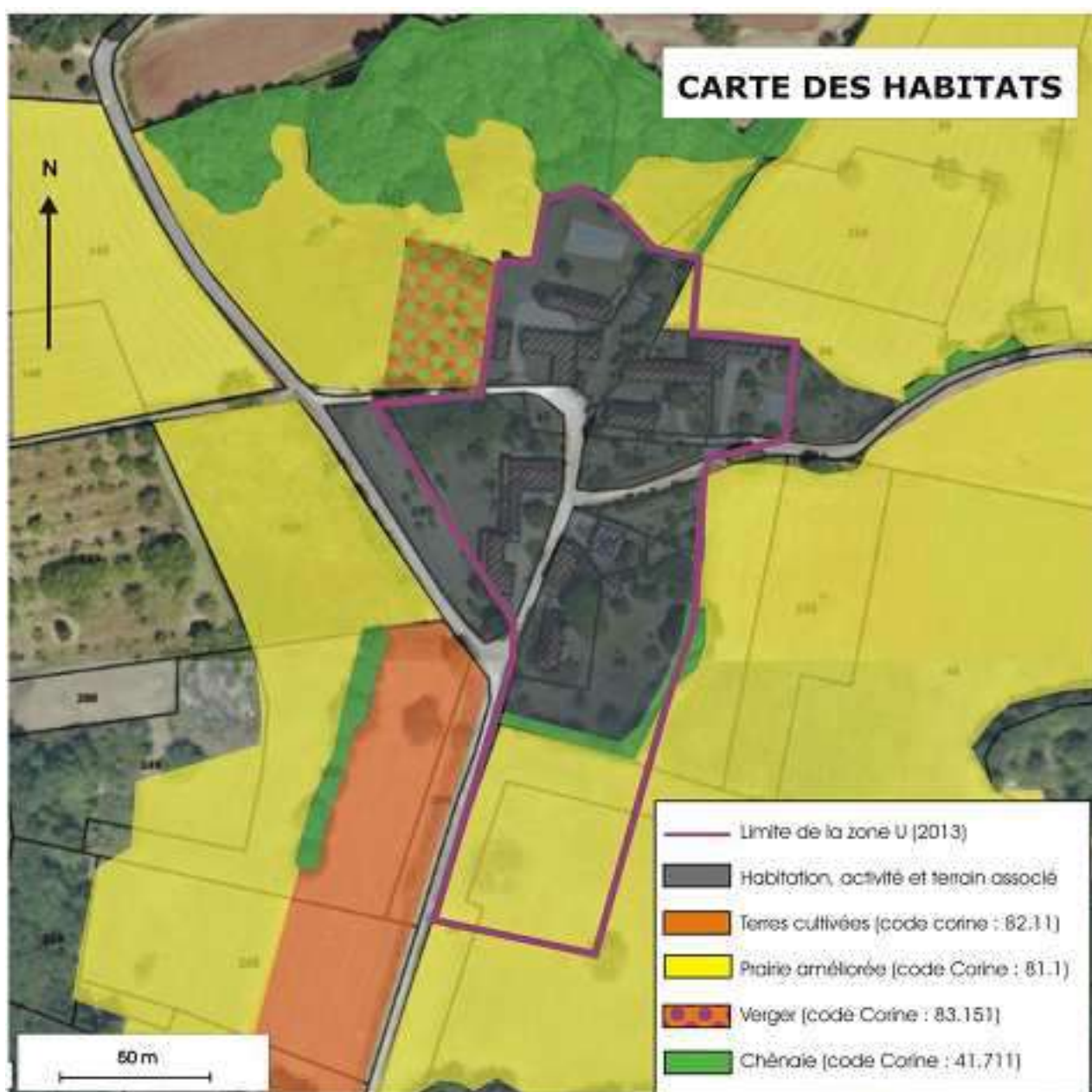
Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou se trouve, au plus près 2,4 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.11 Le Rey

La création de cette zone U, non prévue en 2006, a pour but le renforcement du bâti existant.

La zone à ouvrir à l'urbanisation (0,30 ha) est couverte par une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1), habitat de faible valeur patrimoniale.



L'impact de la consommation d'espace, sera très faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une faible surface d'habitat à faible valeur patrimoniale : la prairie améliorée (0,30 ha)

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (deux lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

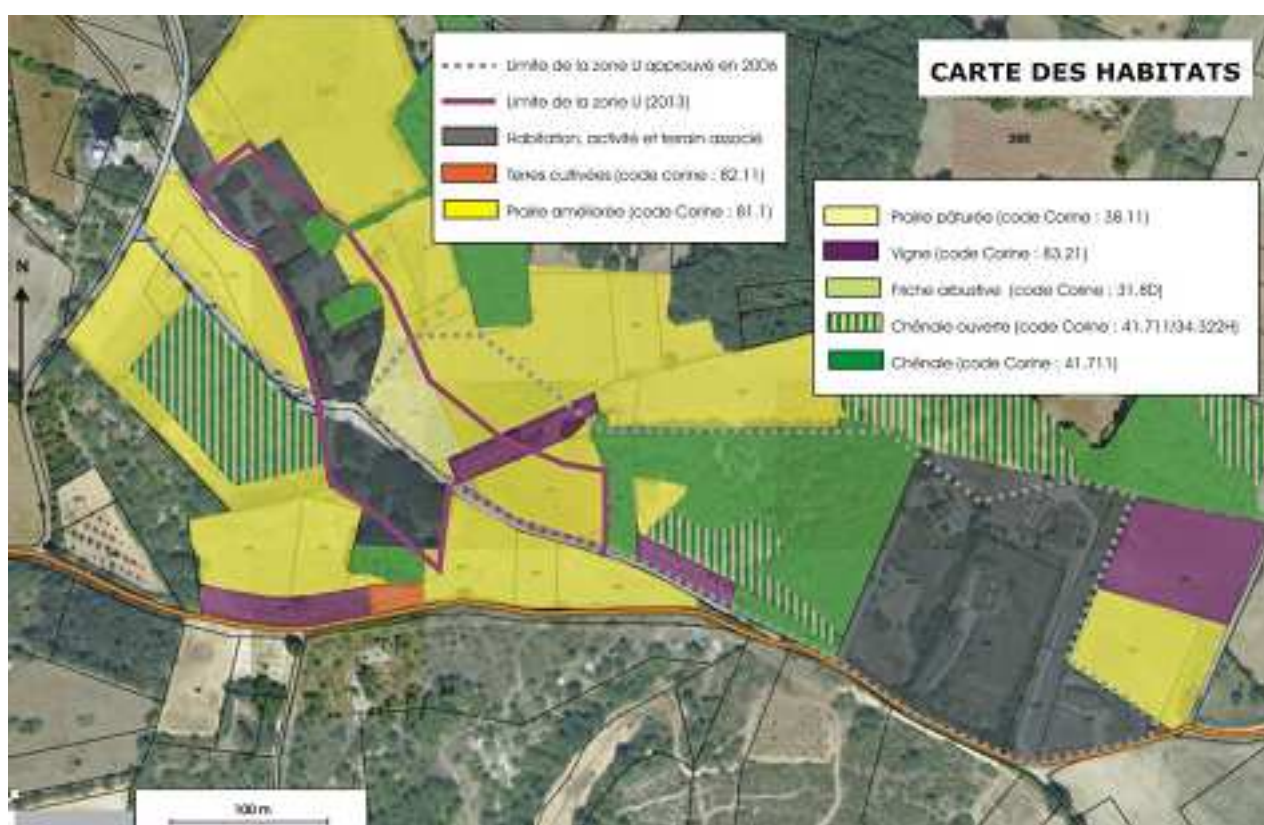
Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 2,6 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.12 Pouchou

Cette zone connaît une importante évolution par rapport à 2006 :

- Elle perd 3,88 ha, dont 2 ha de parcelles forestières :
- Elle est agrandie au Nord-Ouest (1,37 ha) pour inclure du bâti et son terrain associé ;
- Une zone (0,55 ha) est maintenue avec un potentiel pour 2 lots.

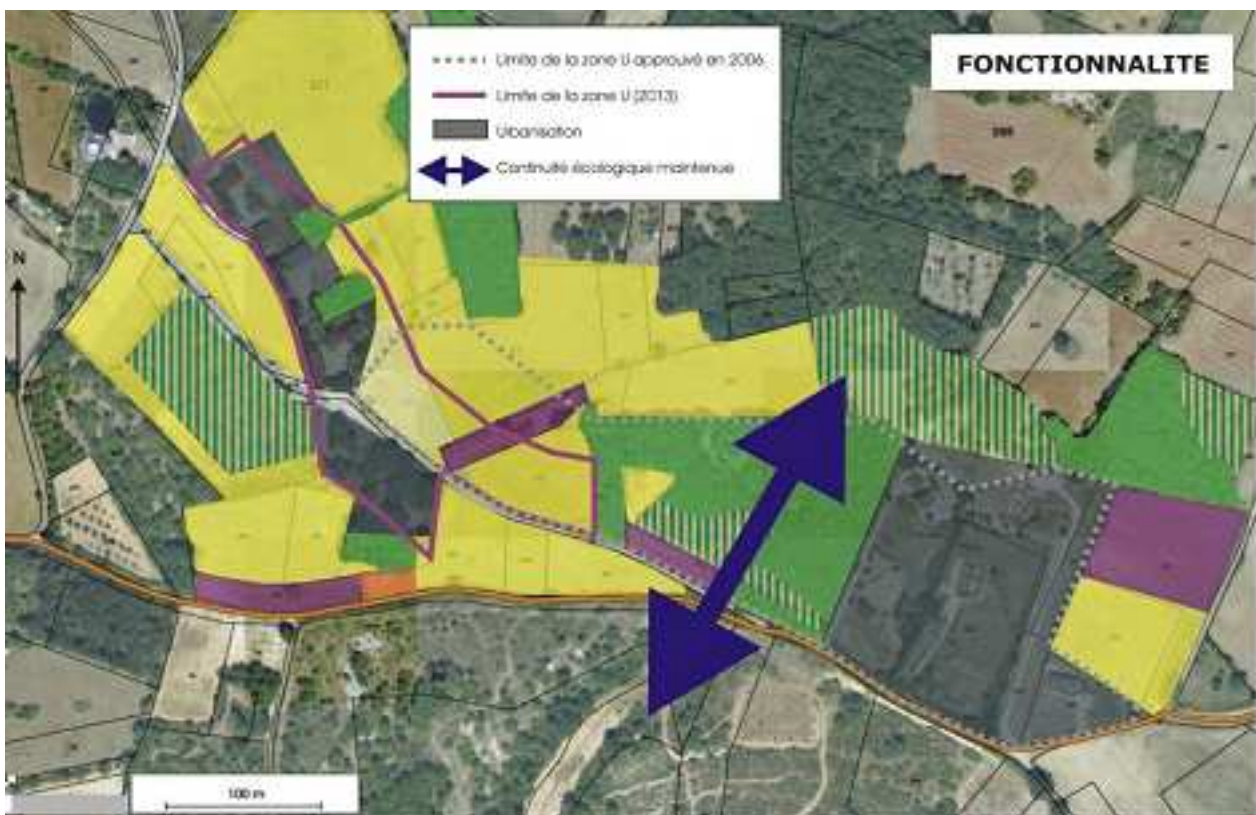
La zone à ouvrir à l'urbanisation est constituée par une prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) (0,48 ha) et une vigne (Vignobles ; code Corine Biotopes : 83.21) (0,07 ha), habitats de faible valeur patrimoniale.



Impact de la consommation d'espace :

L'évolution du zonage aura un impact positif puisque 3,88 ha retrouveront leur vocation agricole et naturelle, et en particulier 2 ha de boisements.

De plus, cette modification permet le maintien de la continuité écologique entre un vaste ensemble de pelouses et de landes calcicoles, situé à immédiate proximité au Sud (sur la commune de Marminiac) et les espaces naturel au Nord (voir carte ci-après).



Les 1,37 ha ajoutés au zonage de 2006 concernent des terrains déjà urbanisés : il n'y aura donc pas d'impact.

Le maintien des terrains à urbaniser ne concerne qu'une surface limitée (0,55 ha) de deux habitats de faible valeur patrimoniale : la vigne (0,07 ha) et surtout la prairie améliorée (0,55 ha).

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (deux lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 2,3 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.13 Spentiraguet

La zone U est étendue à l'Ouest avec l'ajout de 2 lots potentiels, sur des terrains couverts par une friche (0,30 ha), le reste se limitant aux parties actuellement urbanisées. La friche (Terrains en friche ; code Corine Biotopes : 87.1) possède une faible valeur patrimoniale.

La zone U perd en revanche 1,20 ha à l'Est.

Les terrains maintenus à l'urbanisation sont couverts par la prairie améliorée (Prairies sèches améliorées ; code Corine Biotopes : 81.1) (0,80 ha), habitat à faible valeur patrimoniale. Ponctuellement, quelques linéaires de haie sont concernés (100m/0,05 ha).



Impact de la consommation d'espace :

L'évolution du zonage aura un impact positif puisque 1,20 ha retrouveront leur vocation agricole et naturelle. Notons cependant qu'il s'agit de prairie améliorée, de friche, de cultures, habitats à faible valeur patrimoniale. Quelques boisements morcelés sont également concernés.

Les 0,80 ha ajoutés au zonage de 2006 concernent des terrains déjà urbanisés et 0,32 ha de friche, habitat à faible valeur patrimoniale: l'impact sera donc faible.

Le maintien des terrains à urbaniser concerne la prairie améliorée (0,80 ha), habitat à faible valeur patrimoniale, et quelques linéaires de haie (100m/0,05 ha), d'intérêt moyen. L'impact sera moyen.

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (5 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 220 m au Nord de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

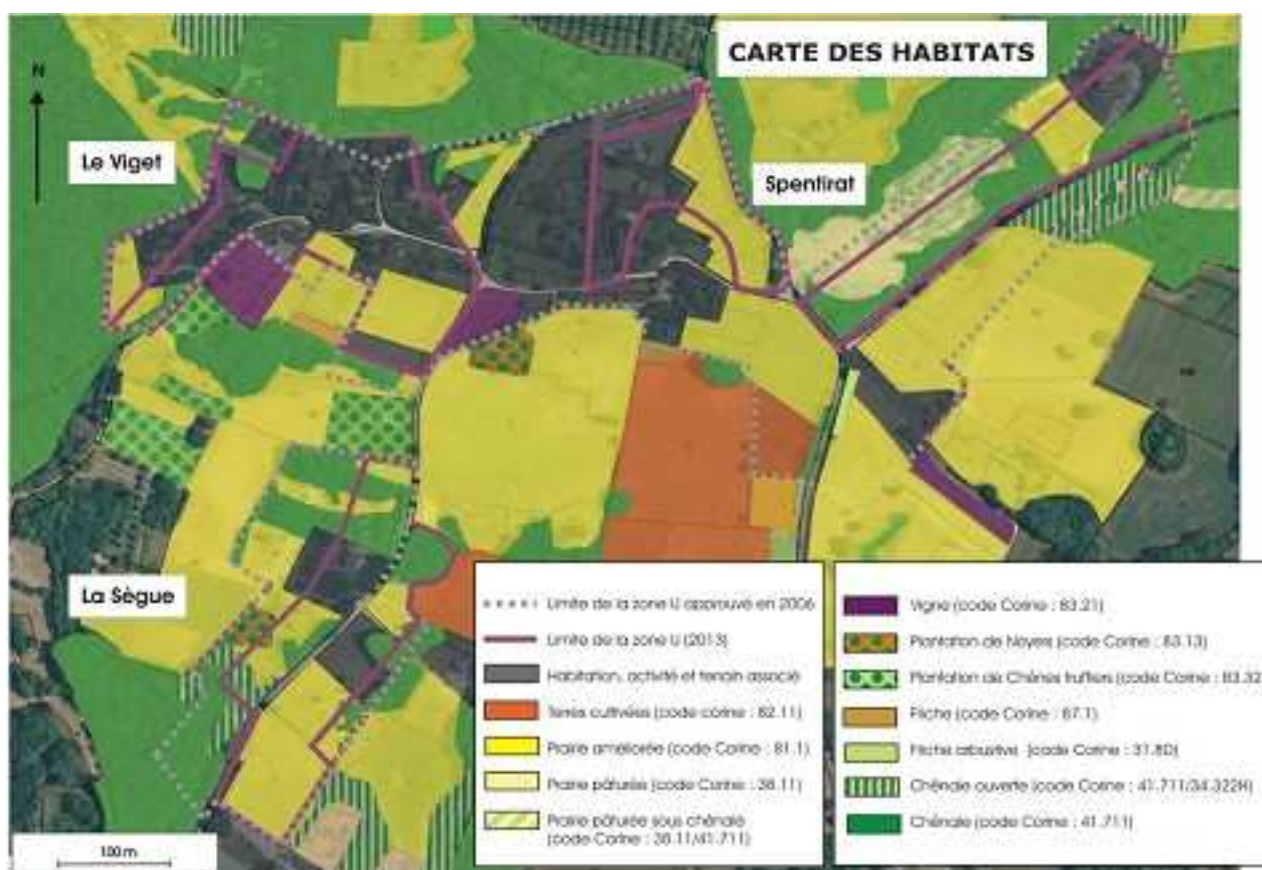
2.2.14 Spentirat – Le Viget – La Sègue

L'évolution de ce secteur, qui comportait en 2006 deux zones (Spentirat et le Viget étaient réunis), reste cependant limitée.

Pour Spentirat, l'évolution de la zone U consiste à une réduction de 6,18 ha.

Le Viget voit la suppression de certaines parcelles (2,65 ha).

L'évolution de la zone U de la Sègue est mineure avec la suppression de 1,89 ha à l'Est et l'ajout de 0,19 ha à l'Est. Le secteur connaît une dynamique de développement avec 3 projets de constructions.



Impact de la consommation d'espace :

L'évolution du zonage aura un impact positif puisque 10,67 ha retrouveront leur vocation agricole et naturelle. Notons cependant qu'il s'agit de prairie améliorée, de cultures et de terrain associés à l'urbanisation, habitats à faible valeur patrimoniale. Quelques boisements morcelés sont également concernés.

Sur la zone U de la Sègue, les 0,19 ha ajoutés au zonage de 2006 concernent 0,08 ha de boisement isolé, 0,06 ha de prairie améliorée et 0,04 ha, habitats à faible valeur patrimoniale: l'impact sera donc faible.

Le maintien des terrains à urbaniser concerne une surface totale pour les trois zones de 3,04 ha, occupée par différents habitats à faible valeur patrimoniale, essentiellement la prairie améliorée (1,53 ha) et à un degré moindre des boisements morcelés (0,91 ha).

On peut estimer que l'impact sera très faible pour le Viget, faible pour la Sègue et moyen pour Spentirat.

	Spentirat	Le Viget	La Sègue	Total
Prairie améliorée	0,40	0,16	0,97	1,53
Prairie pâturée	0,15	-	-	0,15
Prairie pâturée sous chênaie	0,15	-	-	0,15
Plantation de Noyers	-	-	-	0,10
Chênaie ouverte	0,20	-	-	0,20
Chênaie	0,44	0,05	0,42	0,91
Total (ha)	1,34	0,21	1,49	3,04

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, les zones à urbaniser ne font pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (une trentaine de lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

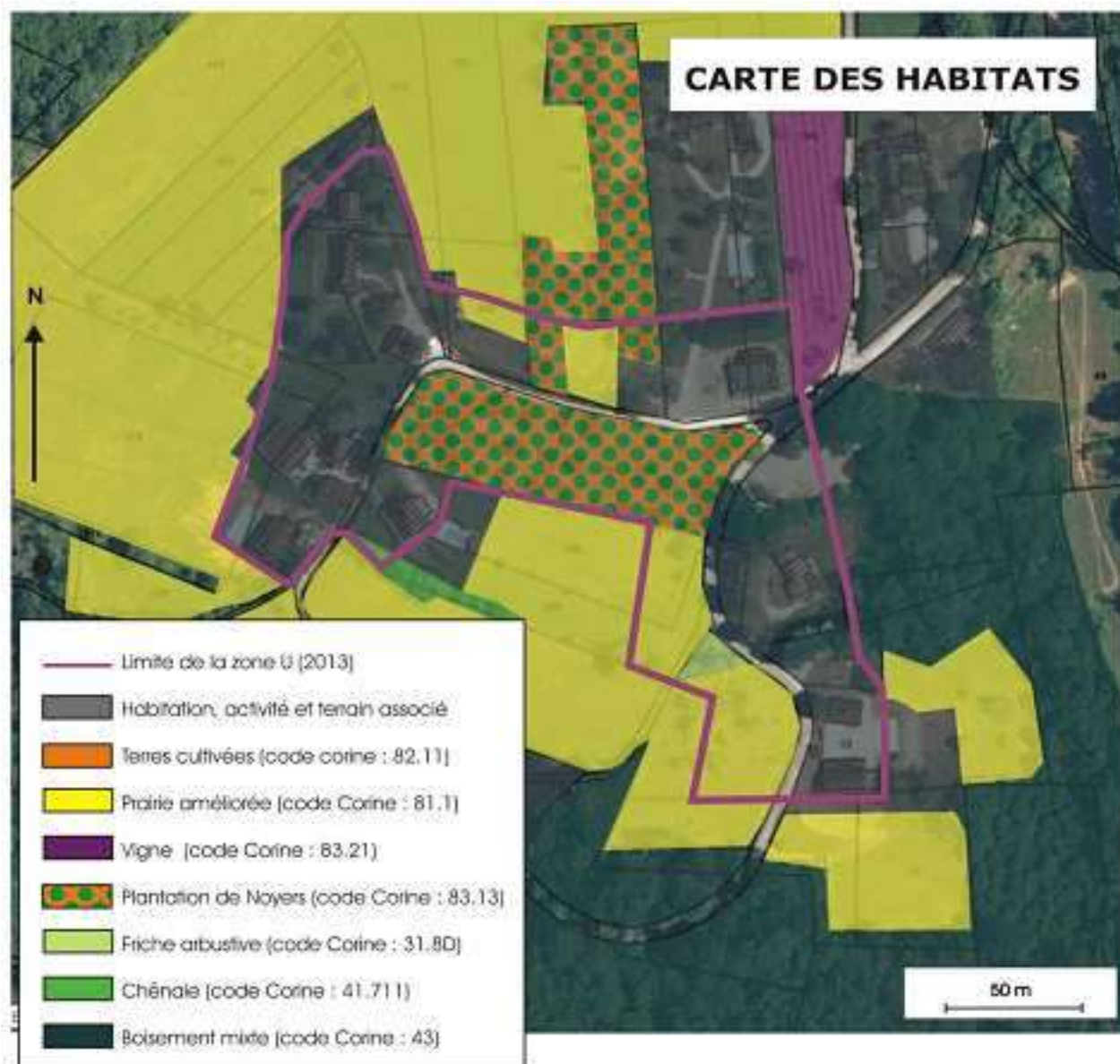
Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou » se trouve, au plus près, 600 m au Nord du secteur à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.15 La Gourdonnie

Cette zone, non prévue en 2006, est ouverte afin de favoriser sa densification.



L'impact de la consommation d'espace, sera très faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une faible surface d'habitat à faible valeur patrimoniale : la plantation de Noyers (0,56 ha) et la prairie améliorée (0,38 ha).

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures habitations (4 à 5 lots) devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement de toiture seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou se trouve, au plus près, 1,4 km au Nord-Est de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.16 La Zone Ut

La zone Ut est définie afin de permettre la création d'un camping de luxe sur la parcelle n° 83.

Les terrains concernés sont déjà intégrés dans un camping.

L'impact de la consommation d'espace sera très faible au niveau écologique. Elle ne concerne qu'une faible surface d'habitat à faible valeur patrimoniale (0,55 ha).

Au niveau de l'assainissement des eaux usées, la zone à urbaniser ne fait pas partie du zonage d'assainissement collectif actuel. Les futures installations devront être équipées d'un système d'assainissement autonome adapté, tenant compte des enjeux de protection des eaux souterraines.

Sous réserve d'une bonne conception et d'un bon entretien de l'installation, les eaux souterraines et superficielles ne seront pas impactées par les eaux usées liées à l'urbanisation.

Les eaux de ruissellement des tentes seront infiltrées sur la parcelle.

Le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou se trouve, au plus près, 780 km au Nord-Ouest de la zone à urbaniser. Aucun impact direct ou indirect n'est possible.

2.2.17 Synthèse

Le tableau ci-après présente, pour chaque site, les enjeux qui le concerne, et la problématique en termes d'assainissement et d'impacts écologiques :

Secteur	Surface Constructible (ha)	Milieux consommés	Proximité de zone sensible	Assainissement	Remarques
Le bourg	3,30	Prairie artificielle	-	Individuel Collectif à venir	Impact écologique moyen Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées avant la STEP
Brette	0,70	Prairie artificielle, chénaie	-	Individuel	Impact écologique moyen Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées
Champ de Case – le Pesquié	1,75	Prairie artificielle, friche arbustive, chénaie	-	Individuel	Impact écologique assez faible Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées
Entre Garrit et la Sègue	0,68	Chénaie, pelouse calcicole (HIC), lande à Genévrier (HIC)	-	Individuel	Impact écologique fort Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées
Pommier – La Roque	2,28	Chénaie, prairie améliorée, friche arbustive	-	Individuel	Impact écologique moyen Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées
La Veyssière	1,25	Prairie améliorée	-	Individuel	Faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Le Cloup – Pech de la Falière»	1,17	Chénaie, pelouse, calcicole (HIC), vigne, chénaie, chénaie ouverte	Proximité du site Natura 2000 Suppression des terrains inclus dans le site Natura : impact positif	Individuel	Impact écologique assez fort Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées
Le Fournel	0,26	Prairie améliorée, chénaie.	Proximité du site Natura 2000, mais pas d'impact négatif	Individuel	Faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.

Le Vignal-La Roche	0,38	Prairie améliorée	-	Individuel	Très faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
La Croix du Rey- La Julie	0,62	Prairie améliorée	-	Individuel	Faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Le Rey	0,30	Prairie améliorée	-	Individuel	Très faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Pouchou	0,55	Prairie améliorée	-	Individuel	Faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Spentiraguet	1,17	Prairie améliorée, friche, haie		Individuel	Impact écologique moyen Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Spentirat	1,34	Prairie améliorée, prairie pâturée, chenaie, chenaie ouverte		Individuel	Impact écologique moyen Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Le Viget	0,21	Prairie améliorée, chenaie	-	Individuel	Très faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
La Sègue	1,49	Prairie améliorée, plantation de Noyers, chenaie, chenaie ouverte	-	Individuel	Faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
La Gourdonnerie	0,94	Prairie améliorée, plantation de Noyers	-	Individuel	Très faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.
Camping (zone Ut)	0,55 ha	Camping	-	Individuel	Très faible impact écologique Gestion des eaux pluviales sur la parcelle. Assainissement des eaux usées.

2.3 Conclusion sur l'atteinte ou non portée à l'intégrité du site Natura 2000

La mise en œuvre de la carte communale n'aura aucun impact négatif notable sur le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou ».

Rappelons qu'aucun des deux secteurs du SIC présents sur la commune ne subira d'effet d'emprise, ni d'effet indirect.

On peut donc conclure que la carte communale n'aura aucun impact notable sur l'état de conservation des espèces et des habitats naturels qui ont justifié la désignation du site Natura 2000.

2.4 Les Mesures

Les mesures envisagées se rapportent pour l'essentiel à la protection des eaux souterraines et superficielles.

La consommation d'espace a cependant été prise en compte par la limitation et la réduction des zones d'extension de l'urbanisation.

2.4.1. Les eaux usées

La totalité de la commune est en assainissement individuel. Des travaux concernant des l'assainissement collectif au niveau du bourg sont en cours.

Pour l'instant, toutes les habitations devront être raccordées à un système d'assainissement autonome. Ce dispositif d'assainissement sera mis en place sur des bases répondant aux contraintes pédologiques et hydrogéologiques du site et aux exigences de la réglementation dans ce domaine.

Le schéma d'assainissement servira de guide à la définition de la filière d'assainissement à mettre en place. La taille des parcelles à bâtir est par ailleurs tout à fait suffisante pour la mise en place un système d'assainissement autonome adapté.

2.4.2. Les eaux pluviales

Conformément aux textes réglementaires, les eaux de ruissellement des toitures seront infiltrées sur chaque parcelle.

Ce dispositif d'assainissement sera mis en place sur des bases répondant aux contraintes pédologiques et hydrogéologiques du site et aux exigences de la réglementation dans ce domaine.

2.4.3. La consommation d'espace

La surface ouverte à l'urbanisation est de **18,48 ha** (plus 0,55 ha de zone Ut).

Cette surface est cohérente avec les objectifs de développement communaux. Au regard de la superficie communale (1967 ha), elle reste très faible.

Les habitats de fort intérêt écologique comme les zones humides, et la majeure partie des pelouses calcicoles et des boisements ne seront pas touchés.

La préservation des réservoirs écologiques dans les secteurs concernés par Natura 2000 sera assurée.

En fait, la réduction des impacts de la consommation d'espace a été abordée en amont, par la limitation et la réduction de la taille des zones d'extension de l'urbanisation prévue dans la carte communale de 2006.

ANNEXES

ANNEXE 1 - Tableau des servitudes

ANNEXE 2 - Natura 2000 – Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la vallée du Céou

ANNEXE 3 - ZNIEFF de type 2 – Causse de Daglan

ANNEXE 4 – Carte de représentation des zones concernées par le phénomène de retrait gonflement des argiles

ANNEXE 5 – Description des phénomènes de « retrait gonflement des argiles » - modèle de règlement et préconisations

ANNEXE 6 – Préconisations technique et Illustrations.

ANNEXE 7 – Récapitulatif de la défense incendie sur la commune

ANNEXE 8 – Risque incendie de forêt

ANNEXE 9 – Evaluation environnementale – Analyse des méthodes

ANNEXE 10 – Plan des servitudes

ANNEXES 1 – Tableau des servitudes

Notification des servitudes d'utilité publique en vigueur sur le territoire de la commune CAMPAGNAC-LES-QUERCY 24075

I4

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
I4	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Energie électrique	diverses lignes mt	Convention: 0	EDFPgx	Non	Non	

PT2

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
PT2	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Télécommunications-protection contre les obstacles	Liaison hertzienne Cressensac-Campagnac les Quercy	décret du 28121976:	DRN	Non	Non	

Nombre de lignes : 2

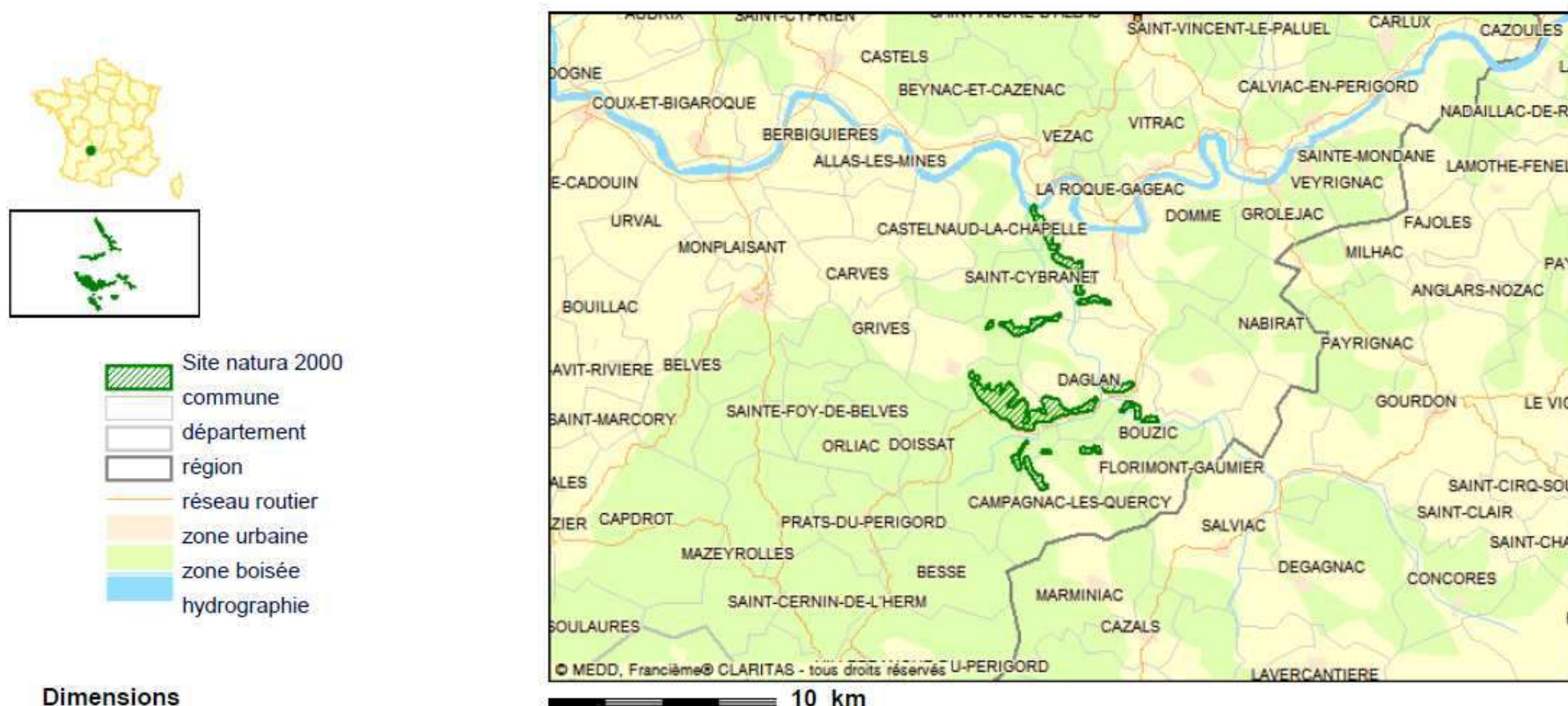
03/10/2011

Direction Départementale de l'équipement de la
Dordogne Service Habitat Urbanisme:Bureau
Administratif

1/1

ANNEXES 2 – Natura 2000

COTEAUX CALCAIRES DU CAUSSE DE DAGLAN ET DE LA VALLEE DU CEOU



Les fonds cartographiques utilisés sur ce site sont soumis à des [restrictions d'utilisation](#).
Pour des raisons de lisibilité, tous les noms de communes ne sont pas inscrits sur la carte.

IDENTIFICATION

- **Appellation :** COTEAUX CALCAIRES DU CAUSSE DE DAGLAN ET DE LA VALLEE DU CEOU
- **Statut :** Site ou proposition de Site d'Importance Communautaire (SIC/pSIC)
- **Code :** FR7200672

Description du site

Vaste ensemble éclaté présentant de nombreux faciès calcicoles et thermophiles de pelouses aux boisements.

Coteaux calcaires subméditerranéens thermophiles.

Composition du site :

Pelouses sèches, Steppes	50 %
Forêts caducifoliées	33 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	10 %
Forêts de résineux	5 %
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	2 %

Habitats naturels présents

	% couv.	SR ⁽¹⁾
Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia	30 %	C
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco Brometalia)(*sites d'orchidées remarquables)*	20 %	C
Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	16 %	C
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	10 %	C
Parcours substeppiques de graminées et annuelles du Thero-Brachypodietea*	10 %	C

Espèces végétales et animales présentes

Invertébrés

Damier de la Succise (Euphydryas aurinia)

PR⁽⁴⁾

D

⁽¹⁾ Superficie relative : superficie du site couverte par le type d'habitat naturel par rapport à la superficie totale couverte par ce type d'habitat naturel sur le territoire national (en %). A=site remarquable pour cet habitat (15 à 100%); B=site très important pour cet habitat (2 à 15%); C=site important pour cet habitat (inférieur à 2%).

⁽²⁾ Population relative : taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport aux populations présentes sur le territoire national (en %). A=site remarquable pour cette espèce (15 à 100%); B=site très important pour cette espèce (2 à 15%); C=site important pour cette espèce (inférieur à 2%); D=espèce présente mais non significative.

***Habitats ou espèces prioritaires (en gras)** : habitats ou espèces en danger de disparition sur le territoire européen des Etats membres et pour la conservation desquels l'Union européenne porte une responsabilité particulière.

Le ministère de l'écologie et du développement durable alimente ce service pour rendre accessible au public les informations sur la contribution française à la constitution du réseau Natura 2000. Les informations contenues dans cette page sont un extrait simplifié de celles transmises à la Commission européenne au 31 mai 2011. Le contour du site représenté sur la carte ci-dessus est celui transmis à la Commission européenne. En revanche, le fond cartographique n'est pas celui de référence et doit être considéré comme schématique.

ANNEXE 3 – ZNIEFF de type 2

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique Floristique de la Région Aquitaine

Numéro : 2621

Type : 2

Ancien numéro : 2421 N° SFF 8194

CAUSSE DE DAGLAN

Auteur(s) : COMITE DES INVENTAIRES AQUITAINE

Date de description : 1974 1987

Superficie : 7940 ha

Altitude : 160 - 307 m

Liste des communes concernées par la zone :

24063	BOUZIC
24075	CAMPAGNAC-LES-QUERCY
24086	CASTELNAUD-LA-CHAPELLE
24091	CENAC-ET-SAINT-JULIEN
24150	DAGLAN
24184	FLORIMONT-GAUMIER
24300	NABIRAT
24395	SAINT-CYBRANET
24438	SAINT-LAURENT-LA-VALLEE
24450	SAINT-MARTIAL-ET-SAINT-AUBIN-DE-NABIRAT
24488	SAINT-POMPONT

Typologie : (le premier type donné est le type principal)

21	Forêt, bois
23	Lande, garrigue, maquis, friche
25	Pelouse
24	Prairies et terres cultivées sans bo

(En périphérie :)

Lithologie :

8	Calcaires "durs" (marbres, calcaires
---	--------------------------------------

(En périphérie :)

Activités humaines :

1	Agriculture
5	Chasse
8	Habitat dispersé

(En périphérie :)

Mesures :

0	Indéterminée
1	Nul
5	Zone urbaine (ZU)
8	Zone NC

(En périphérie :)

0 Indéterminée

Statut de propriété :

0	Indéterminé
---	-------------

(En périphérie :)

N.B. : Les informations : "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

7 - Interet

Synthèse des éléments précisant le niveau d'intérêt : aspects biologique (voir liste d'espèces), écologiques, géologique, géomorphologique, climatique, paysager, spéléologique, pédagogique etc ...

Zone de calcaires jurassiques très compacts qui permettent le maintien d' une végétation à affinités méditerranéennes.
Nombreuses espèces végétales qui sont très localisées au niveau régional.

Potentialités biologiques de la zone:

8 - Dégradations et Menaces : Protection souhaitées

Dégradations réalisées, en cours ou prévisibles

Utilité et urgence d'une protection, forme souhaitable ; protection en cours

N.B. : Les informations "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

Bibliographie

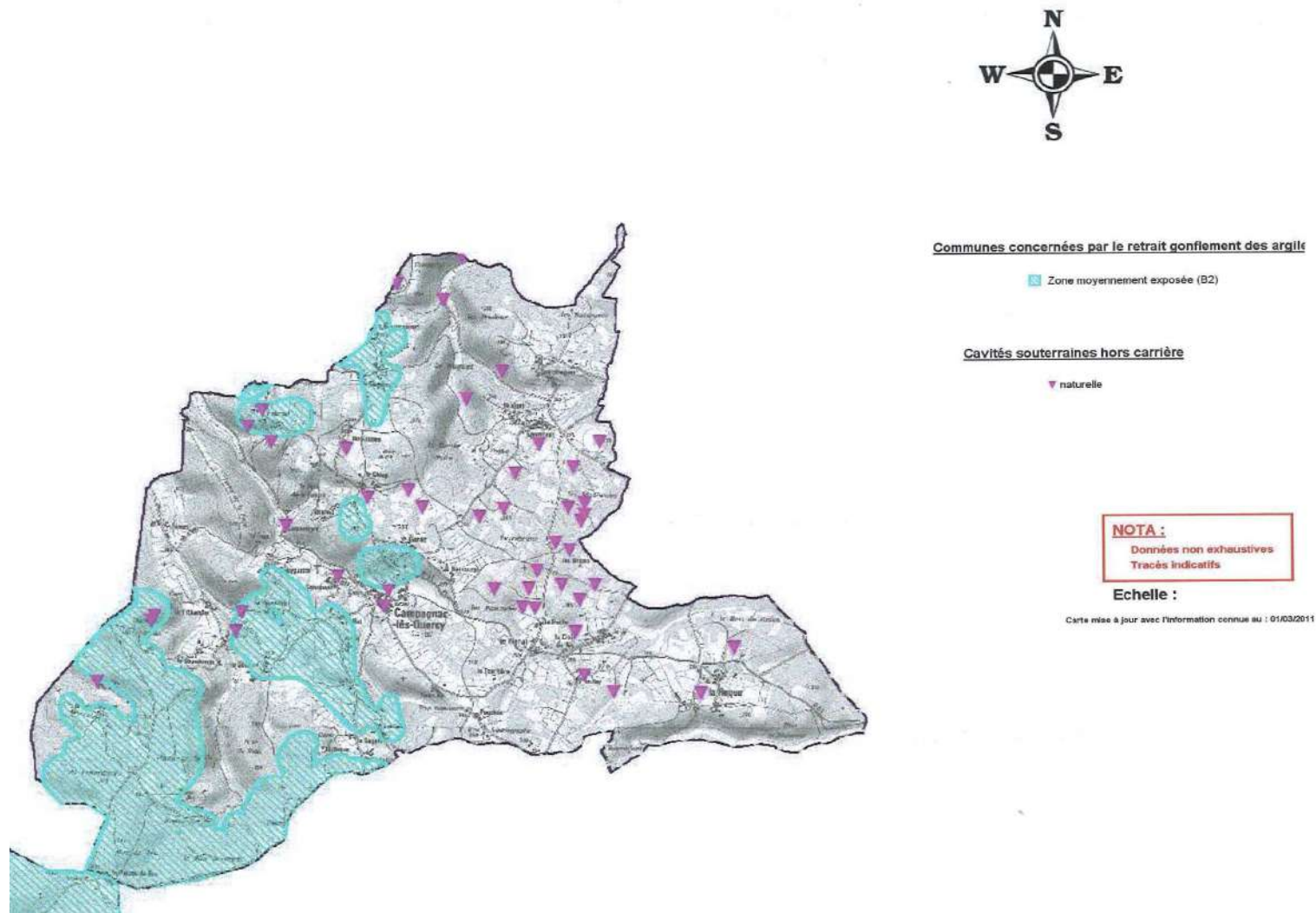
Références bibliographiques compètes concernant la zone

- A. VIROT et H. BESANCON, 1976, Contribution à la connaissance floristique de la Guyenne Centrale. Cahiers des Naturalistes, n.s.32, p 53
1979, n.s.35, p 30-31
1977, n.s.33, p 83-85
1974, n.s.30, p 25
1975, n.s.31, p 88-90
J.M.ROYER, 1982, Contributions à l'étude phytosociologique des pelouses du Périgord et des régions voisines.
Documents phytosociologiques, n.s.vol.VI, p 203-207

10 - Nombre d'annexes : 0
numéro d'annexe : 0

N.B. : Les informations "Activités humaines", "Mesures" et "Statut de propriété" ne sont données qu'à titre indicatif et doivent être vérifiées avant utilisation.

ANNEXE 4 – Carte de représentation des zones concernées par le phénomène de retrait gonflement des argiles.



ANNEXE 5 -Description du phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Description des phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et de leurs conséquences

Le phénomène de retrait-gonflement concerne exclusivement les sols à dominante argileuse.

Ce sont des sols fins comprenant une proportion importante de minéraux argileux et le plus souvent dénommés « argiles », « glaises », « marnes » ou « limons ». Ils sont caractérisés notamment par une consistance variable en fonction de la quantité d'eau qu'ils renferment : collant aux mains, parfois « plastiques », lorsqu'ils sont humides, durs et parfois pulvérulents à l'état desséché.

Les sols argileux se caractérisent essentiellement par une grande influence de la teneur en eau sur leur comportement mécanique.

1. Introduction aux problèmes de « retrait-gonflement »

Par suite d'une modification de leur teneur en eau, les terrains superficiels argileux varient de volume : retrait lors d'une période d'assèchement, gonflement lorsqu'il y a apport d'eau. Cette variation de volume est accompagnée d'une modification des caractéristiques mécaniques de ces sols.

Ces variations sont donc essentiellement gouvernées par les conditions météorologiques, mais une modification de l'équilibre hydrique établi (imperméabilisation, drainage, concentration de rejet d'eau pluviale....) ou une conception des fondations du bâtiment inadaptée à ces terrains sensibles peut tout à fait jouer un rôle pathogène.

La construction d'un bâtiment débute généralement par l'ouverture d'une fouille qui se traduit par une diminution de la charge appliquée sur le terrain d'assise. Cette diminution de charge peut provoquer un gonflement du sol en cas d'ouverture prolongée de la fouille (c'est pourquoi il est préconisé de limiter au maximum sa durée d'ouverture).

La contrainte appliquée augmente lors de la construction du bâtiment, et s'oppose plus ou moins au gonflement éventuel du sol. On constate en tout cas que plus le bâtiment est léger, plus la surcharge sur le terrain sera faible et donc plus l'amplitude des mouvements liés au phénomène de retrait-gonflement sera grande.

Une fois le bâtiment construit, la surface du sol qu'il occupe devient imperméable. L'évaporation ne peut plus se produire qu'en périphérie de la maison. Il apparaît donc un gradient entre le centre du bâtiment (où le sol est en équilibre hydrique) et les façades, ce qui explique que les fissures apparaissent de façon préférentielle dans les angles.

Une période de sécheresse provoque le retrait qui peut aller jusqu'à la fissuration du sol. Le retour à une période humide se traduit alors par une pénétration d'autant plus brutale de l'eau dans le sol par l'intermédiaire des fissures ouvertes, ce qui entraîne des phénomènes de gonflement. Le bâtiment en surface est donc soumis à des mouvements différentiels alternés dont l'influence finit par amoindrir la résistance de la structure. Contrairement à un phénomène de tassement des sols de remblais, dont les effets diminuent avec le temps, les désordres liés au retrait-gonflement des sols argileux évoluent d'abord lentement puis

s'amplifient lorsque le bâtiment perd de sa rigidité et que la structure originelle des sols s'altère.

Retrait et gonflement sont deux mécanismes liés. Il arrive que leurs effets se compensent (des fissures apparues en été se referment parfois en hiver), mais la variabilité des propriétés mécaniques des sols de fondations et l'hétérogénéité des structures (et des régimes de contraintes) font que les phénomènes sont rarement complètement réversibles.

L'intensité de ces variations de volume, ainsi que la profondeur de terrain affectée par ces mouvements de « retrait-gonflement » dépendent essentiellement :

- des caractéristiques du sol (nature, géométrie, hétérogénéité) ;
- de l'épaisseur de sol concernée par des variations de teneurs en eau : plus la couche de sol concernée par ces variations est épaisse, plus les mouvements en surface seront importants. L'amplitude des déformations s'amortit cependant assez rapidement avec la profondeur et on considère généralement qu'au-delà de 3 à 5 m, le phénomène s'atténue, car les variations saisonnières de teneurs en eau deviennent négligeables ;
- de l'intensité des facteurs climatiques (amplitude et surtout durée des périodes de déficit pluviométrique...) ;
- de facteurs d'environnement tels que :
 - . la végétation ;
 - . la topographie (pente) ;
 - . la présence d'eaux souterraines (nappe, source...) ;
 - . l'exposition (influence sur l'amplitude des phénomènes d'évaporation).

Ces considérations générales sur le mécanisme de retrait-gonflement permettent de mieux comprendre comment se produisent les sinistres « sécheresse » liés à des mouvements différentiels du sol argileux et quels sont les facteurs qui interviennent dans le processus. On distingue pour cela les facteurs de prédisposition (conditions nécessaires à l'apparition de ce phénomène), qui déterminent la répartition spatiale de l'aléa, et des facteurs qui vont influencer ce phénomène soit en le provoquant (facteurs de déclenchement), soit en accentuant les effets (facteurs aggravants).

2. Facteurs intervenant dans le mécanisme

2.1. Facteurs de prédisposition

Il s'agit des facteurs dont la présence induit le phénomène de retrait-gonflement mais ne suffit pas à le déclencher. Ces facteurs sont fixes ou évoluent très lentement avec le temps. Ils conditionnent la répartition spatiale du phénomène et permettent de caractériser la susceptibilité du milieu.

Vis à vis du phénomène de retrait-gonflement, la nature lithologique du sol constitue le facteur de prédisposition prédominant. Les terrains susceptibles de retrait-gonflement sont des formations argileuses au sens large, mais leur nature peut être très variable : dépôts sédimentaires argileux, calcaires argileux, marno-calcaires, dépôts alluvionnaires, colluvions, roches éruptives ou métamorphiques altérées, etc.

La géométrie de la formation géologique a une influence dans la mesure où l'épaisseur de la couche de sol argileux joue sur l'amplitude du phénomène. Une formation argileuse continue

sera plus dangereuse qu'un simple inter-lit argileux entre deux bancs calcaires. Mais cette dernière configuration peut dans certains cas conduire à l'apparition de désordres.

Le facteur principal est cependant lié à la nature minéralogique des composants argileux présents dans le sol. Un sol est généralement constitué d'un mélange de différents minéraux dont certains présentent une plus grande aptitude au phénomène de retrait-gonflement. Il s'agit essentiellement des smectites (famille de minéraux argileux tels que la montmorillonite), de certains interstratifiés, de la vermiculite et de certaines chlorites.

Les conditions d'évolution du sol après dépôt jouent également. Le contexte paléoclimatique auquel le sol a été soumis est susceptible de provoquer une évolution de sa composition minéralogique : une altération en climat chaud et humide (de type intertropical) facilite la formation de minéraux argileux gonflants. L'évolution des contraintes mécaniques appliquées intervient aussi : un dépôt vasard à structure lâche sera plus sensible au retrait qu'un matériau « surconsolidé » (sol ancien ayant subi un chargement supérieur à celui des terrains sous-jacents actuels), lequel présentera plutôt des risques de gonflement.

2.2. Facteurs déclenchants et/ou aggravants

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement mais qui n'ont d'effet significatif que s'il existe des facteurs de prédisposition préalables. La connaissance des facteurs déclenchants permet de déterminer l'occurrence du phénomène (autrement dit l'aléa et non plus seulement la susceptibilité).

Certains de ces facteurs ont plutôt un rôle aggravant : ils ne suffisent pas à eux seuls à déclencher le phénomène, mais leur présence contribue à en alourdir l'impact.

2.2.1. Phénomènes climatiques

Les variations climatiques constituent le principal facteur de déclenchement. Les deux paramètres importants sont les précipitations et l'évapotranspiration.

En l'absence de nappe phréatique, ces deux paramètres contribuent en effet fortement aux variations de teneurs en eau dans la tranche superficielle des sols (que l'on peut considérer comme les deux premiers mètres sous la surface du sol).

L'évapotranspiration est la somme de l'évaporation (liée aux conditions de température, de vent et d'ensoleillement) et de la transpiration (eau absorbée par la végétation). Elle est mesurée dans quelques stations météorologiques mais ne constitue jamais qu'une approximation puisqu'elle dépend étroitement des conditions locales de végétation.

On raisonne en général sur les hauteurs de pluies efficaces, qui correspondent aux précipitations diminuées de l'évapotranspiration. Malheureusement, il est très difficile de relier la répartition dans le temps des hauteurs de pluies efficaces avec l'évolution des teneurs en eau dans le sol, même si l'on observe évidemment qu'après une période de sécheresse prolongée la teneur en eau dans la tranche superficielle de sol a tendance à diminuer tandis que l'épaisseur de la tranche de sol concernée par la dessiccation augmente, et ceci d'autant plus que cette période se prolonge.

On peut établir des bilans hydriques en prenant en compte la quantité d'eau réellement infiltrée (ce qui suppose d'estimer non seulement l'évaporation mais aussi le ruissellement), mais toute la difficulté est de connaître la réserve utile des sols, c'est-à-dire leur capacité à emmagasiner de l'eau et à la restituer ensuite (par évaporation ou en la transférant à la végétation par son système racinaire). Les bilans établis selon la méthode de Thornthwaite supposent arbitrairement que la réserve utile des sols est pleine en début d'année, alors que les évolutions de celle-ci peuvent être très variables.

2.2.2. Actions anthropiques

Certains sinistres « sécheresse » ne sont pas déclenchés par un phénomène climatique, par nature imprévisible, mais par une action humaine.

Des travaux d'aménagement, en modifiant la répartition des écoulements superficiels et souterrains, ainsi que les possibilités d'évaporation naturelle, peuvent entraîner des modifications dans l'évolution des teneurs en eau de la tranche de sol superficielle.

La mise en place de drains à proximité d'un bâtiment peut provoquer un abaissement local des teneurs en eau et entraîner des mouvements différentiels au voisinage. Inversement, une fuite dans un réseau enterré augmente localement la teneur en eau et peut provoquer, outre une érosion localisée, un gonflement du sol qui déstabilisera un bâtiment situé à proximité. Dans le cas d'une conduite d'eaux usées, le phénomène peut d'ailleurs être aggravé par la présence de certains ions qui modifient le comportement mécanique des argiles et accentuent leurs déformations.

La concentration d'eau pluviale ou de ruissellement au droit de la construction joue en particulier un rôle pathogène déterminant.

Par ailleurs, la présence de sources de chaleur en sous-sol (four ou chaudière) à proximité d'un mur peut dans certains cas accentuer la dessiccation du sol dans le voisinage immédiat et entraîner l'apparition de désordres localisés.

Enfin, des défauts de conception de la construction tant au niveau des fondations (ancrage à des niveaux différents, bâtiment construit sur sous-sol partiel, etc.) que de la structure elle-même (par exemple, absence de joints entre bâtiments accolés mais fondés de manière différente) constituent un facteur aggravant indéniable qui explique l'apparition de désordres sur certains bâtiments, même en période de sécheresse à caractère non exceptionnel.

2.2.3. Conditions hydrogéologiques

La présence ou non d'une nappe, ainsi que l'évolution de son niveau en période de sécheresse, jouent un rôle important dans les manifestations du phénomène de retrait-gonflement.

La présence d'une nappe permanente à faible profondeur (c'est-à-dire à moins de 4 m sous le terrain naturel) permet en général d'éviter la dessiccation de la tranche de sol superficielle.

Inversement, le rabattement de la nappe (sous l'influence de pompes situés à proximité, ou du fait d'un abaissement généralisé du niveau) ou le tarissement des circulations d'eau superficielles en période de sécheresse provoque une aggravation de la dessiccation dans la tranche de sol soumise à l'évaporation.

Pour exemple, dans le cas d'une formation argileuse surmontant une couche sableuse habituellement saturée en eau, le dénoyage de cette dernière provoque l'arrêt des remontées capillaires dans le terrain argileux et contribue à sa dessiccation.

2.2.4. Topographie

Hormis les phénomènes de reptation en fonction de la pente, les constructions sur terrain pentu peuvent être propices à l'apparition de désordres issus de mouvements différentiels du terrain d'assise sous l'effet de retrait-gonflement.

En effet, plusieurs caractères propres à ces terrains sont à considérer :

- le ruissellement naturel limite leur recharge en eau, ce qui accentue le phénomène de dessiccation du sol;
- un terrain en pente exposé au Sud sera plus sensible à l'évaporation, du fait de l'ensoleillement, qu'un terrain plat ou exposé différemment ;
- les fondations étant généralement descendues partout à la même cote se trouvent de fait ancrées plus superficiellement du côté aval ;
- enfin, les fondations d'un bâtiment sur terrain pentu se comportent comme une barrière hydraulique vis-à-vis des circulations d'eaux dans les couches superficielles le long du versant. Le sol à l'amont tend donc à conserver une teneur en eau plus importante qu'à l'aval.

2.2.5. Végétation

La présence de végétation arborée à proximité d'un édifice construit sur sol sensible peut, à elle seule, constituer un facteur déclenchant, même si, le plus souvent, elle n'est qu'un élément aggravant.

Les racines des arbres soutirent l'eau contenue dans le sol, par un mécanisme de succion. Cette succion crée une dépression locale autour du système racinaire, ce qui se traduit par un gradient de teneur en eau dans le sol. Celui-ci étant en général faiblement perméable du fait de sa nature argileuse, le rééquilibrage des teneurs en eau est très lent.

Ce phénomène de succion peut alors provoquer un tassement localisé du sol autour de l'arbre. Si la distance au bâtiment n'est pas suffisante, cela peut entraîner des désordres au niveau des fondations, et à terme sur la bâtisse elle-même.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte se fait sentir jusqu'à une distance égale à une fois et demi sa hauteur. Les racines seront naturellement incitées à se développer en direction de la maison puisque celle-ci limite l'évaporation et maintient donc sous sa surface une zone de sol plus humide. Contrairement au processus d'évaporation qui affecte surtout la tranche superficielle des deux premiers mètres, les racines d'arbres ont une influence jusqu'à 4 à 5 m de profondeur, voire davantage.

Le phénomène sera d'autant plus important que l'arbre est en pleine croissance et qu'il a besoin de plus d'eau. Ainsi on considère qu'un peuplier ou un saule adulte a besoin de 300 l d'eau par jour en été. En France, les arbres considérés comme les plus dangereux du fait de leur influence sur les phénomènes de retrait, sont les chênes, les peupliers, les saules et les cèdres. Des massifs de buissons ou arbustes situés près des façades peuvent cependant causer aussi des dégâts.

Par ailleurs, des risques importants de désordres par gonflement de sols argileux sont susceptibles d'apparaître, souvent plusieurs années après la construction de bâtiments, lorsque ces derniers ont été implantés sur des terrains anciennement boisés et qui ont été défrichés pour les besoins du lotissement. La présence de ces arbres induisait en effet une modification importante de l'équilibre hydrique du sol, et ceci sur plusieurs mètres de profondeur. Leur suppression se traduit par une diminution progressive de la succion, l'eau infiltrée n'étant plus absorbée par le système racinaire. Il s'ensuit un réajustement du profil hydrique, susceptible d'entraîner l'apparition d'un gonflement lent mais continu.

.3. Mécanismes et manifestations des désordres

Les mouvements différentiels du terrain d'assise d'une construction se traduisent par l'apparition de désordres qui affectent l'ensemble du bâti et qui sont en général les suivants :

Gros-œuvre :

- fissuration des structures enterrées ou aériennes ;
- déversement de structures fondées de manière hétérogène ;
- désencastrement des éléments de charpente ou de chaînage ;
- dislocation des cloisons.

Second-œuvre :

- distorsion des ouvertures ;
- décollement des éléments composites (carrelage, plâtres...) ;
- rupture de tuyauteries et canalisations.

Aménagement extérieur :

- fissuration des terrasses ;
- décollement des bâtiments annexes, terrasses, perrons ;

La nature, l'intensité et la localisation de ces désordres dépendent de la structure de la construction, du type de fondation réalisée et bien sûr de l'importance des mouvements différentiels de terrain subis.

L'exemple type de la maison sinistrée par la sécheresse est :

- une maison individuelle (structure légère) ;
- à simple rez-de-chaussée avec dallage sur terre-plein voire sous-sol partiel ;
- fondée de façon relativement superficielle, généralement sur des semelles continues, peu ou non armées et peu profondes (inférieur à 80 cm) ;
- avec une structure en maçonnerie peu rigide, sans chaînage horizontal ;

et reposant sur un sol argileux.

Règlement type.

**PREVENTION DES RISQUES
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES**

MODELE DE REGLEMENT



Titre I - Portée du règlement

Article I-1 - Champ d'application

Le présent règlement s'applique à la commune de Il détermine les mesures de prévention des risques naturels de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :

- une zone fortement exposée (B1) ;
- une zone moyennement exposée (B2).

Le reste du territoire de la commune est en zone blanche, où aucun phénomène de retrait gonflement des argiles n'a été constaté à ce jour, mais qui doit cependant faire l'objet d'une attention particulière sous forme d'une information sur la potentialité d'un risque lors de chaque de délivrance d'autorisation d'urbanisme .

Article I-2 - Effets du P.P.R.

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au POS ou PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Conformément à l'article L.526-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

TITRE II - Réglementation des projets

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

Chapitre I- Mesures applicables aux constructions nouvelles

Sous chapitre I-1 Mesures applicables aux bâtiments à usage d'habitations individuelles hors opérations groupées

Article I-1-1 - Est interdite :

- l'exécution d'un sous-sol partiel sauf si son exécution est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées .

Article I-1-2 - Sont prescrites :

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), les dispositions suivantes :

- I-1-2-1 - la profondeur minimum des fondations est fixée à :
 - 0,80 m en zone moyennement exposée (B2) ;
 - 1,20 m en zone fortement exposée (B1) ;sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;
- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblai ou déblai-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 (1): Règles pour le calcul des fondations superficielles (DTU : document technique unifié et ses annexes).
- I-1-2-2 : les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :
 - toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
 - les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 (1) : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est prescrite sauf si le dallage sur terre-plein fait l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

Sous chapitre I-2 Mesures applicables à tous les autres bâtiments.

Ces mesures s'appliquent notamment :

- aux bâtiments à usage autre qu'habitation à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées
- aux opérations d'habitat groupé
- aux bâtiments d'habitation collectifs

Article I-2-1 - Est prescrite :

- la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1).

Chapitre II- Mesures applicables à l'environnement immédiat de l'ensemble des constructions projetées

A défaut d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NP P94-500 (1) et aboutissant à des dispositions contraires, les mesures suivantes sont applicables :

Article II-1 - Sont interdits :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique entre début mai et début octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article II-2 - Sont prescrits :

- le rejet des eaux pluviales ou usées dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 10 m de toute construction ;

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...);
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m, s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (géomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau ; il peut être dérogé à cette prescription en cas d'impossibilité matérielle (maison construite en limite de propriété par exemple).
- le captage des écoulements épidermiques lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité. En zone fortement exposée (B1), un délai minimum de un an doit être respecté entre cet arrachage et le démarrage des travaux de construction lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille (plus de 10 m de haut) ou en nombre important (plus de cinq) .Toutefois ce délai pourra être ramené à six mois si il est compris entre octobre et avril .
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Titre III- Mesures applicables aux constructions existantes

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan de zonage réglementaire, sauf dispositions particulières résultant d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.

Article III-1 - Sont définies les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- l'élagage voire l'arrachage des arbres ou arbustes avides d'eau implantés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 3- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 4- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 5- le raccordement des canalisations d'eaux usées et pluviales au réseau collectif lorsqu'il existe ;
- 6- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières.
- 7- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;

Article III-2

Les mesures 1, 3 et 6 définies à l'article III-1 sont rendues immédiatement obligatoires en zone fortement exposée (B1).

Article III-4

La mesure 4 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 1 an en zone fortement exposée (B1).

Article III-3

La mesure 5 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 2 ans en zone fortement exposée (B1) et en zone moyennement exposée (B2).

Article III-5

Les mesures 2, et 7 définies à l'article III-1 sont rendues obligatoires dans un délai de 5 ans en zone fortement exposée (B1).

Article III-6

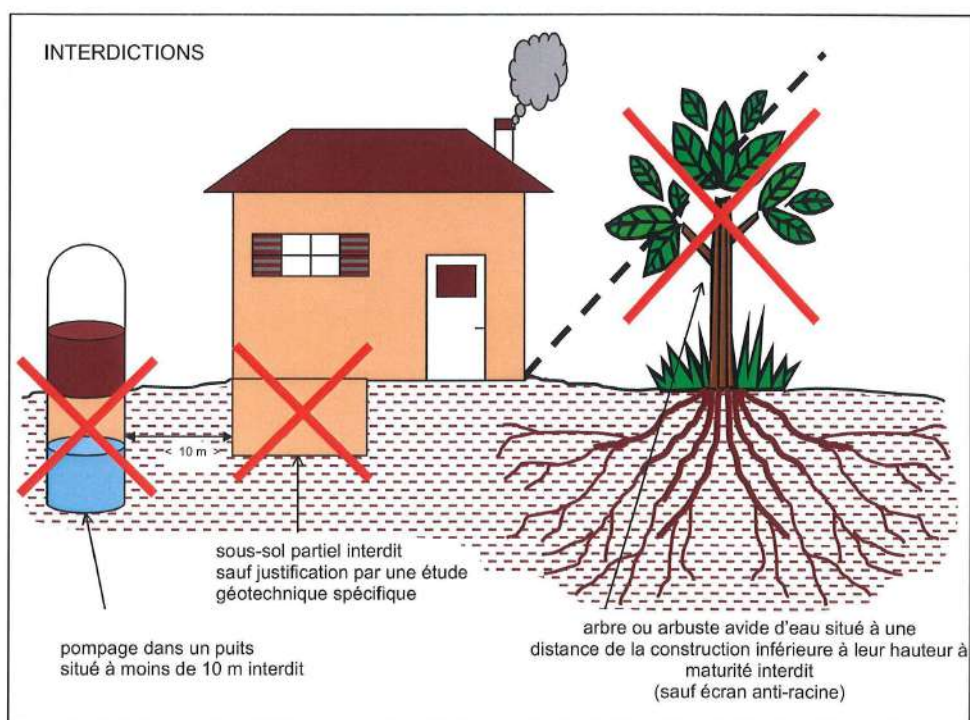
La mesure 1 définie à l'article III-1 est rendue immédiatement obligatoire en zone moyennement exposée (B2).

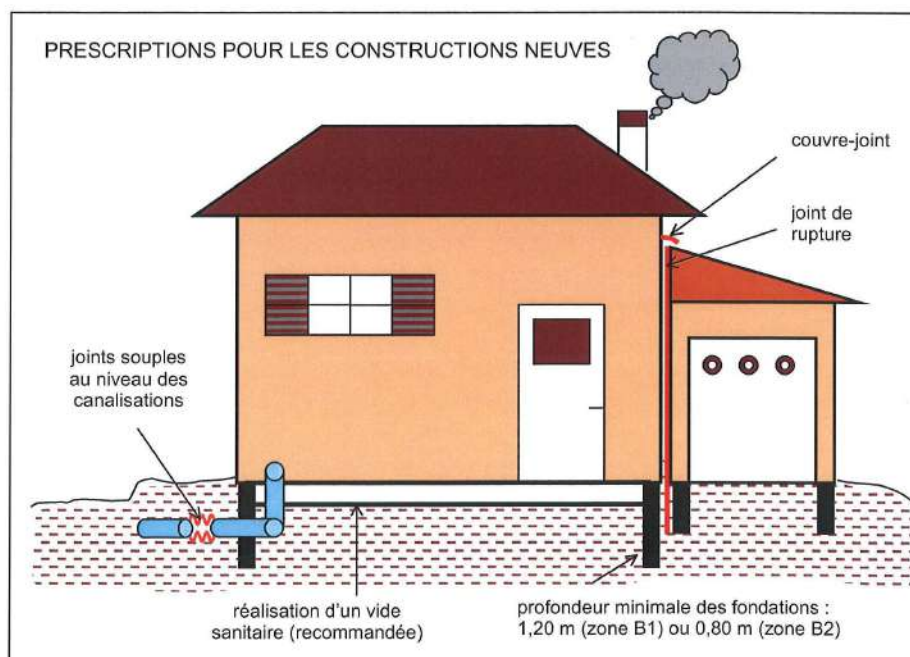
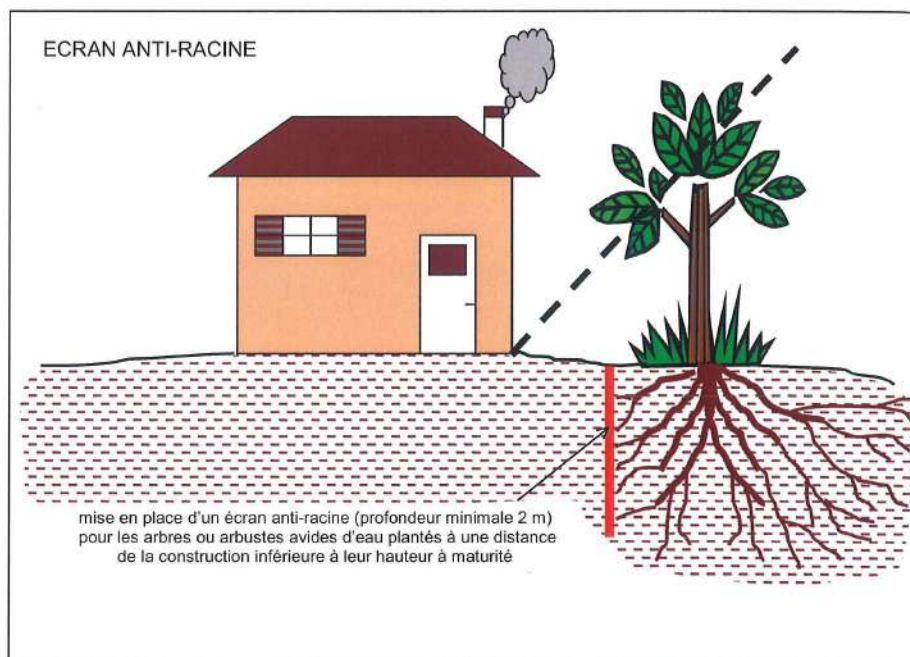
(1), tous ces documents sont disponibles auprès de l'AFNOR

ANNEXE 6 - Préconisations techniques et illustrations.

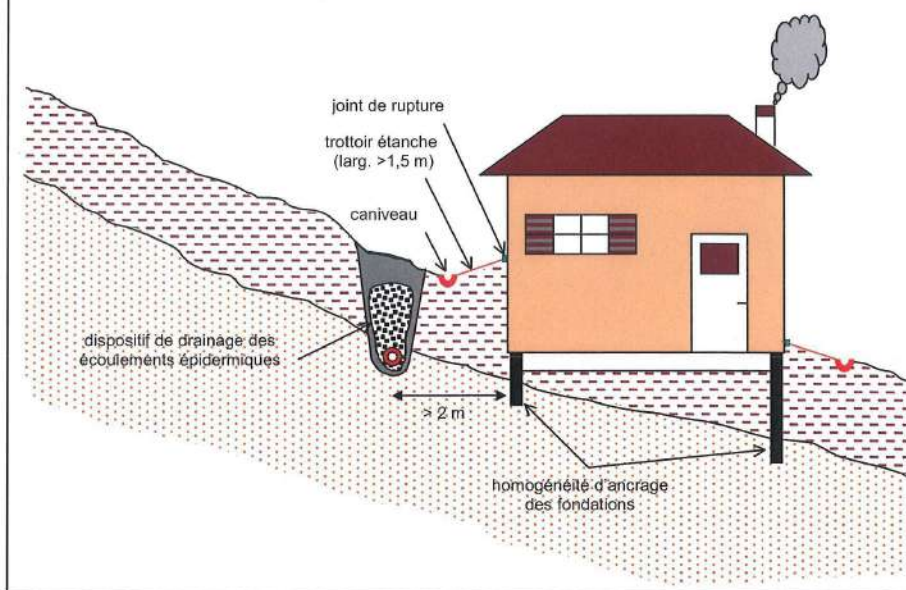
Illustration des principales dispositions réglementaires de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement

Les illustrations qui suivent présentent une partie des prescriptions et recommandations destinées à s'appliquer dans la zone réglementée par le PPR. Suivant le type de construction (existante ou projetée) et la zone réglementée (B1 ou B2) certaines de ces mesures sont obligatoires, d'autres non, et l'on se reportera donc au règlement pour obtenir toutes les précisions nécessaires.

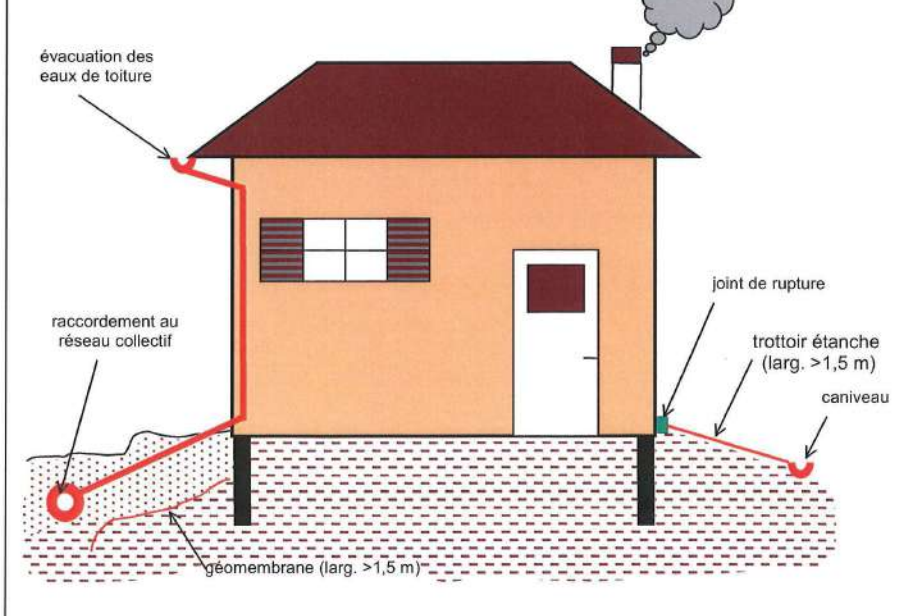




PRESCRIPTIONS POUR LES TERRAINS EN PENTE



RECUPERATION DES EAUX DE PLUIES



ANNEXE 7 – Récapitulatif de la Défense incendie sur la commune

Page 1 sur 1

A1:0553451502

2-AOU-2012 16:30 DE :MAIRIE DE CAMPAGNAC 0553284594

Code secteur : 240750				Centre de 1er appel : Salviac (46)							
CARACTERISTIQUES				LOCALISATION				RELEVES			
N°	GENRE	TYPE	DOM	Situation exacte				m3/h	P/D	Pr/S	Observations
1	PA	3m3	Pu	Spentragnet .				60			Rien à signaler
2	PA	2m3	Pu	Spintrat - Viget .				32			Rien à signaler
3	PA	3m3	Pu	Le Garril haut .							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Vanne bloquée
4	PA	7m3	Pu	Le Garril bas .							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Vanne bloquée
5	PA	4m3	Pu	Le bourg .				60			Rien à signaler
6	PA	2m3	Pu	Le Vignol au milieu du carrefour							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Vanne bloquée
8	Cl	90m3	Pu	Place du bourg							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Archauser
10	PN	120m3	Pr	Ségallat (accès CCF, MPR, NPF)							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Profondeur PE naturel < 0,60 m **
11	PN	120m3	Pr	Féniès accès MPR							Voir anomalie(s) ci-dessous
											Accès impossible *
											Profondeur PE naturel < 0,60 m **
Présence sur les lieux :				Sapeur Pompier : M. Decosta et M. Evrard				Mairie : M. Journot			
								Société fermière : Absente			

Légende Domaines

☒ = Anomalie importante

Pr Privé

Pu Public

Edition du 02/07/2012 10:12:38

http://212.51.166.57/openlineserver/servlet/GetTiff?TheIOR=IOR:0000000000000002... 02/08/2012



PREFET DE LA DORDOGNE

Service Départemental d'Incendie et de Secours

Périgueux, le 02/07/2012

Service de Secours

Le Préfet de la Dordogne

2.82

à

A RAPPELER :

Monsieur le maire
de Campagnac les Quercy

12/02810

Sous couvert de
Madame la sous-préfète
Sous-préfecture de Sarlat

Dominique CHRISTIAN

Objet : Défense incendie - Contrôle des bouches et poteaux d'incendie assurant l'alimentation en eau des moyens du S.D.I.S.

Référence : Code général des collectivités territoriales (articles L.2212-2 et L.1424-4)
Code de la construction et de l'habitation (article R 123-11)
Circulaires interministérielles n°465 du 10 décembre 1951 et du 20 février 1957
Circulaire du ministère de l'agriculture du 9 août 1967

Jointe(s) : 1 compte-rendu d'épreuves des prises d'eau.

Il m'honneur de vous rendre compte de l'intervention effectuée par mes services (Service Départemental d'Incendie et de Secours) lesquels ont procédé et constaté dans les conditions ci-après :

- le 16/04/2012 par le Centre d'incendie et de secours de Villefranche du Périgord
- des des prises d'eau (bouches, poteaux d'incendie et puisards d'aspiration) situées sur votre commune.
- vous trouverez les résultats de ces épreuves dans le(s) tableau(x) joint(s) en annexe.

conviendrait de rappeler que les textes de référence précités vous confèrent le soin de mettre à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours les moyens de défense incendie en eau en priorité à l'utilisation des points d'eau naturels ou artificiels.

l'exploitation des réseaux d'alimentation en eau potable pour la défense contre l'incendie doit résulter d'une réflexion au niveau local entre les parties concernées, c'est-à-dire :

- le maire, chargé de la sécurité et de la distribution des secours (cf textes de référence)
- le distributeur d'eau, société d'affermage ou syndicat
- le S.D.I.S.



A:0553451502

2-AOU-2012 16:30 DE :MAIRIE DE CAMPAGNAC 05532844594

circulaire ministérielle du 9 août 1987 en particulier pour les collectivités rurales confrontées à un
arsé.

jurisprudence, abondante en la matière retient la responsabilité de la commune pour "faute lourde"
nature à engager ladite responsabilité" dès lors que les dommages causés par un incendie sont
fait de l'insuffisance de la pression et/ou du débit d'eau aux bouches ou poteaux d'incendie.

ir conséquent, je vous demande de vouloir bien prendre connaissance des constatations faites sur le
prendre les mesures permettant d'assurer la défense contre l'incendie de la commune, compte tenu
présentés.

attire tout particulièrement votre attention sur les dysfonctionnements et anomalies importantes
squeles présentant d'une part, un caractère non réglementaire et sont susceptibles d'autre part,
un retard dans la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

Centre d'incendie et de secours de 1er appel compétent : Salviac (46)

Domaine : Public	4 anomalies importantes relevées	<input checked="" type="checkbox"/>
Domaine : Privé	3 anomalies importantes relevées	<input checked="" type="checkbox"/>

Concernant le(s) point(s) d'eau du domaine privé, il vous appartient d'en informer chaque chef
nement ou propriétaire.

Le chef du centre de secours de 1er appel et le cas échéant, le chef du service de la prévision
de l'état-major du service départemental d'incendie et de secours se tiennent à votre disposition
pour les précisions qui vous paraîtraient nécessaires.

Pour le préfet et par délégation
le directeur départemental
des services d'incendie et de secours



Colonel François Colomès

Propositions pour l'aménagement de la défense incendie Commune de CAMPAGNAC LES QUERCY

de la visite : le 16 Avril 2012

nts : Monsieur JOURNOT, service technique, commune de Campagnac les Quercy
Monsieur Sébastien ERARD, bureau prévision du Groupement *SUD EST*.
Sapeur Frédéric DA COSTA du centre de secours de Belvès

sés : Monsieur le Maire - Services SO.GE.DO

renforcement de la défense incendie sur certaines zones de votre commune est souhaitable. Aussi
connaissance de la nature de l'urbanisation présente sur celles-ci, nous vous proposons des listes non
exhaustives de lieux dits, hameaux, secteurs ou sites pour lesquelles des actions prioritaires devraient
être menées.

1) Hameaux et secteurs d'habitat regroupé

Création d'hydrants

sur les dits "La Roque" - "Julie/Le Rey/Le Vignal" - "Segonzac/Le Bouyssonet" - "Fournel/Le Cloup"

Il est judicieux de contacter la société fermière SO.GE.DO afin de faire une étude pour la mise en
œuvre d'une prise d'eau réglementaire.
En fonction des possibilités hydrauliques:

- soit un poteau d'incendie répondant à la norme 61213
- soit une réserve de 60 m³ alimentée par canalisation
de 30 m³/h minimum

En cas d'impossibilité de la réalisation des équipements cités ci-dessus, une solution palliative consiste
à la création d'une réserve de 120 m³ permettant la mise en aspiration des pompes des engins de lutte
contre l'incendie

Les équipements ou aménagements doivent être réalisés à moins de 200 mètres des bâtiments les plus
proches, cette distance étant mesurée sur des voies carrossables.

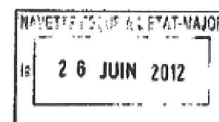
Points d'eau artificiels ou naturels existants pouvant être pris en compte

Points d'aspiration

Il est nécessaire de :

- nettoyer, redresser et remonter les vannes « bouche à clef » et les relier par un socle
en béton
- Vérifier le bon fonctionnement des carrés d'ouverture
- Vérifier l'efficacité de la vidange

Pour les points d'eau privés, il est nécessaire d'améliorer la signalisation, conforme à la
réglementation et établir une convention entre le propriétaire et la mairie.
La convention devra prévoir notamment l'accessibilité en tout temps et les aménagements
nécessaires permettant la mise en aspiration des pompes des engins de lutte contre l'incendie



A:0553451502

2-AOU-2012 16:30 DE : MAIRIE DE CAMPAGNAC 0553284594

2) Secteurs d'habitat dispersé

LES :

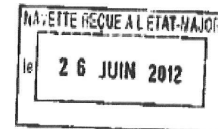
Brettes » - La Veysière/ La Bouyguette » - « La Gourdonnie/ La Séveille »

ménagements énoncés ci-dessus (§ 1A et 1B) peuvent être réalisés. Cependant il est préférable prendre contact avec nos services dans la mesure où des atténuations sont envisageables.

3) Activités commerciales, artisanales ou industrielles

us avez des projets de créations d'activités commerciales, artisanales ou industrielles, les agements énoncés ci-dessus (§ 1A et 1B) peuvent être réalisés en complément des dispositions ndécés pour l'obtention des permis de construire. Cependant il est préférable de prendre contact nos services dans la mesure où ces sites peuvent nécessiter des équipements ou aménagements uliers.

Le Chef de Centre
Mjr CALES



2-AOU-2012 16:30 DE : MAIRIE DE CAMPAGNAC 0553284594 A:0553451502

ANNEXE 8 – Risque incendie de forêt



Les Services de l'État en Dordogne

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne
Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts
Pôle Forêts
Cité administrative
24024 PERIGUEUX CEDEX
Affaire suivie par : Pôle Forêts / Danielle LALOI
email : danielle.laloi@dordogne.gouv.fr
Tél. : 05 53 45 56 42 – Fax : 05 53 45 56 50

Périgueux, le 29/01/2013

DONNEES FORESTIERES A METTRE A DISPOSITION DANS LE CADRE DU PAC

les documents cartographiques sont disponibles sur le site portail des services de l'État
<http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / Agriculture et forêt / Forêt et Bois

RISQUE INCENDIE DE FORETS

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités et particulièrement celles situées dans les zones les plus sensibles au risque, sur l'obligation de prise en compte de ce risque avec une attention particulière à porter notamment sur les interfaces urbain/forêt, le débroussaillage, l'accessibilité pour les secours, la disponibilité en eau pour la lutte...

CARTES : issues de l'atlas du risque incendie de forêts

- Nombre de départs de feux par commune 2001-2007
- Surfaces brûlées par commune 2001-2007
- carte d'aléa (niveau infra communal)
- Nombre d'habitations en zone sensible par commune
- Nombre d'habitations isolées en zone sensible par commune
- Indice synthétique pour les habitations (indice croisant les 2 données précédentes)
- Estimation par commune des surfaces à débroussailler autour des habitations
- Synthèse du risque / approche par grands ensembles géographiques

COMMENTAIRE relatif aux cartes : consultables sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêts / forêt et bois / urbanisation et risque d'incendie de forêt en Dordogne

Les cartes présentées ont été établies à partir de données dont les niveaux de mise à jour et de précision sont hétérogènes.

Bien que les données soient pour partie représentées à l'échelle communale, leur interprétation doit être faite par grands ensembles géographiques.

La fiabilité de l'information ne saurait être garantie aux niveaux communal ou infra communal.

TEXTES (au titre du droit forestier)

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 9 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

... 9° A la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

- **Code Forestier / Livre Ier/ Titre III Défense et lutte contre les incendies** notamment articles L134-6 et suivants relatifs au débroussaillage obligatoire.

Rappel : la Dordogne est classée au titre de l'article L133-1 du Code Forestier, territoire réputé particulièrement exposé aux risques d'incendie de forêt. Ce classement induit notamment des obligations concernant le débroussaillage dans les zones sensibles au risque d'incendie de forêt, ces zones étant constituées des bois, forêts, plantations forestières, reboisements, coupes rases, landes et d'une zone périphérique de 200 mètres de large autour de ces formations.

Les obligations de débroussaillage sont décrites à l'article L134-6 du code forestier.

Une approche cartographique de la zone sensible est consultable sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêt / forêt et bois / une approche cartographique des zones sensibles au risque d'incendie de forêt

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX

Les obligations légales de débroussaillage et les documents d'urbanisme

L'article L134-15 du code forestier prévoit désormais (ordonnance N°2012-92 du 26/01/2012) que **certaines des obligations légales de débroussaillage soient annexées aux Plans Locaux d'Urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.**

- article L134-15 du code forestier

Lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé à caractère permanent, résultant des dispositions des articles L. 134-5 et L. 134-6, cette obligation est annexée aux plans locaux d'urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.

- article R134-6 du code forestier

Les obligations à caractère permanent qui sont annexées au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu sont celles mentionnées à l'article L. 134-5 et aux 3°, 5° et 6° de l'article L. 134-6.

Ainsi, doivent désormais être annexées aux PLU ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu, les obligations de débroussaillage concernant notamment :

- les zones urbaines,
- les zones d'aménagement concerté (ZAC),
- les associations foncières urbaines (AFU),
- les lotissements,
- les terrains de camping soumis à permis d'aménager (1),
- les parcs résidentiels destinés à l'accueil d'habitations légères de loisirs (1),
- les terrains bâtis ou non bâtis permettant l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs(1)

Pour tous ces terrains, le débroussaillage doit être réalisé sur toute la surface située en zone sensible (c'est-à-dire située en forêt ou à moins de 200 mètres d'une lisière boisée). Les travaux sont à la charge du propriétaire des terrains.

Tous les PLU ou documents d'urbanisme en tenant lieu qui n'ont pas fait l'objet d'une adoption définitive avant le 1er/07/2012 doivent désormais comporter une annexe sur laquelle figurent ces obligations de débroussaillage.

En plus de ces obligations qui doivent figurer en annexe du PLU ou du document d'urbanisme en tenant lieu, d'autres obligations de débroussaillage s'appliquent sans qu'il soit obligatoire de les faire figurer en annexe du PLU. Il s'agit des obligations définies par les alinéas 1° et 2° de l'article L134-6 du code forestier :

- Le débroussaillage est obligatoire sur les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres autour de ces constructions, chantiers ou installations et 10 mètres de part et d'autre des voies privées d'accès à ces constructions. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions.
- Pour les trois dernières catégories citées ci-avant relatives à l'hébergement de plein-air (1), les propriétaires sont également soumis à l'obligation de débroussailler une bande de 50 mètres autour de l'emprise de leur établissement (distance mesurée à partir des emplacements ou installations situés le plus en périphérie).

Une information sur l'existence de ces deux types d'obligations, bien que non obligatoire dans le PLU ou le document d'urbanisme, est recommandée.

Le contrôle de l'exécution des obligations de débroussaillage est assuré par le maire (article 134-7 du code forestier).

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX

DEFRICHEMENT

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités sur le droit relatif à la préservation et au maintien de certains espaces forestiers

TEXTES

Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements notamment article L341-5

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

- 1° au maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes ;
- 2° à la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents ;
- 3° à l'existence des sources, cours d'eau et zones humides et plus généralement à la qualité des eaux ;
- 4° à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sable ;
- 5° à la défense nationale ;
- 6° à la salubrité publique ;
- 7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers ;
- 8° à l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population ;
- 9° à la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

FORETS EXPLOITEES

OBJECTIF : attirer l'attention des collectivités sur l'enjeu de la forêt de production notamment lorsque les investissements publics en faveur de la forêt sont élevés et concernent des surfaces significatives. Les collectivités doivent aussi être averties de l'éventualité de l'application de l'alinéa 7 de l'article L341-5 du Code Forestier.

CARTES : investissements plan chablis consultables sous <http://www.dordogne.pref.gouv.fr> rubrique Les actions de l'État / agriculture et forêt / forêt et bois / bilan de la tempête de décembre 1999 (plan chablis)

cartes relatives à la remise en valeur de la forêt sinistrée par la tempête de décembre 1999 (Martin)

- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le nettoyage par commune
- carte des surfaces aidées et tranches de montants engagés pour le reboisement par commune

NB- attention, ces cartes ne reflètent pas la totalité des investissements forestiers. Il ne s'agit que d'une indication relative à la remise en valeur après la tempête Martin de décembre 1999 (surfaces dont la remise en valeur forestière est réalisée ou prévue et montants d'aides correspondants de l'Etat et l'Europe – période de référence 2000-2012).

TEXTES

- **Code Forestier / Livre III / Titre IV / Défrichements** notamment article L341-5 alinéa 7 et articles suivants relatifs aux motifs de refus des autorisations de défrichement.

L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination forestière des sols, est reconnu nécessaire :

7° à la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers.

FORETS SOUS ENGAGEMENTS FISCAUX

OBJECTIF : rappeler l'existence d'engagements trentenaires de maintien de l'état boisé sur certains espaces forestiers en contrepartie d'avantages fiscaux consentis aux propriétaires lors des successions et donations (régime Monichon) ou au titre de l'impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF). Il y a des conséquences financières pour les propriétaires successifs en cas de rupture de cet engagement.

CARTES : non disponibles à ce stade

TEXTES

- **article 793 du Code Général des Impôts** alinéas 1-3° et 2-2°
- **article 885 D du Code Général des Impôts**

Les terrains forestiers concernés par les engagements relatifs au régime Monichon font l'objet d'une inscription hypothécaire au profit du Trésor Public.

Adresse postale : Les Services de l'État – Cité administrative – DDT – Service Économie des Territoires, Agriculture et Forêts – Pôle Forêts – 24024 PERIGUEUX CEDEX

Adresse physique : DDT – 16 rue du 26ième RI – 24016 PERIGUEUX CEDEX

ANNEXE 9 – Evaluation environnementale – Analyse des méthodes

Les données utilisées pour la réalisation de cette étude ont été fournies par :

- Le manuel d'interprétation des habitats de l'Union Européenne.
- Le site internet du Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement pour la fiche du site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou ».
- Le site internet de la DREAL Aquitaine pour les données concernant les protections et les recensements relatifs au milieu naturel.
- Le site internet de l'Inventaire National du patrimoine Naturel pour le Formulaire Standard de données (FSD) établi pour le site Natura 2000 FR7200672 « Coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou ».
- Le site internet SIE Adour Garonne pour les données sur l'eau.
- Le site internet de l'étude régionale Trame verte et bleue Aquitaine.
- Dossier de projet pour les travaux d'assainissement collectif, réseau de collecte et station de traitement ; commune de Campagnac-les-Quercy ; INFRA.CONCEPT; 2012.
- Les investigations de terrain, effectuées les 17 et 26 septembre 2013.

ANNEXE 10 – Plan des servitudes

Département de la Dordogne

Porter à connaissance:

Commune de Campagnac-les-Quercy


*Zones à Risque

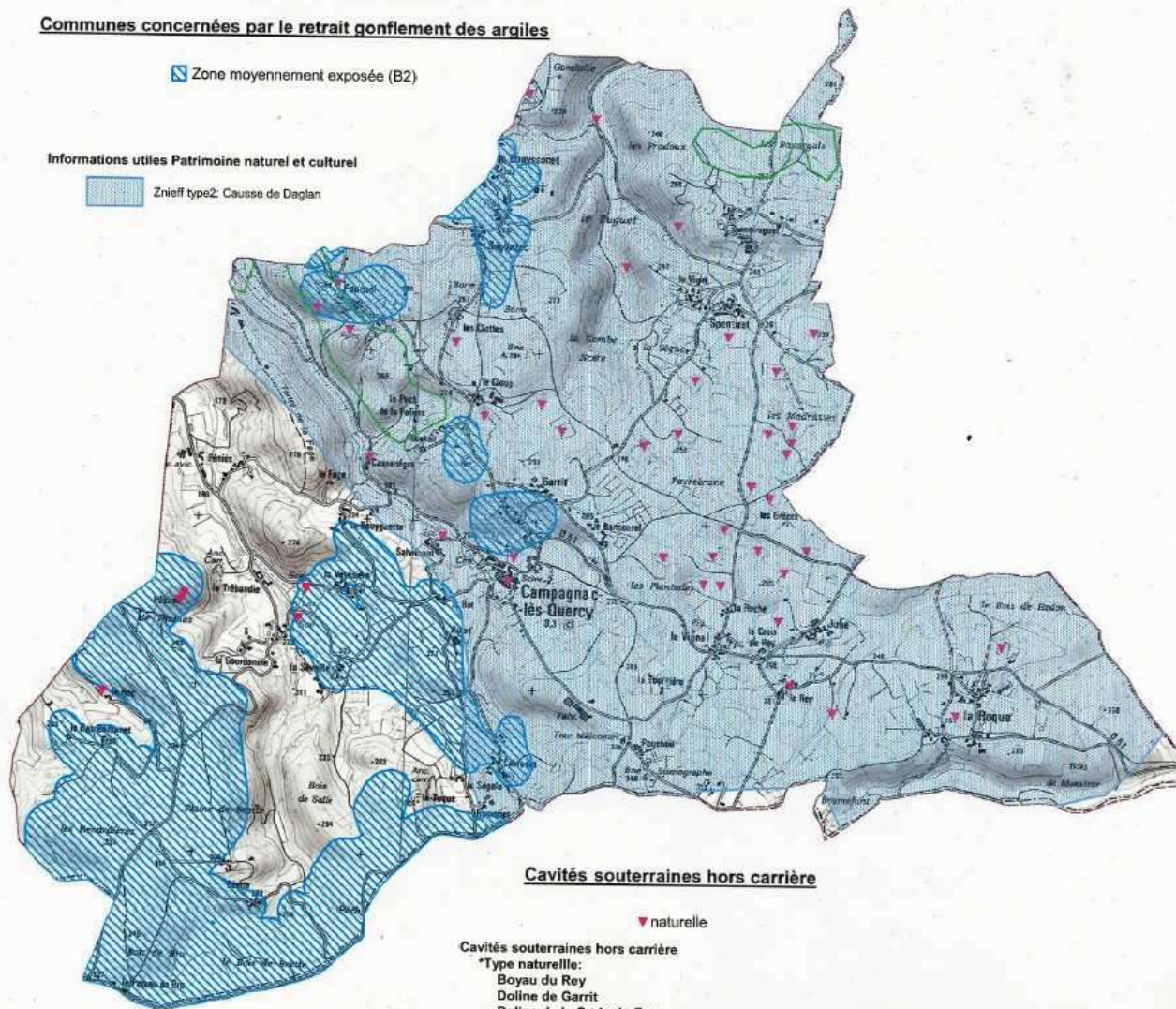
*Zones Patrimoine naturel et culturel

Communes concernées par le retrait gonflement des argiles

 Zone moyennement exposée (B2)

Informations utiles Patrimoine naturel et culturel

 Znieff type2: Causse de Daglan



Cavités souterraines hors carrière

▼ naturelle

Cavités souterraines hors carrière

*Type naturelle:

Boyau du Rey
 Doline de Garrit
 Doline de la Croix du Rey
 Doline du Roc
 Doline de la Roche
 Doline de la segue
 Doline de Peyrebrune n°1 et n°2
 Doline de Spentirat
 Doline de Spentirat Est
 Doline des Clottes
 Doline des Grezes n°1;n°2;n°3 et n°4
 Doline des Madrasses n°1;n°2 et n°3
 Doline des Plantades n°1;n°2;n°3 et n°4
 Doline du Bois de Redon
 Doline du Cloup n°1 et n°2
 Font de Fournel
 Fontaine de Campagnac-les-Quercy
 Fontaine Ombrade
 Gouffre de la Roque
 Gouffre des Grezes
 Gouffre du Rey
 Gouffre-grotte de la Plaine de Thomas
 Grotte de Cassenègre
 Grotte de Spentiraguet n°1 et n°2
 Grotte du Buguet
 Grotte du Pied Delfaux
 Grotte du Vallon de la Viale
 Puits des Jasses
 Puits sous la Barénie
 Source de la Veyssière Ouest et Sud-Ouest
 Source de Salvimont
 Source du Hameau de Barges
 Trou de Pierre Morte
 Trou près de Pierre Morte

NOTA :

Données non exhaustives
Tracés indicatifs

Echelle : 1/ 25 000°

Date exécution du plan : 09 Mars 2015

Carte mise à jour avec l'information connue au : 01/01/2013

commune de

CAMPAGNAC les QUERCY

CARTE COMMUNALE

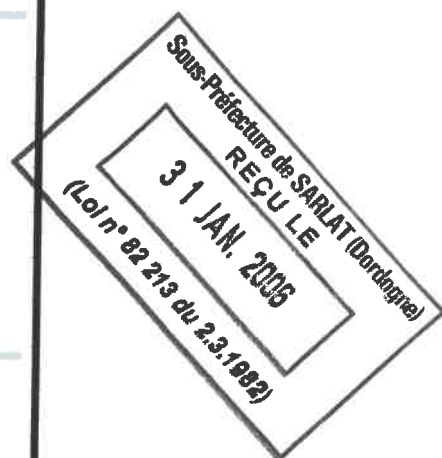
RAPPORT DE PRESENTATION

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral du

- 1 MARS 2006

Pour le Préfet et par délégation,
La Chargée de missions, Urbanisme, Marchés Publics

Sandrine DIAS



Direction
Départementale
de l'Équipement
Dordogne

Subdivision
de
Belvès
8 rue Des Casernes
24170 Belvès
tel: 05 53 31 79 20
fax: 05 53 28 59 11

Subdivision de Belvès DDE-Dordogne@equipement.gouv.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION

A. Diagnostic

I Présentation de la commune

1. Situation géographique
2. Caractéristiques physiques

II Analyse quantitative de l'évolution récente

1. Evolution de la population
2. Caractéristiques de la population
3. Le logement
4. Evolution de la pression foncière
5. Evolution de l'activité agricole

III Analyse de l'état initial de l'environnement

1. Milieux naturels, paysages et sites
2. Zones sensibles
3. ZNIEFF
4. Milieux naturels aquatiques

B. Les choix de la commune

- I. Les choix - généralités
- II. Les objectifs de la commune
- III. Choix des délimitations des secteurs constructibles
- IV. Tableau récapitulatif des surfaces ouvertes à l'urbanisation

C. Evaluation de l'incidence des choix

- I. L'activité économique - Prévisions de développement
- II. Les équipements publics et les services
- III. Espaces naturels et agricoles - Sites et paysages
- IV. Patrimoine bâti
- V. Les risques naturels

D. Servitudes Publiques et informations utiles

E. Annexes

A. DIAGNOSTIC

I Présentation de la commune

1. Situation géographique :

La commune de Campagnac les Quercy est située à l'extrême sud-est du canton de Villefranche du Périgord, en limite du département avec le Lot. (arrondissement de Sarlat).

Elle couvre une superficie de 1967 ha dont 606 ha de forêts.

Les pôles économiques les plus près sont Sarlat situé à 32 kms et Fumel situé à 25 kms.

2. Caractéristiques physiques.milieu.

L'habitat est concentré pour l'essentiel dans le bourg et les différents hameaux de la commune. On note également une mutation du paysage par le « mitage » récent des dernières décennies. Le paysage est très varié et offre une diversité de polycultures.

II Analyse quantitative de l'évolution récente

1. Evolution de la population

Commune beaucoup de communes rurales, Campagnac les Quercy a connu un déclin de sa population.. Toutefois, on constate une certaine stabilisation depuis le recensement de 1990

Recensements :

1962 :	410
1968 :	390
1975 :	350
1990 :	305
1999 :	293

2. Caractéristiques de la population :

La commune abrite beaucoup de personnes âgées et la population vieillissante s'accroît. Les personnes de plus de 60 ans représentaient 38 % de la population communale au recensement de 1990 et 40 % au recensement de 1999.

Cette évolution est au-dessus de la moyenne départementale et nationale (voir tableau en annexe).

La population active est de 120 personnes sur ces 120 personnes 102 ont un emploi et sont salariés ou non salariés. Le taux de la population active est en hausse depuis le recensement de 1990 (il est passé de 41,7 % à 46 %).

3. Le Logement

Selon les dernières données de l'INSEE le parc a été évalué à 195 logements dont 120 logements en résidences principales ; 62 en résidences secondaires et 13 logements vacants. Le parc de logements a progressé 16 % de 1990 à 1999 la plus importante progression concerne les résidences principales.

Le parc des logements est ancien puisque 55 % des logements datent d'avant 1915. De 1915 à 1981 la progression des logements a été régulière. Depuis 1982 jusqu'en 1999 on note une plus forte augmentation des logements neufs.

L'analyse du confort des logements fait apparaître qu'il existe encore sur la commune 7 logements sans installation sanitaire (ni WC - baignoire - douche).

En ce qui concerne le statut d'occupation des logements 76 % sont propriétaires.

4. Evolution de la pression foncière :

Années	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de CU 4/<%4*2	5	4	4	10	10	9	11
Nombre de CU accordés	5	4	2	6	4	3	5
Nombre de PC accordés	10	8	9	17	15	10	11
Logements neufs	3	2	1	3	2	3	5

5 L'activité agricole

Le dernier recensement agricole de l'année 2000 fait apparaître un total de 28 exploitations dont 17 exploitations professionnelles. On compte 13 exploitations de 30 hectares ou plus.

L'activité concerne essentiellement l'élevage de volailles, et de bovins. La superficie agricole utilisée était de 840 hectares dont 360 ha de terres labourables (148 ha de céréales).

La superficie fourragère principale est de 638 ha.

Le nombre d'exploitation est en baisse constante ainsi que la surface agricole utilisée.

III Analyse de l'état initial de l'environnement

1 Milieux naturels, paysages et sites

La commune de Campagnac les Quercy est située dans « paysages polycultureaux du périgord sarladais » par l'étude paysagère de 1999. Mais on retrouve également sur la commune un paysage de « causse » notamment au nord : coteaux calcaires du causse de Daglan. L'intervention de l'homme se limite aux sols propices à l'agriculture : clairières agricoles, fond de vallons et sur les plateaux. La couverture forestière est importante (presqu'un tiers de la surface communale).

2 Zones sensibles :

La commune ne possède pas de bâtiment classé au titre de la législation sur les monuments historiques. Il n'existe pas de site classé ou site inscrit.

Le caractère du bourg organisé autour de la place centrale de l'église mérite d'être préservé. Les constructions traditionnelles et leurs volumes constituent une référence.

L'assistance à priori du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et Environnement (CAUE) peut-être demandée avant le dépôt de tout permis de construire, CAUE place Hoche 24000 Périgueux tél. 05.53.08.37.13

La commune est concernée par le site n°FR7200672 « coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la Vallée du Céou ».

Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique. (ZNIEFF)

La commune est concernée par la ZNIEFF n° 2621 de type 2 « Causse de Daglan » secteur nord du territoire, zone de calcaires jurassiques très compacts qui permettent le maintien d'une végétation à affinités méditerranéennes (nombreuses espèces végétales qui sont très localisées au niveau régional).

4. Milieux naturels aquatiques

La commune ne possède pas de ruisseaux importants ni d'étangs ou plan d'eau d'intérêt écologique.

B. LES CHOIX DE LA COMMUNE

I. Les choix - généralités

Ils sont à la fois guidés par l'histoire ancienne de la commune et par la réalité observée ces dernières années.

Campagnac commune rurale à l'écart des grandes infrastructures de transport et des zones d'activités demeure néanmoins sous influence du bassin d'emploi de Sarlat. Son territoire constitue un potentiel résidentiel pour les actifs de ce secteur attirés par la qualité de ses milieux naturels et de ses paysages.

Les prévisions de développement se limitent au domaine de l'habitat et récemment au dynamisme d'une entreprise semi-industrielle implantée sur la commune, elles pourraient se traduire par une augmentation de la population liée à de nouvelles installations.

L'évolution démographique devrait rester modeste mais devra se faire en tenant compte :

- de la compatibilité des équipements et réseaux de la collectivité
- d'un meilleur équilibre des finances communales
- de préserver le maintien de l'activité agricole
- d'assurer une bonne protection des milieux naturels et des paysages

II. Les objectifs de la commune

- Favoriser l'implantation des jeunes ménages
- Favoriser l'habitat afin de retrouver un niveau de population suffisant pour assurer un bon équilibre communal.
- Préserver l'espace agricole afin de permettre le maintien de l'activité agricole selon des conditions d'exploitations modernes.

- Dynamiser la commune avec une revitalisation du centre bourg : commerce multiple rural (construction en cours).

- Préserver l'espace naturel afin de conserver le milieu particulièrement riche du point de vue de la flore (ZNIEFF)

Maintenir un environnement de qualité sur l'essentiel du territoire communal et principalement équiper le bourg d'un réseau d'assainissement collectif.

III. Choix des délimitations des secteurs constructibles

a) Les Zones U

- Le Bourg

L'extension du bourg prévue principalement au sud correspond à un choix topographique du site sur des parcelles plus adaptées à recevoir un assainissement individuel.

Les parcelles situées à l'Ouest et Sud Ouest du Bourg méritent une attention particulière (parcelles situées en contre bas du bourg ancien et ayant un impact direct sur la vision du bourg). Lors des demandes de permis de construire l'implantation et l'aspect architectural des maisons sera soumis à l'avis de l'Architecte Conseil de la Direction Départementale de l'Équipement ou du Service Départemental de l'Architecture.

-Champ de Case Le Pesquié

Sur le lieu-dit Champ de Case on constate actuellement l'implantation d'habitations au nord de la voie communale. La zone choisie côté Sud fera un ensemble homogène avec le bâti existant.

- Le Cloup :

Cette zone correspond à l'extension du hameau « Le Cloup » et reliera le hameau « Pech de la Fallière »

Spentiras :

La zone située à « la Combe du Puits » correspond à une pression foncière. On constate en effet plusieurs demandes de certificats d'urbanisme sur ce secteur ainsi que sur le lieu-dit « La Ségue ». Ces deux secteurs constitueraient l'extension du hameau de Spentiras (hameau le plus important après le bourg).

-Spentiraguet

Cette zone correspond à l'extension du hameau actuel. La coupure volontaire entre cette zone et le hameau est justifiée par la présence d'une exploitation agricole entre les deux. On constate actuellement trois constructions récentes à l'ouest de la zone créée.

- Pouchou

Zone d'extension du hameau de Pouchou incluant plusieurs maisons récentes.

- Pommier

L'extension du hameau « Pommier » a été choisi délibérément au nord de la route départementale pour ne pas être en promiscuité avec les exploitations agricoles présentes dans le hameau actuel.

- Brette

Zone d'extension du hameau de Brette incluant les maisons existantes

- La Veyssière :

Le développement de ce hameau est réalisable sur cette zone qui n'intéresse plus l'agriculture.

Toutes ces zones ont été définies suivant la pression foncière ressentie par les élus et les demandes de certificats d'urbanisme et permis de construire. Ces zones sont équipées des différents réseaux et la voirie est suffisante sur l'ensemble des secteurs.

b) La zone N

Cette zone concerne tout le reste du territoire de la commune. Elle est inconstructible pour les maisons d'habitations. Les constructions liées aux exploitations agricoles sont autorisées sur les terrains concernés directement à cette activité.

En application de la loi UH du 02/07/2003 (circulaire du 31/07/2003) la restauration de ruines ou vieux bâtiments existants à l'abandon pourra être envisagée à condition que celle-ci n'entraîne pas de dépenses importantes en matière de réseaux (accords des syndicats eau et électricité).

IV Tableau récapitulatif des surfaces ouvertes à l'urbanisation

Lieu-dit	Surface de la zone constructible	Surface disponible à l'urbanisation
Le Bourg	12 ha	7 ha 00
Champ de Case Le Pesquié	4 ha	3 ha 20
Le Cloup-Pech de la Tallière	4 ha 40	4 ha 00
Spentiras-La Ségue	17 ha 35	9 ha 20
Spentiraguet	3 ha 10	3 ha 10
Pouchou	4 ha	3 ha 70
Pommier	4 ha	3 ha 50
La Veyssière	4 ha 80	3 ha 30
Brette	1 ha 50	1 ha 00
TOTAL	55 ha 15	38 ha 00

Les zones constructibles présentent une capacité résiduelle d'environ 38 hectares. Cette estimation est établie à partir des parcelles disponibles pouvant admettre des constructions.

En prenant une surface de terrain à bâtir de 3000 m², 126 terrains seraient donc ouverts à la construction.

Compte-tenu d'un coefficient de rétention foncière de 0,3 à prendre en compte les capacités en surfaces ouvertes à l'urbanisation permettent la réalisation de 38 logements. Actuellement le rythme de constructions neuves est de 5 logements par an. Les surfaces disponibles sont cohérentes par rapport au projet de développement de la commune.

Si la configuration passée montrait des terrains de taille au moins de 5000 m² il semble que le prix des terrains aujourd'hui oriente la constructibilité sur des lots plus petits ce qui est positif en terme d'économie de l'espace. Nous avons donc pris une surface de lot de 3000 m² en moyenne. (lots non raccordés à un système d'assainissement)

C. EVALUATION DE L'INCIDENCE DES CHOIX

I. L'activité économique - Prévisions de développement

L'activité économique se limite à l'agriculture, au petit artisanat et au tourisme (gîtes ruraux).

Il n'existe pas de commerce ni de services particuliers fixés sur le territoire de la commune mais la commune construit actuellement un complexe multiple rural dans le bourg.

Des commerces ambulants desservent la commune

Les seuls développements à la fois attendus et souhaitables sur la commune paraissent devoir être limités à l'installation de nouveaux artisans, petits commerces et le développement du tourisme.

En ce qui concerne l'installation de nouveaux artisans ou petits commerces, ces activités nouvelles doivent pouvoir s'implanter dans les différentes zones U de la carte communale sans détruire le caractère rural de cette collectivité.

II Les équipements publics et les services

Les équipements sont peu nombreux à Campagnac les Quercy

- Mairie
- Eglise
- salle des fêtes
- Chemins et voies communales

Les services sont limités et administrés dans un cadre intercommunal :

- Transport scolaire
- Ramassage des ordures ménagères
- Réseau d'eau géré par les syndicats d'adduction d'eau potable, société fermière : sogedo.

Les choix de la commune ont donc été établis en considérant qu'équipements et services devaient être maintenus

1. Adduction d'eau potable :

Les zones potentiellement urbanisables ont été définies en tenant compte de la présence et de la capacité du réseau d'eau potable.

2. Assainissement :

Le schéma est en cours d'élaboration par la Communauté de communes du Pays du Châtaignier, le Bourg ne dispose pas de réseau collectif.

3. Voirie :

La commune dispose d'un réseau de voies et chemins adaptés à l'urbanisation actuelle et future. Il n'est pas prévue de création ou d'aménagement de voies nouvelles.

III. Espaces Naturels et Agricoles - Sites et Paysages

Les espaces agricoles ont été préservés conformément aux objectifs de la commune :

- En situant en zone N les exploitations agricoles en activité
- En limitant les extensions des hameaux existants
- En créant des zones constructibles nouvelles en dehors de terres exploitées par l'agriculture.

Les espaces naturels et les paysages ont été préservés dans le respect des objectifs de la commune :

- Par la limitation des extensions des hameaux existants
- En situant les zones constructibles nouvelles sur des terrains où une urbanisation était déjà lancée .

IV. Patrimoine bâti

Il conviendrait de préserver le caractère des secteurs bâtis en veillant à ce que les constructions nouvelles ne soient pas de nature par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels (application de l'article R 111-21 du code de l'urbanisme).

V. Les risques naturels

- risque inondation : la commune n'est pas concernée par ce risque.

- Le risque mouvements de terrain :

A moins de sonder tous les plateaux calcaires de la commune, il n'est pas possible d'évaluer et cartographier les zones à risques. La présente carte communale n'identifie donc pas de zone susceptible d'être affectée par des mouvements de terrains naturels.

- Risque retrait gonflement des sols argileux :

La commune n'est pas répertoriée dans la liste des communes à risque.
(circulaire du 10/07/2002 du Préfet de la Dordogne)

- Le risque feux de forêt :

Il a été pris en compte en évitant de laisser se développer l'urbanisation au sein des massifs forestiers.

D. SERVITUDES PUBLIQUES ET INFORMATIONS UTILES

Le porter à connaissance regroupe l'ensemble des servitudes et informations utiles qui ont été communiquées par Monsieur le Sous-Préfet à Monsieur le Maire de Campagnac les Quercy.

E. ANNEXES

Population active

- Au lieu de résidence

Zonage: COMMUNE - Zone: 24075 - Campagnac-lès-Quercy

POPULATION ACTIVE* ET TAUX D'ACTIVITÉ

Sources: RP82, RP90 et RP99 exploitation principale

Unité: personne

Dordogne

	1982		1990		1999		1999
	pop act	Tx act %	pop act	Tx act %	pop act	Tx act %	
Population active totale	132	48,0	113	41,7	120	46,0	49,1
Hommes	82	56,6	70	51,1	64	48,1	55,0
Femmes	50	38,5	43	32,1	56	43,8	43,7
Tranches d'âge - hommes							
15-19 ans	2	16,7	0	0,0	1	25,0	12,3
20-24 ans	8	80,0	4	44,4	7	87,5	70,2
25-39 ans	28	96,6	32	100,0	24	92,3	94,2
40-59 ans	38	90,5	31	91,2	31	83,8	86,9
60 ans et +	6	11,5	3	5,8	1	1,7	3,5
Tranches d'âge - femmes							
15-19 ans	1	11,1	0	0,0	1	14,3	6,8
20-24 ans	6	60,0	3	50,0	4	80,0	63,5
25-39 ans	9	60,0	21	80,8	21	87,5	82,7
40-59 ans	33	71,7	18	51,4	24	72,7	73,7
60 ans et +	1	2,0	1	1,6	6	10,2	3,1

* Population active: y compris demandeurs d'emploi, de plus de 15 ans, comptée au lieu de résidence

POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI - Selon le statut et la condition d'emploi

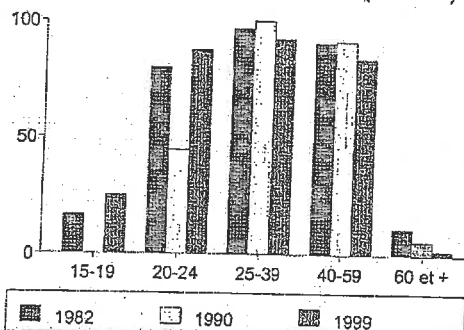
Sources: RP90 (sondage au 1/4) et RP99 (exploitation principale)

Unité: personne

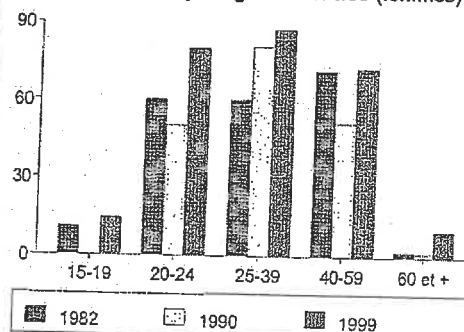
	1990		1999			
	nb	%	Total	%	TC**	TP**
TOTAL	128	100	102	100	82	20
Salariés	36	28,1	56	54,9	37	19
• apprenti			1	1,0	0	1
• Intérim			0	0,0	0	0
• emploi aidé			4	3,9	2	2
• stagiaire rémunéré			0	0,0	0	0
• CDD			10	9,8	4	6
• Titulaire fonction publique			5	4,9	3	2
• CDI			36	35,3	27	9
Non salariés	92	71,9	46	45,1	45	1
• indépendants	64	50,0	28	27,5	28	0
• employeurs	0	0,0	10	9,8	10	0
• aides familiaux	28	21,9	8	7,8	7	1

** TC = temps complet TP = temps partiel

Taux d'activité par âge en 82/90/99 (hommes)



Taux d'activité par âge en 82/90/99 (femmes)



Sources: INSEE, RP82, RP90, RP99 (exploitation principale) et RP90 (sondage au 1/4)

Évolution du parc de logements

Zonage: COMMUNE - Zone: 24075 - Campagnac-lès-Quercy

PARC DE LOGEMENTS

Source: BDCOM 1999

	Unité: logement			évol %	
	1975	1982	1990	90 - 99	1999
Parc de logements	143	157	168	16,1	195
Résidences principales	94	92	102	17,6	120
Résidences secondaires	33	45	59	5,1	62
dont logis occas.					0
Logements vacants	16	20	7	85,7	13

Note: Les logements occasionnels (notion nouvelle 1990) ont été regroupés avec les résidences secondaires

RÉSIDENCES PRINCIPALES

Sources: RGP82 sondage au 1/4
RGP90 et 99 exhaustif

	Unité: résidence principale				Dordogne
	1982	1990	1999	%	1999 %
TOTAL	96	102	119	100	100
Statut d'occupation					
Propriétaire	80	92	91	76,5	64,0
Locataire	8	2	13	10,9	29,0
• Loué vide privé	8	0	8	6,7	20,7
• HLM	0	0	1	0,8	6,9
• Loué meublé + ch. hôt.	0	2	4	3,4	1,4
Logé gratuitement	8	8	15	12,6	7,0
Date d'achèvement					
avant 1915 (1)	44	84	66	55,5	29,1
de 1915 à 1948 (2)	20	3	8	6,7	11,0
de 1949 à 1967 (3)	8	6	10	8,4	14,4
de 1968 à 1974 (4)	4	1	3	2,5	11,0
de 1975 à 1981 (5)	20	2	4	3,4	12,7
de 1982 à 1990 (6)		6	11	9,2	12,3
depuis 1990 (7)			17	14,3	9,5
Nombre de pièces					
1 pièce	0	0	5	4,2	2,6
2 pièces	4	5	4	3,4	7,6
3 pièces	16	14	25	21,0	20,4
4 pièces	24	20	27	22,7	32,1
5 pièces	20	32	24	20,2	21,2
6 pièces ou +	32	31	34	28,6	16,0
Niveau de confort					
Ni baign ni dche ni WC A (1)	36	14	5	4,2	1,7
Ni baign ni dche + WC (2)		1	2	1,7	0,8
Baign / dche - WC B (3)	28	6	1	0,8	2,0
Baign / dche +WC-CC (4)		29	53	44,5	22,8
Baign / dche +WC+CC C (5)	32	52	58	48,7	72,7
Type de logements					
Maison individuelle (1)		30	115	96,6	84,2
Log dans imm collectif (2)		0	4	3,4	13,2
Foyer pers âgées (3)		0	0	0,0	0,3
Autres (4)		72	0	0,0	2,3

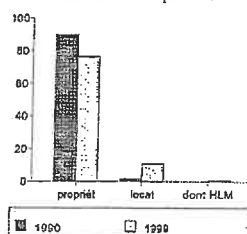
A= sans confort= Ni baign, ni dche, ni WC intérieurs

B= confort moyen= Baign ou dche, WC intérieur, sans chauffage central

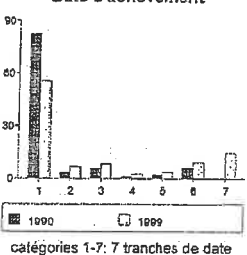
C= tout confort= Baign ou dche + WC + CC

Résidences principales

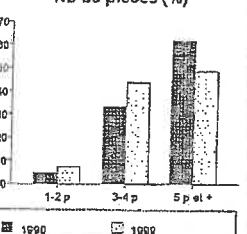
Statut d'occupation



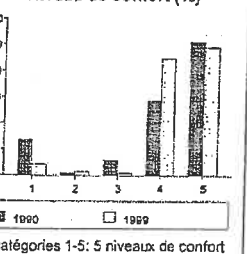
Date d'achèvement



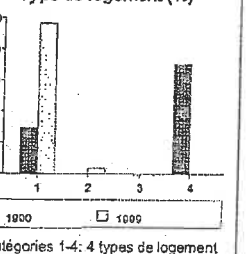
Nb de pièces (%)



Niveau de confort (%)



Type de logement (%)



Avertissement : Les résultats des recensements obtenus par dénombrement (BDCOM) ou par exploitation principale ou exhaustive peuvent légèrement différer.

Sources: INSEE,
BDCOM99, RP82
(sondage au 1/4),
RP90 et RP99
(exploitation
principale)

INVENTAIRE COMMUNAL DE 1988 Profil de commune pour étude de MARNU

19/05/1998

COMMUNE - Zone : 24 075 CAMPAGNAC-LES-QUERCY

Direction
départementale
de l'Équipement

DORDOGNE

DOCUMENT
D'ÉTUDES
DDE

AMÉNAGEMENT ET TERRITOIRE

Superficie communale cadastrée:

Densité au km² en 1990

Totale	1 967 ha	commune	16
dont Forêts (bois et taillis inclus)	606 ha	département	43
Surfaces enherbées pacagées collectivement	0 ha		

COMMUNES LES PLUS FRÉQUENTÉES

	TEMPS EN VOITURE	TRAIN	CAR
Commune 24520 à 32 Km	0 H 30	0 H 0	0 H 0
Commune 46127 à 22 Km	0 H 20	0 H 0	0 H 0

Commune de plus de 10000 hab. la plus fréquentée:

Commune 24322 à 84 Km	1 H 30	0 H 0	0 H 0
-----------------------	--------	-------	-------

TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

PRÉSENCE DE:

ABSENCE DE:

COMMUNE FRÉQUENTÉE:

Gare ferroviaire de voyageurs	à 16 Km (24585)
Gare ferroviaire de marchandises	à 16 Km (24585)
Autocar régulier et quotidien	à 0 Km (00)
Autocar régulier non quotidien	à 9 Km (24150)
Service de taxi	à 10 Km (46297)
Transport urbain	

L'accès d'autoroute le plus proche est à 35 Km.

SERVICES PUBLICS OU PRIVÉS

PRÉSENCE DE:

nombre

ABSENCE DE:

COMMUNE FRÉQUENTÉE:

Bureau de poste	à 5 Km (24488)
Pompiers (centre de secours)	à 16 Km (24585)
Caisse Primaire d'Assurance Maladie	à 84 Km (24322)
Perception	à 16 Km (24585)
Gendarmerie	à 16 Km (24585)
Guichet de banque	à 9 Km (24150)
Caisse d'épargne (hors PTT)	à 32 Km (24520)
Notaire	à 16 Km (24585)
Agent d'assurances	à 25 Km (24035)
Vétérinaire	à 22 Km (46127)
Office de culte hebdomadaire	à 9 Km (24150)

Remarque: lorsque le nombre d'équipements est égal à 9, il faut lire '9 ou plus'

INFRASTRUCTURE

RÉSEAU COLLECTIF D'ADDUCTION D'EAU: pas d'habitation non desservie.

ORGANISATION: Intercommunale. MODE DE GESTION: Affermage.

Il n'y a pas de bassin de retenue d'eaux pluviales sur la commune.

PRINCIPALE ORIGINE DE L'EAU: source.

Approvisionnement suffisant toute l'année.

PAS DE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES.

COLLECTE D'ORDURES MÉNAGÈRES: pas d'habitation non desservie.

ORGANISATION: Intercommunale.

RAMASSAGE: 1 fois par semaine en été et 1 fois par semaine en hiver.

MODE DE COLLECTE: poubelle traditionnelle; sac papier ou plastique; conteneur;

Collecte d'objets encombrants. Pas de collecte spécifique pour recyclage.

Il n'y a pas de dépôt d'ordures ménagères sur la commune.

Le traitement des ordures est effectué en usine à 32 km (commune 47106).

Source :
INSEE